



UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION



DEPARTEMENT DES SCIENCES COMMERCIALES

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

En vue de l'obtention du Diplôme de MASTER en Sciences
Commerciales

Option : Finance

Thème

L'examen de l'information comptable et
financière et appréciation de la performance
de l'entreprise Cas de l'ENIEM

Réalisé par :

- ✓ HAOUATI NASSIM
- ✓ HACHEMI RAFIK

Membres de jury :

- Président : M^r KARA Rabah
- Examineur : M^r BOUBEKEUR
- Rapporteur : M^{me} BELKHEMSA Ouardia

Encadré par :

- M^{me} BELKHEMSA
Ouardia

Promotion : 2016-2017

Remerciements

Tout d'abord, nous remercions le bon dieu de nous avoir donné le courage et la volonté pour réaliser ce travail de recherche.

Nous tenons à exprimer nos profonds respects et nos remerciements à notre promotrice madame BELKHEMSA qui a consacré tout son temps pour notre travail.

Les membres du jury qui ont l'amabilité de lire et d'évaluer ce travail trouverons, ici, l'expression de nos considérations et de nos respects.

Ensuite, nous tenons à remercier notre encadreur Monsieur TAIBI pour son soutien tout au long de notre stage pratique au sein de l'ENIEM.

Enfin, nous remercions toutes personnes qui ont contribué de près ou de loin pour la réalisation de ce mémoire.

Merci.

Dédicaces

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

*Mes chers parents, que nulle dédicace ne puisse
exprimer mes sincères sentiments, pour leur
encouragement continu, leur aide, en témoignage de
mon profond amour et respects pour leurs grands
sacrifices.*

Mes frères et sœurs et tous mes proches.

*Ainsi mes chers amis qui sans leurs
encouragements ce travail n'aura jamais vu le jour.*

RAFIK.

Je dédie ce travail

A mes chers parents

A mes enseignants

A mon binôme RAFIK

A tous mes amis

Nassim.

Liste des abréviations

Liste des abréviations

AC : Actif courant
AF : Autofinancement
ANC : Actif non courant
BFR : Besoin en fonds de roulement
CA : Chiffre d'affaires
CAF : Capacité d'autofinancement
DCT : Dettes à court terme
DLMT : Dettes à long terme
EBE : Excédent brut d'exploitation
FR : Fonds de roulement
FP : Fonds propres
FRN : Fonds de roulement net
FRP : Fonds de roulement propre
FRE : Fonds de roulement étranger
FRG : Fonds de roulement global
IBS : impôt sur le bénéfice des sociétés
IBE : insuffisance brute d'exploitation
ISO : international standards organisation
MDA : Million de dinars
REX : Résultat d'exploitation
RCAI : Résultat courant avant impôt
RN : Résultat net
RLG : Ratio de liquidité générale
RLR : Ratio de liquidité relative
RLI : Ratio de liquidité immédiate
T : Trésorerie
TN : Trésorerie nette
TCR : Tableau compte résultat
TSIG : Tableau des soldes intermédiaires de gestion

VA : Valeur ajoutée

VE : Valeurs d'exploitation

VD : Valeurs disponibles

VI : Valeurs immobilisée

VR : Valeurs réalisables

Sommaire

Sommaire

Introduction générale	01
Chapitre I. Présentation générale des documents comptables et la notion de la performance financière.	06
Introduction	06
Section 1. Définition et typologie de performances	06
Section 2. Présentation des documents comptables et financiers	18
Conclusion	23
Chapitre II. Outils et méthodes d'évaluation de la performance financière	24
Introduction	24
Section 1. Les outils de pilotage de la performance financière	24
Section 2. Analyse par la méthode des ratios	34
Conclusion	47
Chapitre III. Présentation de l'entreprise Nationale des industries de l'électroménager ENIEM	48
Introduction	48
Section 1. Présentation de l'ENIEM	48
Section 2. Les indicateurs économiques de l'ENIEM	54
Conclusion	63
Chapitre IV. Analyse de la structure et l'évaluation de la performance financière de l'ENIEM	64
Introduction	64
Section 1. Étude de la structure financière de l'ENIEM	64
Section 2. Analyse des résultats de l'ENIEM	84
Section 3. Appréciation de la performance financière de l'ENIEM	90

Conclusion	94
Conclusion générale	95
Bibliographie	100
Liste des tableaux	101
Listes des schémas et figures	102
Annexes	
Table des matières	

Introduction Générale

Introduction générale

L'intérêt particulier attribué à l'information comptable et financière s'explique par la possibilité de formulation de l'appréciation de la situation financière et par de la performance d'une entreprise. Ce thème préoccupe les chercheurs et les praticiens depuis maintenant plusieurs années.

En effet, l'information comptable et financière est la matière première servant aux agents économiques pour prendre des décisions. L'un de ses objectifs est de fournir des informations sur la performance d'une entreprise au moyen de mesure du résultat global et ses composantes.

Plusieurs travaux contiennent les mêmes arguments communs : la qualité de l'information comptable et financière impose la transparence et l'exactitude des informations présentées, l'efficacité du gouvernement d'entreprise, l'Indépendance des auditeurs et la fiabilité du contrôle interne. Elle est bien souvent la seule source disponible pour un analyste externe, d'où l'importance de disposer d'une information détaillée reflétant la réalité économique de l'entreprise.

Cependant, la notion de performance est pour un nombre d'auteurs une réalité insaisissable, étant donné la multitude des facteurs qui influencent sur le déroulement de l'activité d'une entreprise. Cette performance est exprimée en termes d'efficacité, d'efficience, de la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements. Elle peut faire référence à chacun de ces aspects séparément ou à tous à la fois.

Cette performance consiste à réaliser la rentabilité souhaitée par les actionnaires avec le chiffre d'affaires et la part de marché qui préserve la pérennité de l'entreprise. Même si la performance financière de l'entreprise ne se limite pas au résultat dégagé en fin d'année, beaucoup pensent que celui-ci est le premier indicateur de performance d'une entreprise. Ainsi les indicateurs de l'entreprise peuvent être regroupés en terme de résultat financier, de la gestion de trésorerie, et de la satisfaction du client.

En effet, ces indicateurs financiers et non financiers permettront sans doute d'effectuer une évaluation efficace et une analyse pertinente de la structure et de la performance financière.

Dans cette logique, **(BACHET, 1998)** définit la performance comme « une propriété émergente qui ne se traduit pas à la somme des performances partielles, mais à une performance globale qui repose sur un enchainement vertueux entre l'économique et le social et sur le souci de la réussite à long terme. »

L'évolution de la performance est reconnue comme un facteur essentiel du pilotage des entreprises. Elle s'intéresse en priorité aux résultats financiers. Elle peut se faire à chaque endroit où se crée de la valeur au sein de l'entreprise.

La performance est évaluée sur la base de l'information comptable et financière produite par les systèmes de comptabilité et de l'analyse financière, d'où la comptabilité est un élément essentiel du système d'information des entreprises. Dans le sens où elle constitue un ensemble de méthodes permettant de saisir et traiter l'information chiffrée qui circule au niveau des entreprises et qui permet leur diffusion, alors que l'analyse financière dans sa définition la plus simple n'est qu'une étude évaluant la situation financière de l'entreprise à un moment défini. Elle est réalisée à partir des documents comptables et d'un ensemble de données économiques et financières liées tant à l'entreprise qu'à son secteur d'activité.

Par conséquent, la mesure de la performance permet aux entreprises les plus dynamiques de piloter leurs activités avec des indicateurs pertinents pour réussir la mise en œuvre de leur stratégie.

Du point de vue opérationnel et pratique, les critères qui sont généralement utilisés pour atteindre l'objectif de mesure et de l'appréciation de la performance financière sont l'efficacité et l'efficience.

L'information comptable porte sur le bilan, le compte résultat, et les annexes. Elle communique dans le respect des normes réglementaires et à des rythmes de parution légaux.

1. Objet de la recherche

L'examen de l'information comptable et financière a été dans une large mesure et à des degrés plus ou moins variés au cœur de la méthode d'évaluation de la performance de l'entreprise. Cette réalité ne se limite pas aux entreprises des pays développés tenues à une performance, elle concerne également les entreprises des pays en voie de développement, qui sont généralement des instruments de l'Etat pour implanter des politique publique. Cet

examen de l'information comptable se concrétise dans une optique générale de compétitivité et de conquête de parts de marché. Cet examen comptable consiste à faire le point sur la situation et l'activité financière de l'entreprise de façon à détecter les symptômes révélateurs des phénomènes susceptibles d'entraîner à brève échéance la poursuite des objectifs et les buts qu'elle s'est donnée.

De ce point de vue, les entreprises publiques algériennes ont une obligation légale d'établir des comptes annuels, réguliers et sincères donnant une image fidèle du patrimoine de la situation financière. La politique étatique est fondée sur l'intervention de l'Etat dans l'allocation des ressources et l'entreprise publique comme un instrument parmi d'autres (législation, contrôles divers, participations financières) pour atteindre les objectifs, pour implanter des politiques.

Dans cette perspective, l'Entreprise Nationale de l'Electroménager (ENIEM) issue de la restructuration organique de la société Nationale de Fabrication et de Montage Electroménager garde un caractère essentiel, mais néanmoins spécifique. Par la transformation de son contexte réglementaire et sa position sur un marché fortement concurrentiel, cette entreprise tente d'identifier les décalages réels entre les objectifs souhaités et le devenir perçu et y apporter des solutions convergentes. En effet, la restructuration financière a obligé l'entreprise à dégager un résultat et des profits afin d'assurer l'autofinancement et de réduire le recours à l'aide de l'Etat, une gestion efficiente des facteurs de production et « la tenue d'une comptabilité analytique pour la fixation des prix plus vrais » (BENISSAD, 1994).

Une autre réforme essentielle est l'autonomie des entreprises publiques. Le problème était posé non pas en termes de taille ou de dotation en capital social, mais en termes de gestion. La loi 88-01 de 1988 dite d'orientation des entreprises publiques par la modernisation de la gestion publique institutionnalisant la notion de résultats. Aussi, l'objectif de cette recherche est d'étudier la structure financière qui porte principalement sur l'examen de l'information comptable et financière de l'ENIEM pour pouvoir apprécier à la fois son équilibre financier, son aptitude faire face à ses engagements à court et à long terme.

2. Problématique et hypothèses de la recherche

L'examen de l'information comptable et financière de l'ENIEM est considéré comme un outil pour apprécier la performance financière de cette entreprise. En effet, la volonté affichée de

l'ENIEM est la rentabilité rendue possible par le maintien de sa position concurrentielle sur le marché en améliorant la qualité de ses produits et en s'adaptant à l'évolution du marché, la réalisation d'une rentabilité financière en augmentant le chiffre d'affaires et en réduisant les coûts de production.

Dans cette perspective, cette recherche pose la problématique suivante : ***l'entreprise ENIEM est-elle performante au regard de ses paramètres financiers et de sa structure financière ?***

De cette problématique générale découle deux questions secondaires :

Question 1. Existe –il un équilibre financier au sein de l'entreprise ENIEM ?

Question 2. L'appréciation de la performance de l'entreprise peut-elle appréciée par le suivi et l'examen des indicateurs financiers et leur niveau de performance ?

Pour tenter de répondre aux questions posées, nous avons construit des hypothèses correspondantes et qui constituent les lignes directrices de ce mémoire.

Hypothèse 1. L'analyse des indicateurs financiers de l'ENIEM indique un équilibre financier à long terme.

En réponse à notre première question, cette hypothèse fait apparaître à la lecture et l'examen de l'information comptable de l'entreprise un équilibre financier à long terme. Le regard sera porté à la fois au fond de roulement, au besoin en fonds de roulement.

Hypothèse 2. L'appréciation de la performance de l'entreprise est déterminée par le suivi régulier des indicateurs financiers et leur niveau de performance.

La reconnaissance du statut « public » de l'ENIEM, dont l'un des avantages est l'appui des pouvoirs publics, nous considérons que la performance de l'entreprise ne peut être appréciée uniquement sur le suivi des indicateurs financiers. D'autres aspects doivent être considérés pour évaluer cette performance.

3. Méthodologie

Aussi, et étant donné l'objectif principal de notre recherche : étude et le traitement de l'information comptable et financière au sein d'une entreprise publique algérienne et afin d'apprécier sa performance et le degré de réalisation de ses objectifs, nous avons adopté la méthodologie suivante :

- Nous avons d'abord axé notre recherche bibliographique sur les indicateurs financiers et de performance. L'étude de ces indicateurs, fournis par l'analyse financière constitue le point de départ de notre recherche. Il s'agira alors de comprendre le sens donné à ces indicateurs et l'exploitation des données disponibles afin d'apprécier les résultats. Ces outils sont les bilans comptables et financiers, le fonds de roulement, les besoins en fonds de roulement, les annexes...etc.
- Ensuite, et pour la réalisation de notre recherche, nous avons opté pour la technique de l'analyse de contenu et d'interview. L'analyse de contenu des documents comptables, des sites internet et des brochures de l'ENIEM. Pour étayer un ensemble de réponses à nos questions, nous avons effectué des entretiens avec les responsables de l'ENIEM.

Toutefois, l'étude s'est heurtée à de nombreuses difficultés pratiques. Le contenu et la pertinence de certaines informations n'est pas révélé.

4. Plan de travail

Ce mémoire qui porte sur l'examen de l'information comptable et financière et appréciation de la performance. Cas de l'ENIEM se divise en quatre chapitres. Le premier traite des aspects théoriques de la performance et de la présentation générale des documents comptables (bilan comptable et financier, compte de résultat, les annexes) qui ont pour objet de fournir les informations comptables.

Dans le deuxième chapitre et à partir de ces définitions, nous avons identifié les outils de pilotage de la performance financière et l'analyse par la méthode des ratios.

Le troisième chapitre présente le lieu du stage : entreprise ENIEM en mettant l'accent sur son mode d'organisation, son organigramme, ses produits et l'estimation approximative de la taille du marché domestique par famille de produits.

Dans le quatrième chapitre et le dernier tente de mettre en application les enseignements tirés du cadre théorique à travers l'analyse de la structure et l'évaluation de la performance financière au sein de l'entreprise objet d'étude.

Chapitre I

Présentation générale des
documents comptables et la
notion de la performance
financière

Introduction :

La notion de performance est au cœur de toutes les démarches d'évaluation des entreprises et des organisations. La performance exprime le degré d'accomplissement des objectifs poursuivis.

Dans ce premier chapitre, nous allons présenter les diverses définitions attribuées à ce concept, les différents types de performance, ainsi que ses critères et indicateurs de sa mesure.

Afin d'apprécier la performance financière de l'entreprise il nécessaire de présenter les documents comptables et financiers (Bilan, compte résultat, les annexes) qui ont pour objet de fournir des informations sur la situation financière.

Section 1 : Définition et différents types de performances

La performance a toujours été un sujet controversé. Chaque individu qui s'y intéresse chercheur, dirigeant, client, actionnaire, etc... l'aborde selon l'optique qui lui est propre. Ceci explique, sans doute, le nombre important de modèles conceptuels proposés dans la littérature et les nombreux sens élaborés autour de ce concept. Il s'agit d'une notion contingente et multidimensionnelle mais nécessaire pour évaluer toute prise de décision financière.

Dans cette première section nous allons mettre en évidence le concept de performance en présentant ses différents piliers et types, avant de parler de la performance financière qui constitue l'objet de notre étude.

1-1 Le concept de performance :

La performance est une notion polysémique donc il y a lieu de la définir et de présenter les éléments qui la déterminent.

1-1-1 Définition de la performance :

D'après (**BOURGUIGNON, 1995**), l'origine du mot performance remonte au milieu du 19^e siècle dans la langue française. A cette époque, il désignait à la fois les résultats obtenus par un cheval de course et le succès remporté dans une course. Puis, il désigna les résultats et l'exploit sportif d'un athlète. Son sens évolua et au cours du 20^{ème} siècle, il indiquait de manière chiffrée les possibilités d'une machine et désignait par extension un rendement

exceptionnel. Ainsi, la performance dans sa définition française est le résultat d'une action, voir le succès ou l'exploit.

(MALO et Jean CHARLES, 1998) quant à eux définissent *la performance comme « l'association de l'efficacité et de l'efficience où l'efficacité consiste pour une entreprise à obtenir des résultats dans le cadre des objectifs définis, et l'efficience correspond à la meilleure gestion des moyens, des capacités en relation avec les résultats. »*

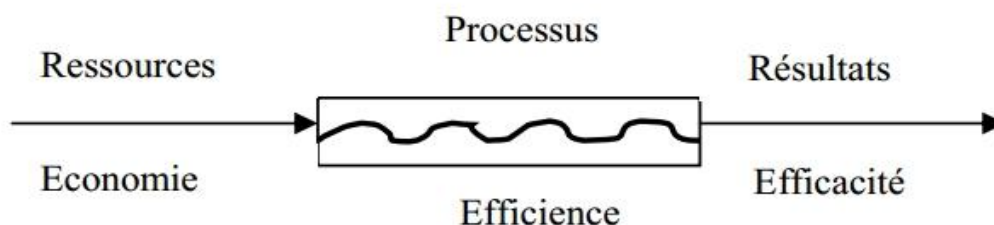
Dans les définitions de la performance on trouve ce que (LEBAS, 1995) a appelé les caractères communs de la performance :

- Accomplir, réaliser une activité dans un but déterminé ;
- réalisation d'un résultat ;
- comparaison d'un résultat par rapport à une référence interne ou externe ;
- aptitude à réaliser ou à accomplir un résultat (potentiel de réalisation) ;
- appliquer des concepts de progrès continus dans un but de compétition ;
- mesurer par un chiffre ou une expression communicable.

Pour cet auteur, la performance n'existe que si on peut la mesurer et cette mesure ne peut en aucun cas se limiter à la connaissance d'un résultat. Alors, on évalue les résultats atteints en les comparant aux résultats souhaités.

(BOUQUIN, 2008) représente la problématique générale de la performance de la manière suivante :

Figure N° 01: Problématique générale de la performance



Source : (BOUQUIN, 2008)

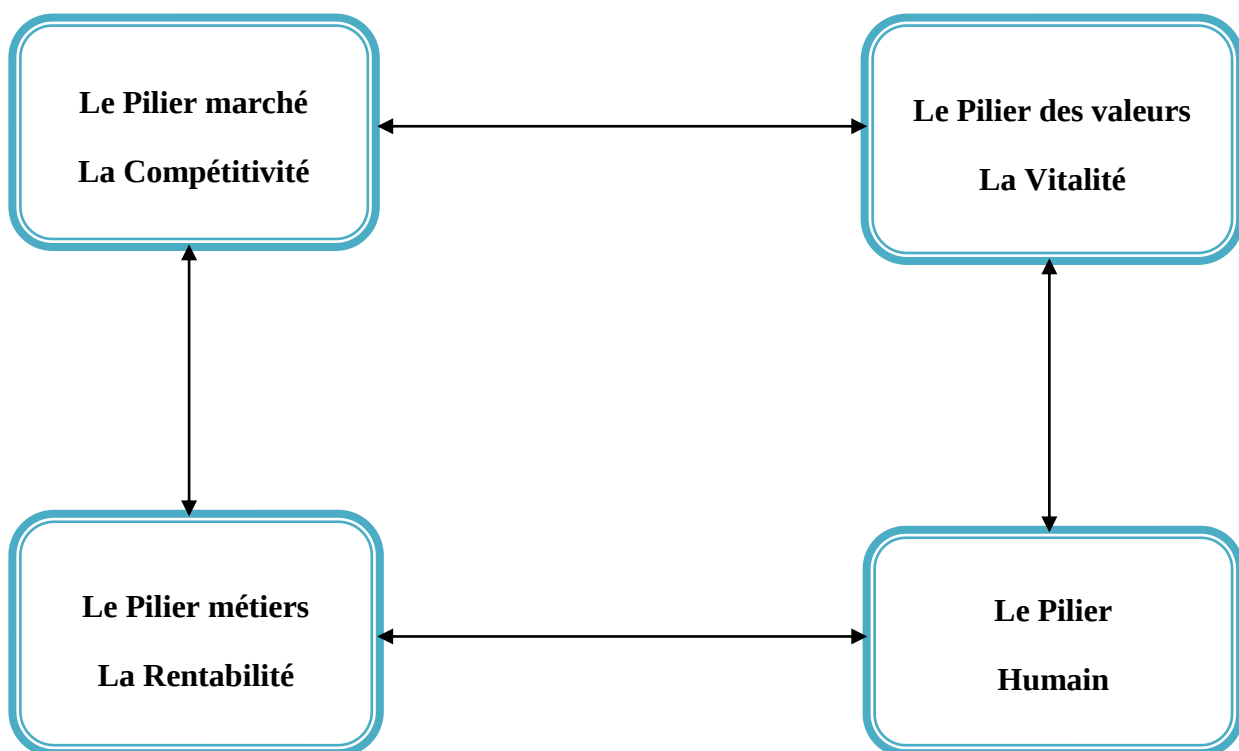
Pour cet auteur, mesurer la performance revient à mesurer les trois dimensions qui la composent: économie, efficience et efficacité.

1-1-2 Les piliers ou déterminants de la performance d'une entreprise :

Les déterminants de la performance constituent la base de la performance d'une entreprise.

En effet, (PINTO, 2003) indique que la performance repose sur quatre piliers qui entretiennent des relations très fortes : les valeurs, les marchés, les hommes et les métiers. Ils sont illustrés par la figure ci-dessous :

Figure N° 02 : Les quatre piliers de la performance



Source : (PINTO, 2003), p 11

➤ La compétitivité pour pilier du marché:

La compétitivité d'une entreprise est d'abord sa maîtrise du marché et sa capacité à apporter des réponses nouvelles et adéquates aux besoins des consommateurs.

➤ La vitalité pour pilier des valeurs :

La vitalité d'une entreprise est en rapport avec ses valeurs. Car ces dernières constituent un système de protection contre les menaces qui pèsent sur l'entreprise.

➤ **Productivité pour pilier du personnel :**

Les hommes constituent la principale ressource des entreprises et sans doute un des derniers éléments de différenciation et d'avantage concurrentiel¹. Pour que le personnel soit productif, il suffit de le motiver en instaurant un système de communication permanent avec les collaborateurs. Les dirigeants doivent fournir à leurs collaborateurs une vision stratégique claire qui exprime à la fois l'ambition de l'entreprise sa politique et ses objectifs.

➤ **La rentabilité pour pilier du métier :**

Le territoire métier est un enjeu majeur de la performance stratégique², la rentabilité. C'est le domaine de l'excellence stratégique et opérationnelle dans lequel l'entreprise va puiser une grande partie de sa performance.

Les exigences en terme, de création de valeur conduit à s'interroger si l'entreprise utilise de façon rationnelle ses ressources. Cependant, dans le cadre de notre étude, l'intérêt sera porté précisément à la performance financière qui traduit la santé financière de l'entreprise

1-2 Les types de performances :

La performance d'une entreprise ne saurait se limiter à un seul succès, ni à la satisfaction de la clientèle. Bien qu'il existe de nombreux types de performances, la conception prédominante de la performance s'est longtemps focalisée sur les seuls indicateurs financiers, comptables et boursiers. Nous allons nous intéresser dans notre étude aux principaux types de celle-ci, à s'avoir : la performance globale, économique, sociale, financière, organisationnelle.

1-2-1 La performance globale :

La performance a longtemps été réduite à sa dimension financière. Cette performance consistait à réaliser la rentabilité souhaitée par les actionnaires avec le chiffre d'affaires et la part de marché qui préservaient la pérennité de l'entreprise.

¹ L'avantage Concurrentiel, ou avantage compétitif, est l'élément qui différencie fondamentalement l'offre d'une entreprise par rapport à ses concurrents, et qui constitue donc sa puissance de différenciation.

² La performance stratégique : est le maintien d'une distance avec les concurrents, entretenue par une forte motivation (système d'incitation et de récompense) de tous les membres de l'organisation.

Mais depuis quelques années, on est schématiquement passé d'une représentation financière de la performance à des approches plus globales incluant la dimension sociale. D'autres auteurs ont fait leur apparition et la notion de performance a connu un regain d'usage.

À présent, la pérennité des entreprises ne dépend plus uniquement de l'aspect financier de leurs activités, mais également de la manière dont elles se conduisent. Dés lors, la responsabilité des entreprises s'élargit. Elle ne se limite plus aux seuls actionnaires, mais intègre d'autres parties prenantes (associations, syndicats, clients, fournisseurs,...). Ces nouveaux acteurs exigent d'être entendus et cette écoute devient une cible vitale pour la performance et la pérennité des entreprises. C'est dans ce contexte qu'apparaît le concept de performance globale³.

1-2-2 La performance économique :

La performance économique s'entend comme la rentabilité de l'entreprise. Elle réside dans la survie de l'entreprise et sa capacité à atteindre les objectifs fixés. Elle peut être mesurée à partir de la variation de l'activité et la rentabilité des investissements et des ventes. La compréhension de la performance économique peut aussi provenir d'une analyse éclairée du compte de résultat (**MARMUSE, 1996**).

En effet le bénéfice net ou la perte nette est une mesure finale de la rentabilité de l'entreprise qui permet aux actionnaires et aux analystes financiers d'apprécier la performance d'une firme.

1-2-3 La performance financière :

La performance financière désigne la capacité de l'entreprise à maîtriser ses modes de fonctionnement, c'est-à-dire la manière avec laquelle l'entreprise transforme les intrants en extrants de la façon la plus optimale possible. Ainsi, ce type de performance se présente comme étant la manière avec laquelle l'entreprise formule une stratégie, la communique et à fixer des objectifs tout en respectant tous les moyens humains, matériels et financiers disponibles.

.

³ www.crefige.dauphine.fr/cahiers/per-berland.pdf

1-2-4 La performance sociale :

Au niveau des organisations, la performance sociale est souvent définie comme le rapport entre un effort social et l'attitude des salariés. Cependant, ce type de performance est difficile à évaluer quantitativement.

La performance sociale est aussi définie comme le niveau de satisfaction atteint par l'individu participant à la vie de l'organisation. En effet, la performance sociale est la réduction des dysfonctionnements qui affectent les conditions de vie au travail prises au sens large. Le niveau de performance sociale a été apprécié en fonction de l'évaluation des salaires.

Notons que les principaux indicateurs de la performance sociale sont présentés principalement dans deux critères à savoir ; le climat social et la satisfaction du personnel.

Dans ce cadre, il y a des critères qu'on peut utiliser afin d'évaluer la performance sociale. Il peut s'agir par exemple :

- De la nature des relations sociales et la qualité des prises de décisions collectives ;
- du niveau de satisfaction des salariés mesurés par les sondages et les enquêtes d'option ;
- du degré d'importance des conflits et des crises sociales : grèves, absentéisme, accidents de travail, etc.
- du taux de rotation, la participation aux manifestations et aux réunions d'entreprise, ainsi que le dialogue avec les membres du comité d'entreprise.

1-2-5 La performance organisationnelle :

Selon (KALIKA, 1988), la performance organisationnelle est définie comme « les mesures portant directement sur la structure organisationnelle et non pas sur ses conséquences éventuelles de nature sociale ou économique. Ces indicateurs sont intéressants dans la mesure où ils permettent de discerner les difficultés organisationnelles à travers leurs manifestations, avant que les effets induits par celles-ci ne soient ressentis d'un point de vue économique. »

Michel KALIKA avance quatre facteurs de l'efficacité organisationnelle :

- Le respect de la structure formelle : le non respect de la structure annoncée par la direction peut traduire un dysfonctionnement au sein de l'organisation ;
- les relations entre les services : la recherche de minimisation des conflits reflète un besoin de coordination nécessaire ;
- la qualité de la circulation de l'information : l'organisation doit développer des systèmes d'information permettant l'obtention d'information fiable est exhaustive, indispensable au bon fonctionnement de l'organisation ;
- la flexibilité de la structure : l'aptitude de celle-ci à changer est un facteur déterminant de l'adaptation aux contraintes d'environnement.

1-3 La performance financière d'entreprise :

Pour bien cerner la notion performance financière nous allons d'abord la définir avant de présenter ses critères et indicateurs de mesure.

1-3-1 Définition de la performance financière :

Généralement évaluée à partir des documents comptables, la performance financière peut en outre être entendue, selon **(SAHUT et LANTZ, 2003)** « *comme les revenus issus de la détention des actions. Les actionnaires étant le dernier maillon de la chaîne à profiter de l'activité de l'entreprise.* » En d'autres termes, la performance financière est l'un des indicateurs pour mesurer la réussite d'une institution financière en terme de rendement financier. On la considère souvent comme un barème de référence que les investisseurs utilisent pour réaliser des enquêtes préalables ou évaluer le statut d'un investissement.

La mesure de la performance financière est primordiale. En effet, certaines organisations comme les entreprises doivent produire, à la fin de chaque exercice comptable, des documents de synthèse : le bilan et le compte de résultat. Ces documents et leurs annexes contiennent les informations de base pour mesurer la performance financière. Pour bien mesurer la performance financière il nous faut connaître ses critères, ses indicateurs de mesure et ses principaux déterminants.

1-3-2 Les critères de la performance financière :

Il existe plusieurs critères d'appréciation de la performance, mais les plus utilisés sont :

1-3-2-1 L'efficacité :

Le concept de performance intègre d'abord la notion d'efficacité, c'est-à-dire l'idée d'entreprendre et de mener une action à son terme.

Selon **(BOUQUIN, 2008)** « *l'efficacité est le fait de réaliser les objectifs et finalités poursuivis.* »

Cependant pour **(VOYER, 1999)** « *l'efficacité peut être orientée vers l'intérieur ou l'extérieur de l'unité. L'efficacité interne est mesurée par les résultats obtenus comparés aux objectifs que l'on a fixés et l'efficacité externe est déterminée par les bons résultats obtenus, l'atteinte des objectifs en fonction de la cible et du client et la production des effets voulus sur les cibles, en lien avec la mission.* »

L'auteur propose le ratio suivant pour mesurer l'atteinte des objectifs fixés :

$$\text{Efficacité} = \frac{\text{Les outputs réalisés (Objectifs atteints)}}{\text{les outputs visés (Objectifs établis)}}$$

Selon le **(dictionnaire de gestion, 1998)**, l'efficacité est : « le rapport entre les résultats atteints par un système et les objectifs visés. De ce fait, plus les résultats seront proches des objectifs visés, plus le système sera efficace. On exprimera donc le degré d'efficacité pour caractériser les performances d'un système. »

- Nous concluons que l'efficacité est le degré de la réalisation des objectifs. On considère qu'une activité est efficace si les résultats obtenus sont identiques ou se rapprochent des objectifs définis. Mais, pour évaluer l'efficacité d'une organisation d'une manière absolue, il faut s'assurer que l'organisation est en adéquation avec son environnement, c'est-à-dire qu'il faut tenir compte des perceptions des divers intervenants et des groupes concernés par la vie de cette organisation, notamment des salariés eux-mêmes. On pourra parler alors d'organisation efficace.

Autrement dit, par le terme efficacité, ici l'entreprise doit chercher à faire tout moyen possible afin d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés quelque soit le niveau des coûts engagés ou des ressources utilisées.

1-3-2-2 L'efficacité :

Le concept de performance financière intègre ensuite la notion d'efficacité, c'est-à-dire l'idée que les moyens utilisés pour mener une action à son terme ont été exploités avec un souci d'économie.

(BOUQUIN, 2008) définit l'efficacité « *comme le fait de maximiser la quantité obtenue de produits ou de services à partir d'une quantité donnée de ressources.* »

(VOYER, 1999) souligne que « *l'efficacité est une relation générique englobant les concepts de productivité et de rendement. La productivité mesure plus particulièrement le rapport entre la quantité de produits ou de service et les facteurs de production, tandis que le rendement met en relation les résultats d'effets sur la clientèle et les moyens mis en œuvre.* »

(VOYER, 1999) propose le ratio suivant pour mesurer l'efficacité :

$$\text{Efficacité} = \frac{\text{Résultats atteints (Outputs Produits)}}{\text{Ressources utilisées (Effort fourni)}}$$

-Nous constatons donc qu'une entreprise est considérée comme efficiente si cette dernière arrive à obtenir les résultats attendus au moindre coût.

1-3-2-3 L'économie des ressources :

« L'économie consiste à se procurer les ressources au moindre coût. En effet le terme économie fait référence à l'acquisition des ressources. » **(BOUQUIN, 2008)**

Ainsi, une entreprise économise ses ressources lorsqu'elle évite les dépenses jugées inutiles. Autrement dit lorsqu'elle utilise de manière rationnelle ses ressources. Cette utilisation contribue à l'amélioration de la performance de l'entreprise.

En effet, une meilleure économie des ressources⁴ nécessite également la réduction des coûts liés à la réalisation d'une relation avec un autrui et à l'intérieur même de l'entreprise. Autrement dit, une réduction des coûts de transaction⁵.

1-3-2-4 La qualité :

La Norme (ISO⁶ 9000) définit la qualité comme l'aptitude d'un ensemble de caractéristiques intrinsèques à satisfaire des exigences. La qualité est également importante pour les propriétaires de l'entreprise, car elle participe à l'objectif de rentabilité sur le long terme, à bonifier les investissements humains et financiers et à reconnaître l'outil de travail, et l'image de l'entreprise.

(DERMING, 2002) définit La qualité « *comme le seul facteur qui peut affecter la performance à long terme d'une entreprise. La performance financière est un attribut mesurable et observable qui permet de définir la qualité d'un produit ou d'un service.* »

-Un produit de qualité est donc un produit dont les caractéristiques lui permettant de satisfaire les besoins des consommateurs.

1-3-3 Les indicateurs de la performance financière :

Un indicateur de performance est défini comme « une mesure liée à une valeur ajoutée, au rendement, aux réalisations et à l'atteinte des objectifs. » (VOYER, 1999)

1-3-3-1 La rentabilité :

D'après (HOAREAU, 2008) « *La rentabilité est l'aptitude de l'entreprise à accroître la valeur des capitaux investis, autrement dit à dégager un certain niveau de résultat ou de revenu pour un montant donné de ressources engagées dans l'entreprise.* »

- La rentabilité est donc un indicateur qui représente la capacité d'une entreprise à réaliser des bénéfices à partir des moyens mis en œuvre. Cette dernière représente l'évaluation de la

⁴ Économie des ressources : c'est le fait de limiter et minimiser la consommation des différentes ressources afin de réduire les coûts de production.

⁵ Coûts de transaction : ils se définissent comme la somme des coûts engendrés avant le processus de fabrication d'un bien ou la fourniture d'une prestation de service et des coûts ultérieurs d'exécution découlant des mécanismes commerciaux et de la mise en place d'un produit ou d'un service.

⁶ ISO : international standard organisation.

performance des ressources investies par les apporteurs de capitaux. On distingue deux types de rentabilité :

❖ La rentabilité économique :

Elle est mesurée par le ratio suivant :

$$\text{Rentabilité économique} = \frac{\text{Résultat net}}{\text{Total actif}} \times 100$$

(HOUARAU, 2008) estime que la rentabilité économique exerce une influence significative sur la rentabilité des capitaux propres. En effet la rentabilité économique exprime la capacité des capitaux investis à créer un certain niveau de bénéfice avant paiement des éventuels intérêts sur la dette. Elle est donc une mesure de la performance économique de l'entreprise dans l'utilisation de son actif.

❖ La rentabilité financière :

(GINGLINGER, 1999) définit La rentabilité financière « comme mesure de la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager un certain niveau de profit. Elle mesure la rentabilité de l'entreprise du point de vue de chaque pourvoyeur de fond, que ce soit des actionnaires ou des prêteurs. En ce qui concerne la rentabilité du point de vue des actionnaires, il s'agit d'estimer le taux de rémunération du capital financier, c'est-à-dire la rentabilité d'investissement réalisé par les propriétaires de l'entreprise. »

La rentabilité financière se calcule comme suit :

$$\text{Rentabilité financière} = \frac{\text{Résultat net}}{\text{capitaux propres}} \times 100$$

1-3-3-2 La profitabilité :

« La profitabilité peut être définie « comme l'aptitude de l'entreprise à sécréter un certain niveau de résultat ou revenu pour un volume d'affaire donné. » (HOAREAU, 2008)

- La profitabilité d'une entreprise est la capacité à générer des profits à partir de ses ventes. Elle compare le résultat net comptable (bénéfice ou perte) au chiffre d'affaires hors taxes.

1-3-3-3 L'autofinancement :

Selon (HUBERT, 2010) « *L'autofinancement est le flux de fonds correspondant aux ressources internes dégagées par l'entreprise au cours d'un exercice. Le compte de résultat mesure des coûts. L'autofinancement est un flux de fonds qui représente le surplus monétaire potentiel dégagé par l'entreprise au cours de l'exercice.* »

-L'autofinancement a pour vocation d'assurer le maintien du potentiel productif de l'entreprise c'est-à-dire le renouvellement des immobilisations corporelles après usage par amortissements, de faire face aux risques probables de l'entreprise à travers les provisions et de financer l'expansion de l'entreprise (par les réserves).

Dans cette première section , nous avons tenté d'identifier à travers la littérature le caractère polysémique de la performance et ses différents types , critères et indicateurs. Il en ressort globalement que la performance est synonyme d'efficacité et d'efficience. Cette dernière est évaluée sur la base de l'information comptable et financière produite par les systèmes de comptabilité et des états financiers. Recourir à cette information comptable et financière et les états financiers paraît à cet effet indispensable.

Section 2 : Présentation des documents comptables et financiers

Avant d'évaluer la performance financière d'une entreprise, il est nécessaire de présenter les documents comptables et financiers (Bilan, compte résultat, annexes) qui sont une représentation financière structurée des événements affectant une entreprise, et des transactions réalisées par celle-ci. Leur objectif est de fournir des informations sur la situation financière et la performance.

2-1 Le Bilan Comptable :

2-1-1 Définitions :

« Le bilan est un état qui, à une date donnée, présente :

- à droite, la liste des ressources à disposition de l'entreprise;
- à gauche, la manière dont ces ressources sont employées. » (FRANCK, 2012)

Le bilan comptable est un document rendant compte de la situation patrimoniale d'une entreprise à un instant précis. Il est divisé en deux parties équilibrées sur le plan comptable. La première partie comprend l'ensemble des emplois d'une entreprise (l'actif, c'est à dire tout ce qui a une valeur économique au sein de l'entreprise). La seconde partie comprend l'ensemble de ses ressources (le passif, c'est-à-dire tous les besoins de l'entreprise nécessaires au financement de son activité).

2-1-2 Finalités du bilan comptable :

Le bilan est une photographie du patrimoine de l'entreprise qui permet de réaliser une évaluation d'entreprise, et plus précisément de savoir après retraitement (par exemple d'une optique patrimoniale à celle sur option de juste valeur⁷ pour l'adoption des normes internationales) combien elle vaut et si elle est solvable.

Il existe donc trois finalités au bilan comptable :

- ✓ Le bilan comptable interne, généralement détaillé, utilisé par les responsables de l'entreprise pour différentes analyses internes ;
- ✓ le bilan comptable officiel, destiné aux tiers (actionnaires, banques, clients, salariés, collectivités...). Il est contrôlé par le commissaire aux comptes et publié et approuvé au moment de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ;
- ✓ le bilan comptable fiscal, qui sert à déterminer le bénéfice imposable.

⁷ Juste valeur : La juste valeur est une norme comptable consistant à valoriser, à la date de clôture du bilan, les actifs et les passifs des entreprises selon leur valeur de marché.

Chapitre I : Présentation générale des documents comptables et la notion de la performance financière

2-1-3 Présentation schématique du bilan comptable :

Tableau N° 01 : Bilan comptable

BILAN (ACTIF)					BILAN (PASSIF)		
LIBELLE	BRUT	AMO / PROV	NET	NET (N-1)	LIBELLE	NET	NET (N-1)
ACTIFS NON COURANTS					CAPITAUX PROPRES		
Ecart d'acquisition-goodwill positif ou négatif					Capital émis		
Immobilisations incorporelles					Capital non appelé		
Immobilisations corporelles					Primes et réserves - Réserves consolidés (1)		
Terrains					Ecart de réévaluation		
Bâtiments					Ecart d'équivalence (1)		
Autres immobilisations corporelles					Résultat net - Résultat net du groupe (1)		
Immobilisations en concession					Autres capitaux propres - Report à nouveau		
Immobilisations encours					Part de la société consolidante (1)		
Immobilisations financières					Part des minoritaires (1)		
Titres mis en équivalence					TOTAL I		
Autres participations et créances rattachées							
Autres titres immobilisés					PASSIFS NON-COURANTS		
Prêts et autres actifs financiers non courants					Emprunts et dettes financières		
Impôts différés actif					Impôts (différés et provisionnés)		
TOTAL ACTIF NON COURANT					Autres dettes non courantes		
ACTIF COURANT					Provisions et produits constatés d'avance		
Stocks et encours					TOTAL II		
Créances et emplois assimilés							
Clients					PASSIFS COURANTS:		
Autres débiteurs					Fournisseurs et comptes rattachés		
Impôts et assimilés					Impôts		
Autres créances et emplois assimilés					Autres dettes		
Disponibilités et assimilés					Trésorerie passif		
Placements et autres actifs financiers courants					TOTAL III		
Trésorerie							
TOTAL ACTIF COURANT							
TOTAL GENERAL ACTIF					TOTAL GENERAL PASSIF		

Source : (BENAIBOUCHE, 2013)

2-2 Le compte résultat :

2-2-1 Définition :

D'après (FRANCK, 2012) « Le compte de résultat fait apparaître les charges et les produits qui ont été enregistrés au cours de la période. Il regroupe toutes les opérations qui ont enrichi (produits) ou appauvri (charges) l'entreprise.

Il est très important de rappeler qu'à l'instant t, les charges ne sont pas nécessairement des décaissements, ni les produits des encaissements. Le moment correspondant à l'enregistrement des produits et des charges, le même que le moment du paiement. La différence entre les charges et les produits (autrement dit le solde du compte de résultat) est le résultat de l'entreprise. »

2-2-2 Structure du tableau des comptes des résultats :

Le tableau des comptes de résultats est structuré comme suit :

- **La classe « 6 » les charges**

Les comptes des charges enregistrent le montant total des biens et des services consommés dans une période déterminée.

C /60 - Achats consommés.

C/61-62 -Services extérieurs et autres services extérieurs.

C /63 - Charge de personnel.

C /64 - impôts – taxes et versements assimilés.

C /65 -Autres charges opérationnelles.

C /66 -Charges financières.

C /67- Eléments – extra ordinaires – charges.

C/68 - Dotation aux amortissements, provisions et pertes de valeur.

C /69 –Impôts sur les bénéfices et assimilés.

- **La classe « 7 » les produits**

Les comptes des produits enregistrent le montant des biens et des services produits ou fabriqués pendant une période déterminée.

C/70 - Ventes de marchandises et de produits fabriqués.

C/72 - Production stockée ou déstockée.

C/73 –Production immobilisée.

C/74 –Subvention d'exploitation.

C/75 –Autres produits opérationnels.

Chapitre I : Présentation générale des documents comptables et la notion de la performance financière

C/76 –Produits financiers.

C/77- Eléments extraordinaires (produits).

C/78 –Reprise sur perte de valeur et provision.

2-2-3 Présentation schématique du tableau de compte de résultat (T.C.R) :

Tableau N° 02 : TCR

COMPTE DE RESULTAT/NATURE		
LIBELLE	N	N-1
Ventes et produits annexes		
Variation stocks produits finis et en cours		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
I-PRODUCTION DE L'EXERCICE		
Achats consommés		
Services extérieurs et autres consommations		
II-CONSOMMATION DE L'EXERCICE		
III-VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I-II)		
Charges de personnel		
Impôts, taxes et versements assimilés		
IV-EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		
Autres produits opérationnels		
Autres charges opérationnelles		
Dotations aux amortissements, provisions et pertes de valeurs		
Reprise sur pertes de valeur et provisions		
V- RESULTAT OPERATIONNEL		
Produits financiers		
Charges financières		
VI-RESULTAT FINANCIER		
VII-RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPOTS (V+VI)		
Impôts exigibles sur résultats ordinaires		
Impôts différés (Variations) sur résultats ordinaires		
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		
VIII-RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		
Eléments extraordinaires (produits) (à préciser)		
Eléments extraordinaires (charges) (à préciser)		
IX-RESULTAT EXTRAORDINAIRE		
X-RESULTAT NET DE L'EXERCICE		

Source : (BENAIBOUCHE, 2013)

2-3 Les annexes :

« La lecture des annexes permet de faire une meilleure analyse de la situation de l'entreprise, l'annexe complète l'information donnée dans le compte de synthèse et la présente sous une autre forme, il renseigne sur les méthodes comptables utilisées. » **(THIBAUT, 1994)**

2-3-1 Les informations figurant dans l'annexe comptable :

Les informations qui figurent dans l'annexe comptable peuvent être classées en 2 catégories :

2-3-1-1 Les informations obligatoires de l'annexe comptable :

L'annexe comptable de base doit obligatoirement contenir les informations suivantes :

- explications sur les frais d'établissements, les dépenses immobilisées et le fonds de commerce,
- explications sur les reprises exceptionnelles d'amortissements,
- modalités d'amortissement des primes de remboursement d'emprunts,
- explications sur les produits et charges imputés sur un autre exercice comptable,
- explications sur les charges à payer et les produits à recevoir,
- informations sur les dettes et créances représentées par les effets de commerce,
- informations sur les intérêts des capitaux empruntés inclus dans le coût de production d'une immobilisation,
- modifications intervenues dans les règles et méthodes comptables utilisées par l'entreprise par rapport à l'exercice précédent,
- indications si une règle comptable ne suffit pas à donner une image fidèle des comptes.

2-3-1-2 Les informations d'importance significative :

Ensuite, l'annexe comptable de base doit mentionner des informations significatives, c'est-à-dire qu'il convient de les mentionner lorsqu'elles ont une importance significative sur le résultat de l'entreprise ou sur sa situation patrimoniale et financière. Ces informations comprennent :

- méthodes d'évaluation retenues pour les postes du bilan et du compte de résultat ;
- méthodes de calcul des amortissements, des provisions et des dépréciations ;
- méthodes utilisées pour les réévaluations ;
- divergences constatées entre la variation des capitaux propres et le résultat (tableau de variation des capitaux propres) ;
- éventuels éléments qui ne permettent pas de comparer certains postes d'un exercice à l'autre ;
- variations intervenues dans les immobilisations (tableau des immobilisations, amortissements et dépréciations) ;
- échéancier des créances et des dettes à moins d'1 an, entre 1 et 5 ans et à plus de 5 ans (tableau des échéances des créances et des dettes) ;
- informations sur les titres composant le capital social ;
- informations sur les parts bénéficiaires ;
- informations sur les obligations convertibles ;
- informations et impacts financiers des opérations non inscrites au bilan.

Dans cette deuxième section, nous avons présenté les différents documents comptables et financiers qui ont pour objet de fournir les informations sur la situation financière de l'entreprise qui sont nécessaires pour la mesure et l'appréciation de la performance financière d'entreprise.

Conclusion :

Ce chapitre nous a permis de bien cerner la notion de la performance et ses différents types. Ainsi que les documents comptables et financiers qui permettent la lecture de la situation du patrimoine de l'entreprise à un moment donné.

Cependant, pour une appréciation de performance financière pertinente nous devons aussi nous référer aux autres instruments que procure la gestion financière à savoir l'analyse par les équilibres financiers et l'analyse par les ratios d'activités et les outils de pilotage de la performance qui vont faire l'objet du second chapitre .

Chapitre II

Outils et méthodes
d'évaluation de la
performance financière

Introduction :

Pour connaître la qualité de leurs décisions, la rentabilité de leur activité et leur efficience, les dirigeants doivent mesurer et gérer la performance financière de leur entreprise à l'aide des différents outils et ratios financiers.

Dans ce second chapitre, nous parlerons des outils d'analyse de la performance financière, avant de présenter les agrégats de l'équilibre financier que nous allons utiliser.

Section 1 : Les outils de pilotage de la performance financière

Afin d'entrer dans une logique de pilotage de la performance, l'entreprise doit chercher des activités créant de la valeur dans le futur et penser à être réactive en cas d'évolution des marchés et des besoins.

Dans le cadre de notre étude les outils de mesure en termes d'objectifs atteints que nous allons utiliser sont le budget et les états financiers.

1.1 Le budget :

Le budget est un outil de pilotage de l'entreprise qui permet de faciliter l'estimation des risques prévisibles et de préparer les décisions opérationnelles.

Il se présente sous forme d'un état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'organisation pour une période donnée (année, semestre, trimestre etc.). Selon **(SELMER, 2003)** « *Le budget constitue avant tout un objectif, qui peut être atteint, manqué ou dépassé pour toutes sortes de raisons. Celles-ci peuvent provenir du manque de contrôle du département concerné. L'importance est d'identifier les écarts et de prendre les décisions correctrices nécessaires* ».

Le budget est donc un système d'appréciation de la performance dans la mesure où il intègre à la fois l'économie, l'efficience, et l'efficacité. Il permet de faire un rapprochement comparatif des résultats obtenus grâce à l'activité avec les objectifs fixés au départ. L'analyse périodique des écarts entre les réalisations et les prévisions de trésorerie permet de prendre certaines décisions opérationnelles et mettre en place des actions correctives.

1-2 Les états financiers :

Les états financiers sont composés : du bilan, du compte de résultat, et des différents annexes. Ces documents décrivent de façon régulière et sincère du résultat et la situation financière de l'entreprise pour donner une image fidèle.

1-2-1 Le bilan :

Le bilan est un document qui fait partie des états financiers de synthèse. Selon **(KHOURY, 1999)** le bilan décrit séparément les éléments actifs et les éléments passifs. En effet il permet d'apprécier le patrimoine économique de l'entreprise qu'il décrit, à une date donnée. Ce patrimoine est tout ce que l'entreprise possède (actif) et tout ce qu'elle doit (passif).

Il faut noter aussi que le classement des postes à l'actif du bilan respecte plus ou moins le critère de liquidité des biens. Les biens les plus liquides sont ceux dont la vitesse de transformation en monnaie est la plus rapide. Le classement des postes du passif lui respecte le critère d'exigibilité.

1-2-1-1 Le passage du bilan comptable au bilan financier :

1-2-1-1-1 Définitions du bilan financier :

Le bilan financier n'est qu'une représentation des actifs et passifs du bilan comptable en rubrique selon l'approche fonctionnelle et patrimoniale. Il est appelé aussi bilan de liquidité dont les actifs sont par ordre de liquidité croissante du moins liquide (les immobilisations) au plus liquide (les disponibilités). Le Passif est classé par ordre d'exigibilité croissante : capitaux propres, dettes à long terme (DLMT), dette à court terme (DCT).¹

1-2-1-1-2 Principes du classement des postes du bilan financier :

Le bilan financier est classé en masses homogènes selon le degré de liquidité de l'actif et le degré d'exigibilité du passif.

❖ La liquidité de l'actif :

Les valeurs inscrites à l'actif sont classées par ordre de liquidité croissante à partir du haut du bilan. La liquidité exprime l'aptitude de l'entreprise à transformer plus au moins rapidement ses actifs en trésorerie (disponibilité à vue), elle se mesure par la valeur économique pour se transformer en liquidité (banque, caisse, CCP...).

¹ <https://comptabilite.savoir.fr/bilan-financier/>

❖ L'exigibilité du passif :

Les éléments du passif sont classés suivant l'ordre d'exigibilité croissante à partir du haut du bilan. Le degré d'exigibilité se réfère à terme ou à l'échéance associé aux différentes sources de financement (les fonds propres, dettes à long terme et dettes à court terme).

Les fonds propres sont d'une exigibilité nulle puisqu'ils appartiennent à l'entreprise, alors que les dettes à court terme sont au sommet de l'exigibilité.

1-2-1-1-3 Les grandes masses du bilan financier :

Dans le bilan financier les emplois et les ressources sont évalués à leurs valeurs réelles² et selon le degré de liquidité et d'exigibilité.

Le bilan financier est dressé à partir du bilan comptable qui après retraitement représente deux rubriques :

- Rubrique regroupant les postes dont l'échéance est à plus d'un an : emplois à plus d'un an (actifs immobilisés) et capitaux permanents (fonds propres et dettes à long et moyen terme).
- Rubrique regroupant les postes dont l'échéance est à moins d'un an : emplois à moins d'un an (actif circulant) et ressources à moins d'un an (dettes à court terme).

A)- Actif à plus d'un an (actifs immobilisés, emplois stables) :

Ils représentent les postes du bilan comptable dont la liquidité est à plus d'un an.

Ils correspondent à l'actif immobilisé (investissement, stocks, outils et les créances à plus d'un an d'échéance restant à couvrir.

B)- Capitaux permanents (ressources permanentes, ressources stables) :

Ils regroupent les postes du bilan comptable dont l'exigibilité est à plus d'un an. Ils correspondent aux capitaux propres, ainsi qu'aux dettes à plus d'un an d'échéance restant à payer.

C)- Emplois à moins d'un an :

Sont composés des postes du bilan comptable dont la liquidité est à moins d'un an.

Ils correspondent à l'actif circulant composé des stocks et des créances à moins d'un an d'échéance restant à couvrir, plus les disponibilités du bilan comptable.

² Valeur réelle : elle correspond à la valeur de marché c'est-à-dire le prix auquel nous pouvons actuellement vendre un actif sur le marché.

D)- Les dettes à moins d'un an :

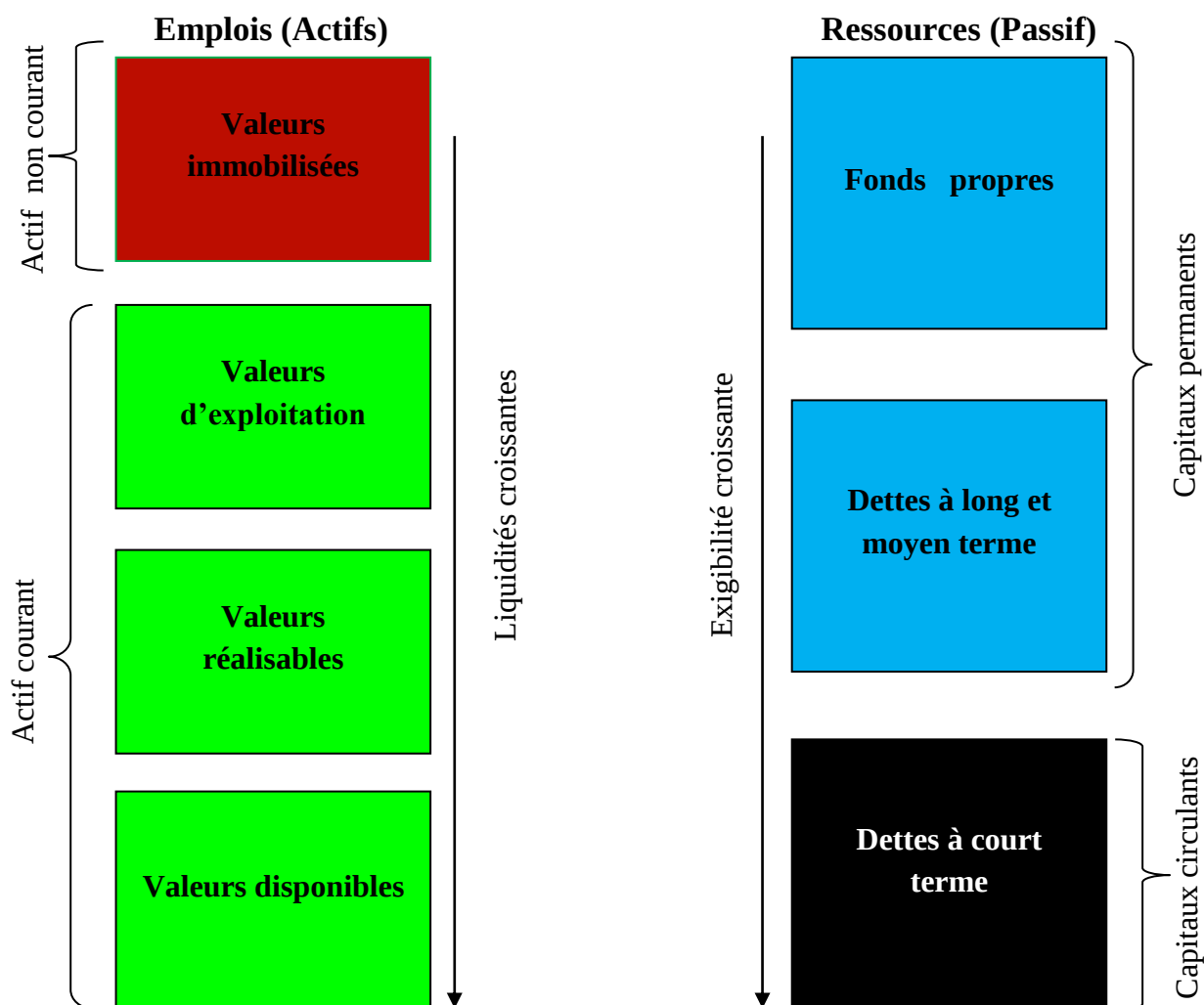
Elles réunissent les postes du bilan comptable dont l'exigibilité est à moins d'un an.

Elles correspondent aux dettes à moins d'un an d'échéance restant à payer.

1-2-1-1-4 Schématisation du bilan financier en grande masse :

Le bilan obtenu après le reclassement des postes de l'actif et du passif selon leur degré réel de liquidité et d'exigibilité, va nous permettre de présenter le bilan en grande masse comme suit :

Figure N° 03: Bilan financier en grande masse



1-2-1-2 Le reclassement des postes du Bilan :

Le reclassement se fait dans l'ordre de liquidité croissante pour l'actif et décroissant pour le passif.

1-2-1-2-1 Le reclassement des postes de l'actif :

L'actif non courant : (ANC)

Ce poste regroupe tous les investissements appartenant à l'entreprise, leur valeur retenue est la valeur nette comptable (VNC)³, à défaut c'est leur valeur vénale⁴, c'est-à-dire leurs prix globaux de cession qui est pris en considération.

a)- Les investissements :

Ce sont les immobilisations. Ils consistent à acquérir ou à fabriquer des éléments nécessaires et durables pour l'activité de l'entreprise.

b)- les autres valeurs immobilisées : qui regroupent :

- Les titres de participation :

Ce sont les titres que l'entreprise possède pour une longue durée, généralement à plus d'une année ;

- les titres de placement :

Ce sont les titres acquis par l'entreprise en vue de réaliser un revenu. Lorsque ces titres ne se vendent pas facilement en bourse, ils restent dans l'entreprise pour une durée qui dépasse une année ;

- les prêts à plus d'un an :

Comme les cautionnements et les sommes versées à des tiers à titre de garantie jusqu'à une échéance déterminée ;

- le stock outil :

C'est le stock minimum qui assure l'activité du cycle d'exploitation de l'entreprise, il représente un emploi durable dans l'entreprise ;

- le montant des créances clients :

Ce sont les montants des clients douteux qui sont recouvrables après une année, il faut les intégrer dans les autres valeurs immobilisées.

³ Valeur nette comptable : elle correspond à la différence entre la valeur d'origine (VO) de l'actif et le total des amortissements pratiqués. ($VNC = VO - \sum d' \text{amortissement}$)

⁴ Valeur vénale : elle représente la valeur d'un bien sur le marché, c'est-à-dire la valeur probable de revente d'un actif dans les conditions actuelles du marché à la date de clôture de l'exercice comptable.

$$\text{Actif non courant} = \text{Investissement} + \text{autres valeurs immobilisées.}$$

L'actif courant : (AC)

Il est composé des éléments suivants :

a)- Les valeurs d'exploitation (VE) :

Il s'agit du stock que l'entreprise possède au cours de son cycle d'exploitation, à savoir les stocks de marchandises ou encore les stocks de matières premières.

b)- Les valeurs réalisables (VR) :

Les valeurs réalisables ont une échéance de réalisation ne dépassant pas une année. Ainsi, au terme de cette échéance elles deviendront des valeurs disponibles telles que les créances sur clients, effets à escompter non échus et autres créances douteuses.

c)- Les valeurs disponibles (VD) :

Les valeurs disponibles sont constituées des éléments les plus liquides de l'actif (fonds en caisse, dépôts bancaires etc.)

$$\text{Actif courant} = \text{VE} + \text{VR} + \text{VD}$$

1-2-1-2-2 Le reclassement des postes du passif :

Les ressources sont classées par ordre d'exigibilité croissante c'est-à-dire en fonction de leur date d'échéance de paiement.

Les capitaux permanents :

Ils sont composés des éléments suivants :

A)- les capitaux propres :

- Capital social ;
- Report à nouveau ;
- Provisions règlementées et les subventions d'immobilisations ;

- Plus ou moins-values latentes et l'actif fictif ;
- Provisions pour risques et charges non justifiées ;
- Comptes courants bloqués.

B)- Les dettes à long terme (DLMT) :

- Emprunts et dettes financières ;
- Impôts différés et provisionnés ;
- Autres dettes non courantes ;
- Provisions et produits constatés d'avance.

Les dettes à court terme (DCT) :

- Fournisseurs et comptes rattachés ;
- Impôts ;
- Autres dettes ;
- Trésorerie passif.

1-2-2 Le compte résultat (TCR) :

Il permet de faire un diagnostic de la rentabilité de l'entreprise en présentant l'ensemble des charges et des produits. Il aide à comprendre la formation de résultat et de mesurer la variation du patrimoine de l'entreprise.

D'après **(DEFFAINS, 2009)** « *le compte de résultat est un document de synthèse qui permet de faire une analyse par nature des charges et des produits de l'entreprise pendant une période donnée.* »

Il fait ressortir 8 soldes significatifs de gestion avant le solde final qui est le résultat net. En effet ces soldes significatifs appelés soldes intermédiaires de gestion (SIG) sont des indicateurs permettant d'apprécier la performance de l'entreprise qui sont :

- **La marge commerciale :**

La marge commerciale est la différence entre le montant des ventes de marchandises et leurs coûts d'achats. Elle mesure la performance commerciale de l'entreprise.

$$\text{Marge commerciale} = \text{Ventes de marchandises} - \text{Cout d'achat de marchandises vendues}$$

- **La Production de l'exercice :**

Elle mesure l'effort de production des entreprises ayant une activité industrielle de transformation ou de prestation de service.

$$\text{Production de l'exercice} = \text{Production vendue} + \text{production stockée} - \text{production immobilisée}$$

- **La valeur ajoutée (VA) :**

Elle correspond à l'accroissement de valeur que l'entreprise apporte aux biens et services en provenance des tiers dans l'exercice de ses activités professionnelles courantes. (MASSIERA,2001).

La valeur ajoutée est donc un indicateur de performance qui mesure la richesse créée par l'entreprise.

$$\text{VA} = \text{marge commerciale} + \text{production de l'exercice} - \text{consommation en provenance des tiers}$$

Tableau N° 03 : éléments de calcul de la valeur ajoutée (VA)

Production	Consommations intermédiaires
Chiffre d'affaires + (ou -) Variation de stock + Production immobilisée + Subventions d'exploitation + Autres Produits	Achats de biens et services -Variation de stock + Transport + Services extérieurs + Impôts et taxes + Autres charges

Source : (MASSIERA, 2001)

- **L'excédent brut d'exploitation (EBE) :**

C'est un solde de gestion qui permet d'exprimer la rentabilité d'exploitation de l'entreprise. Il mesure ainsi sa performance économique. C'est la part de valeur ajoutée qui revient à l'entreprise et aux apporteurs de capitaux.

$$\text{EBE} = \text{Valeur ajoutée} + \text{subvention d'exploitation} - \text{charges de personnel} - \text{impôts et taxes}$$

- **Le Résultat d'exploitation (REX) :**

Ce résultat traduit la performance économique de l'entreprise indépendamment de sa politique de financement et du régime d'imposition des bénéfices. Il est égal à l'EBE déduit des dotations aux amortissements et les autres charges, et augmenté des reprises sur amortissements et autres produits.

$$\text{REX} = \text{EBE} + \text{autres produits} + \text{reprise sur amortissements, dépréciations et provisions} - \text{dotations aux amortissements} - \text{autres charges}$$

- **Le résultat courant avant impôt (RCAI) :**

Le résultat courant avant impôt (RCAI) se calcule à partir du résultat d'exploitation. Il est constitué par la somme des produits financiers auxquels on soustrait la somme des charges financières. Le RCAI est un indicateur très important permettant de mesurer la rentabilité d'une entreprise.

$$\text{RCAI} = \text{résultat d'exploitation} + \text{produits financiers} - \text{charges financières}$$

- **Le Résultat exceptionnel :**

C'est un profit hors exploitation courante (plus values ou moins values créées à partir des cessions d'actifs). Il représente la différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles.

$$\text{Résultat exceptionnel} = \text{produits exceptionnels} - \text{charges exceptionnelles}$$

- **Le Résultat net (RN) :**

Il traduit l'enrichissement de l'entreprise au cours de l'exercice considéré. Pour (VIZZAVONA, 1996) « le calcul du résultat net met en évidence la répartition qui est faite du profit entre les principaux intéressés, à savoir : l'Etat, le personnel et les actionnaires. »

Ce résultat permet donc aux actionnaires et aux analystes financiers d'apprécier la performance et la rentabilité de l'entreprise.

$$\text{Résultat net} = \text{RCAI} \pm \text{résultat exceptionnel} - \text{impôts} - \text{IBS} - \text{participation des salariés}$$

Cette première section nous a permis d'appréhender les outils de mesure de la performance financière de l'entreprise. Il s'agit d'une appréciation de la performance financière à partir des indicateurs et des soldes intermédiaires de gestion.

Section 2 : Analyse par la méthode des ratios

Dans cette section nous allons identifier les différents types de ratios qui permettent de mesurer la capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes et la façon dont elle gère ses liquidités. Par la suite nous allons définir la CAF et l'autofinancement ainsi que leurs rôles et modes de calcul.

2-1 Définition d'un ratio :

« Un ratio est un chiffre ou un pourcentage utilisé en analyse financière. Il résulte d'une division opérée entre deux éléments issus du compte de résultat, du bilan ou de l'information boursière. Cet indicateur peut être exploité afin d'apprécier la situation d'une entreprise, son évolution, ou encore pour réaliser des comparaisons entre plusieurs sociétés d'un même secteur. »⁵

2-2 Les différents types de ratios :

2-2-1 Les ratios de structure financière :

Ces ratios sont calculés à partir du bilan. Ils ont pour objet de définir les caractéristiques de l'établissement dans la composition de l'actif et du passif et de tester leur solidité et leur indépendance.

Nous allons présenter ces différents ratios dans le tableau ci-dessus :

Tableau N° 04 : Ratios de structure financière

Ratio	Formule	Interprétation
Autonomie financière	$\frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}} > 1$	Ce ratio indique dans quelle mesure l'entreprise travaille avec ces fonds propres et exprime le degré de son indépendance financière à l'égard de ces créances et son éloignement des contraintes d'endettement. Ce ratio est convenable lorsqu'il est supérieur à 1.
Solvabilité	$\frac{\text{Total actifs}}{\text{Total des dettes}} > 1$	Le ratio de solvabilité exprime la capacité de l'entreprise de faire face à ses dettes par le total de ses actifs. Ce ratio doit être supérieur à 1

⁵ <http://www.journaldunet.com/business/pratique/dictionnaire-economique-et-financier/15124/ratio-definition.html>

Endettement	$\frac{\text{Total des dettes}}{\text{Total de l'actif}} \times 100$	Ce ratio doit être le plus faible possible pour dire que l'entreprise est peu endettée. Plus ce ratio est faible, plus il indique que l'entreprise possède une capacité pour souscrire de nouveaux prêts et donc investir.
--------------------	--	--

Source : établi par nous-mêmes sur la base des cours de gestion financière.

2-2-2 Les ratios de liquidité :

Ils sont utilisés afin d'étudier l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses obligations à court terme.

Tableau N° 05 : Ratios de liquidité

Ratio	Formule	Interprétation
Liquidité générale	$\frac{VE + VR + VD}{DCT} \geq 1$	Ce ratio représente la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes à court terme à partir de l'actif circulant, il doit être supérieur à 1.
Liquidité relative	$\frac{VR + VD}{DCT} > 1$	Ce ratio est en quelque sorte une version plus exigeante du ratio de liquidité générale, puisqu'il montre si l'entreprise est en mesure de régler ses dettes et de faire face à ses obligations immédiates sans vendre de stocks.
Liquidité immédiate	$\frac{VD}{DCT} > 1$	Ce ratio représente la capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes à court terme, immédiatement, et à les régler à partir des valeurs disponibles seulement.

Source : établi par nous-mêmes sur la base des cours de gestion financière.

2-2-3 Les ratios de rentabilité :

La rentabilité est un indicateur de base de croissance dans toute entreprise, En effet la rentabilité se mesure à l'aide des ratios suivants :

Tableau N° 06 : les ratios de rentabilité

Ratio	Formule	Interprétation
Rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$	Ce ratio permet de comparer le bénéfice net (après impôt) au montant des capitaux propres. Il doit être suffisamment élevé.
Rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Total actif}} \times 100$	Il mesure la capacité de l'entreprise à rentabiliser les fonds apportés par les associés et les prêteurs.
Rentabilité commerciale	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 100$	Il mesure la capacité de l'entreprise à générer un bénéfice net à partir du chiffre d'affaire. Ce ratio exprime la rentabilité de l'entreprise en fonction de son volume d'activité.

Source : établi par nous-mêmes sur la base des cours de gestion financière.

2-3 La capacité d'autofinancement (CAF) :

2-3-1 Définitions :

« La CAF présente un double intérêt pour le chef d'entreprise et pour les analystes extérieurs à l'entreprise (banques, associés...). Elle constitue la capacité de l'entreprise à contribuer à son propre développement en dégagant des ressources de financement pour l'avenir. En effet, l'entreprise ne peut pas faire appel seulement à des capitaux extérieurs pour se financer (tels des emprunts bancaires ou les augmentations de capital).

Par ailleurs, la capacité d'autofinancement sert à déterminer la capacité de remboursement des dettes à long terme. » (CLAUDE-ANNIE, 2004)

2-3-2 Les composants de la capacité de l'autofinancement :

- **Les provisions:** représentent la part des provisions non justifiées après déduction de l'impôt.
- **Les bénéfices nets :** représentent les bénéfices laissés par les associés à la disposition de l'entreprise et qui sont non distribués.
- **Les amortissements :** représentent la constatation de la dépréciation des investissements permettant de reconstituer les fonds investis.

2-3-3 Le mode de calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) :

La CAF peut se calculer selon deux méthodes :

2-3-3-1 la méthode soustractive :

CAF = EBE + reprise d'exploitation + produits financiers + autres produit – charges financières - autres charges.

2-3-3-2 La méthode additive :

CAF = Résultat de l'exercice + dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur.

2-3-4 Le rôle de la capacité d'autofinancement :

La capacité d'autofinancement est une donnée fondamentale pour la vie et le développement d'une entreprise, elle permet de :

- Rembourser les emprunts ;
- Le Financement des investissements et la variation du BFR;
- L'augmentation des capitaux propres;
- Distribuer des dividendes aux actionnaires.

La CAF permet à l'entreprise de se développer selon ses moyens et de disposer des capitaux supplémentaires par appel à l'emprunt. **(FRANCK, 2012)**

2-4 L'autofinancement (AF) :

2-4-1 Définition :

« L'autofinancement est la capacité de l'entreprise à financer son activité ainsi que ses investissements à l'aide de ses propres moyens financiers. C'est un mode de financement interne à l'entreprise, qui se compose essentiellement des amortissements comptables. »⁶

2-4-2 Le mode de calcul de l'autofinancement :

On peut calculer l'autofinancement selon deux méthodes :

1^{ère} méthode :

Calculer l'autofinancement en incluant les amortissements de l'exercice, les provisions à caractères de réserves (non exigibles) et le bénéfice net de l'exercice après impôt et après répartition des dividendes.

$$\text{Autofinancement} = \text{Amortissements de l'exercice} + \text{provisions à caractère de réserves} + \text{bénéfice net (Après distribution des dividendes)}.$$

2^{ème} méthode :

Calculer l'autofinancement en diminuant de la capacité d'autofinancement le montant des dividendes.

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes}$$

2-4-3 Le rôle de l'autofinancement :

- Il permet d'assurer la croissance sans recourir à des tiers et sans entraîner des charges financières apparentes : c'est donc un élément important de la stratégie financière.

⁶ <https://www.petite-entreprise.net/P-3178-88-G1-definition-de-l-autofinancement.html>

- Il évite à l'entreprise de s'endetter de manière trop lourde et à ce titre, c'est un élément important de la capacité d'endettement.
- L'autofinancement n'est pas une somme entièrement disponible pour financer la croissance, puisqu'une partie (l'amortissement) doit théoriquement être consacrée à la préservation ou au remplacement du capital physique existant.

Nous concluons dans cette deuxième section que l'analyse par les ratios permet d'évaluer la santé financière de l'entreprise, et d'apporter un jugement sur son autonomie financière, sa capacité d'endettement, sa capacité de remboursement ainsi que sa liquidité.

Section 3 : Les agrégats de l'équilibre financier

L'étude des équilibres financiers est une phase importante dans l'évaluation de la performance de l'entreprise. En effet, elle permet d'avoir un aperçu sur la structuration du patrimoine et les ressources de l'entreprise. C'est pour cela, nous allons nous intéresser aux grands agrégats de l'équilibre financier qui sont le fond de roulement (FR), le besoin en fond de roulement (BFR) et la trésorerie nette (TN) ainsi que leurs différentes situations et modes de calcul.

3-1 L'équilibre financier à long terme : fonds de roulement (FR)

3-1-1 Définition fonds de roulement (FR) :

« Il se détermine par la différence entre les capitaux permanents (capitaux propres et DLMT) et les actifs non courants, autrement dit par différence entre les ressources stables et les emplois stables. Il doit être positif. » **(BRUNO et SION, 2009)**

Le fonds de roulement est donc un excédent des capitaux à long terme sur l'actif immobilisé, il constitue une marge de sécurité qui vient conforter la stabilité de l'équilibre financier de l'entreprise.

3-1-2 L'intérêt du fonds de roulement :

Le fonds de roulement permet de voir si l'entreprise respecte la règle de l'équilibre financier, ainsi que de mesurer la marge de sécurité dont dispose l'entreprise pour faire face à des événements imprévus (ralentissement des ventes, retard de recouvrement des créances) et

d'avoir une signification, non pas à l'égard de la solvabilité au moment de sa mesure, mais surtout à l'égard de la solvabilité future. La rapidité des modifications des structures de l'actif circulant vient cependant tempérer la garantie d'équilibre qu'offre son existence.

Le fonds de roulement confie à l'entreprise une marge de sécurité indispensable à la couverture des événements imprévus.

3-1-3 Les différents types de fonds de roulement et leurs modes de calcul :

3-1-3-1 Le fonds de roulement net (FRN) :

« le fonds de roulement net peut se définir comme la fraction des capitaux permanents laissés disponibles pour financer le cycle d'exploitation ⁷ . »

(ALFONSI et GRANDJEAN, 1984)

Le fonds de roulement net peut être calculé à partir du bilan financier par deux méthodes :

1^{ère} méthode : Par le haut du bilan

Le fonds de roulement net est l'excédent des capitaux permanents sur l'actif immobilisé et pouvant financer l'actif circulant.

Il se calcul comme suit :

$$\text{FRN} = \text{Capitaux permanents} - \text{valeurs immobilisées}$$

2^{ème} méthode : Par le bas du bilan

Le fonds de roulement net représente la marge de sécurité constituée par l'excédent des capitaux circulant sur les dettes à court terme.

Il se calcul comme suit :

$$\text{FRN} = \text{Actif courant} - \text{dettes à court terme}$$

⁷ Cycle d'exploitation : consiste pour une entreprise industrielle en l'achat de matières premières qui sont transformées, puis vendues en tant que produits finis.

3-1-3-2 Le fonds de roulement propre (FRP) :

« Le fonds de roulement propre est l'excédent des ressources dégagées par le fonds propre après financement des immobilisations nettes. Une entreprise ne peut disposer de ce fonds que si ses capitaux propres sont supérieurs aux immobilisations nettes.»

Le FRP se calcule ainsi :

$$\text{FRP} = \text{capitaux propres} - \text{Actifs fixes}$$

Ou bien :

$$\text{FRP} = \text{fonds de roulement net} - \text{DLMT}$$

3-1-3-3 Le fonds de roulement étranger (FRE) :

C'est l'ensemble des dettes contractées par l'entreprise envers les tiers. Il représente la partie du fonds de roulement total financé par les capitaux extérieurs, autrement dit c'est le financement de l'actif circulant par les capitaux extérieurs.

Il se calcul selon ces deux méthodes :

$$\text{FRE} = \text{DLMT} + \text{DCT}$$

Ou :

$$\text{FRE} = \text{fonds de roulement global} - \text{fonds de roulement propre}$$

3-1-3-4 Le fonds de roulement global (FRG) :

Il représente l'ensemble des valeurs mises à la disposition de l'exploitation de l'entreprise.

Le fonds de roulement global se calcule de la manière suivante :

$$\text{FRG} = \text{valeurs d'exploitations} + \text{valeurs réalisables} + \text{valeurs disponibles.}$$

Ou :

$$\text{FRG} = \text{=fonds de roulement net} + \text{DCT}$$

3-1-4 Les situations du fonds de roulement (FR) :

❖ Fonds de roulement Positif : $\text{FR} > 0$

Ce qui signifie que les capitaux permanents sont supérieurs aux emplois immobilisés. Dans ce cas, l'entreprise a un équilibre financier à long terme et dégage une marge de sécurité qui représente une part des capitaux permanents après le financement des valeurs immobilisées et qui peut s'affecter au financement des emplois circulants.

❖ Fonds de roulement nul : $\text{FR} = 0$

C'est-à-dire que tous les capitaux permanents sont utilisés pour le financement des valeurs immobilisées. Dans ce cas, l'entreprise ne dégage aucun excès de ressources sur les emplois permanents, ce qui va mettre l'entreprise dans une position de risque d'arrêt d'activités.

❖ Fonds de roulement négatif : $\text{FR} < 0$

Ce qui signifie que les capitaux permanents ne suffisent pas à financer les valeurs immobilisées.

Dans ce cas, l'entreprise réalise un déséquilibre financier à long terme, et se trouve dans l'obligation d'augmenter son fonds de roulement pour assurer une liquidité financière à court terme.

3-1-5 Les facteurs de variation du fonds de roulement :

Les facteurs diminuant le fonds de roulement :

- Augmentation de l'actif immobilisé ; investissements corporels, incorporels et financiers.
- Diminution des capitaux propres, qui se fait par :
 - La distribution des réserves et des dividendes ;
 - Le prélèvement de l'exploitant individuel ;
 - La perte d'exploitation et aussi par le remboursement des capitaux empruntés, le remboursement des emprunts à moyens et à long terme et préservation de sa solvabilité à long terme ;
 - Le remboursement de comptes courants d'associés
 - Le remboursement de bons de caisse.

Les facteurs augmentant le fonds de roulement :

- L'augmentation des capitaux propres, que se fait par l'augmentation du capital, des réserves, ...etc.
- L'augmentation des emprunts et prêts à long terme ;
- L'augmentation des apports des associés et l'émission des bons de caisse à plus d'un an ;
- La diminution de l'actif non courant (immobilisé) comme les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles et financières.

3-2 L'équilibre financier à court terme : Besoin en fonds de roulement (BFR)

L'équilibre financier à court terme traduit la capacité de l'entreprise à rembourser ses dettes à court terme par ses valeurs d'exploitation et valeurs réalisables.

3-2-1 Définition du besoin en fonds de roulement (BFR) :

Selon (FRANCK, 2012) « *Le BFR correspond à l'argent «gelé» par l'entreprise pour financer son cycle d'exploitation. Il est égal à la différence entre l'actif circulant et le passif*

circulant, sans prendre en considération la trésorerie (qui n'est que la résultante du mouvement de ces flux). »

« Le besoin en fonds de roulement (BFR) correspond à l'immobilisation d'unités monétaires nécessaires pour assurer le fonctionnement courant de l'entreprise. Cette dernière doit financer certains emplois ; à l'inverse elle profite de certaines ressources.

Le cœur du BFR est le besoin de financement d'exploitation. Il existe cependant des besoins de financement annexes dont la logique ne relève pas du cycle d'exploitation au sens strict. Ces besoins annexes constituent le besoin de financement hors exploitation (BFHE). À un instant donné, le besoin en fonds de roulement apparaît comme l'addition du besoin de financement d'exploitation (BFE) et du besoin hors exploitation. » **(HUBERT, 2010)**

3-2-2 Le mode de calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)⁸ :

Le montant du besoin en fonds de roulement peut se calculer par la différence entre les emplois cycliques⁹ et les ressources cycliques¹⁰.

$$\text{BFR} = \text{emplois cycliques} - \text{ressources cycliques}$$

Sachant que :

- Emplois cycliques = l'ensemble des valeurs d'exploitation (VE) et des valeurs réalisables (VR).
- Ressources cycliques = l'ensemble des dettes à court terme (DCT) diminuées des concours bancaires, s'ils existent.

Cas N° 01 : existence des concours bancaires

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT} - (\text{Concours bancaires})$$

⁸ <http://www.maxicours.com/soutien-scolaire/comptabilite-et-finance-des-entreprises/terminale-stg/214572.html>

⁹ Emplois cycliques : c'est l'ensemble des valeurs d'exploitation et des valeurs réalisables.

¹⁰ Ressources cycliques : c'est l'ensemble des dettes à court terme diminuées éventuellement des concours bancaires s'ils existent.

Cas N° 02 : non existence des concours bancaires

$$\text{BFR} = (\text{VE} + \text{VR}) - \text{DCT}$$

3-2-3 Les situations du besoin en fonds de roulement (BFR) :

Trois situations peuvent se présenter :

❖ Besoin en fonds de roulement positif : $\text{BFR} > 0$

Dans ce cas il y'a un manque de ressources cycliques vis-à-vis des besoins cycliques. Si cette situation persiste et que l'entreprise ne dégage pas de ressources permanentes, on parle alors d'un déséquilibre à court terme.

❖ Besoin en fonds de roulement nul : $\text{BFR} = 0$

Cette situation exprime un équilibre à court terme pour l'entreprise car les besoins cycliques sont égaux avec les ressources cycliques.

❖ Besoin en fonds de roulement négatif : $\text{BFR} < 0$

Dans ce cas il y'a équilibre à court terme car tous les besoins cycliques ne représentent qu'une partie des ressources cycliques, c'est-à-dire que les ressources sont supérieures aux besoins.

3-3 L'équilibre financier à très court terme (immédiat) : Trésorerie (T)

L'équilibre financier à très court terme désigné par la trésorerie (T) qui reflète la situation de l'entreprise à très court terme. Ceci donne une idée sur la capacité de l'entreprise à saisir toute opportunité qui peut se présenter sur le marché.

3-3-1 Définition de la trésorerie :

« La trésorerie est défini comme étant le disponible appartenant à la société qu'on peut trouver soit dans ses comptes en banque soit dans la caisse de la société. »
(CORHAY et MBANGALA, 2007)

La trésorerie de l'entreprise est donc l'ensemble des actifs rapidement transformable en liquidité pour le règlement des dettes à court terme.

3-3-2 Le mode de calcul de la trésorerie :

La trésorerie nette (TN) peut être déterminée de deux manières différentes, à savoir :

1^{ère} méthode :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Valeurs disponibles} - \text{concours bancaires}$$

2^{ème} méthode :

$$\text{Trésorerie nette} = \text{Fonds de roulement net} - \text{besoin en fonds de roulement}$$

3-3-3 Les situations de la trésorerie nette (TN):

Selon (COHEN, 2004) « La trésorerie varie en fonction de fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement. »

Trois situations peuvent être envisagées :

❖ Trésorerie nette positive : $TN > 0$

Dans le cas où la trésorerie nette est positive, les ressources financières de l'entreprise sont suffisantes pour couvrir les besoins c'est-à-dire que « $FRN > BFR$ », ce qui signifie que la situation financière de l'entreprise est saine et qu'elle est en mesure de financer un ses dépenses sans recourir à des emprunts.

❖ Trésorerie nette nulle : $TN = 0$

Dans ce cas, les ressources financières de l'entreprise suffisent juste à satisfaire ses besoins de financement c'est-à-dire que « $FRN = BFR$ », la situation financière de l'entreprise est donc équilibrée mais celle-ci ne dispose d'aucune réserve pour financer un surplus de dépenses que ce soit en termes d'investissement ou d'exploitation.

❖ Trésorerie nette négative : $TN < 0$

Dans ce cas, l'entreprise ne dispose pas suffisamment de ressources financières pour combler ses besoins, elle doit donc recourir à des financements supplémentaires à court terme. (Découverts bancaires...) pour faire face à ses besoins de financements d'exploitations. Il y'a donc un risque financier à court terme si l'entreprise ne parvient pas à accroître rapidement ses ressources financières à long terme, ou à limiter ses besoins d'exploitations à court terme.

Dans cette section nous concluons que l'équilibre financier d'une entreprise est la cohérence qui existe entre ses emplois et ses ressources. Cette cohérence détermine en effet sa solvabilité et sa liquidité, par l'étude de la relation entre le fonds de roulement (FR), le besoin en fonds de roulement (BFR), et la trésorerie (T).

Conclusion :

Ce chapitre nous a permis d'appréhender les indicateurs de l'analyse de la performance financière. Il s'agit d'une appréciation de la performance financière à partir des outils de son pilotage qui sont le budget et les états financiers. Ainsi que les ratios de structure financière qui permettent de mesurer la capacité de l'entreprise à faire face à ses dettes et la façon dont elle gère ses liquidités. Aussi les indicateurs de l'équilibre financier à savoir l'équilibre financier à long terme assuré par les fonds de roulements (FR) que détient l'entreprise, l'équilibre financier à court terme traduit par le besoin en fonds de roulement (BFR), et l'équilibre financier à très court terme définit par trésorerie nette (TN). Ces derniers contribuent à l'amélioration de la structure de l'entreprise et de porter un jugement définitif sur sa santé financière et son efficacité dans son environnement.

Chapitre III

Présentation de l'entreprise
Nationale des industries de
l'électroménager ENIEM

Introduction :

Il est nécessaire de commencer par la présentation de l'entreprise qui fera l'objet de notre étude tout au long de cette partie.

Nous devons d'abord passer par la présentation des informations identifiant l'ENIEM composées de son historique, de sa situation géographique, ainsi que son mode d'organisation. Cette présentation fera l'objet de la première section du premier chapitre.

La deuxième section de ce chapitre portera sur les indicateurs économiques de l'ENIEM.

Cette dernière est l'une des entreprises qui ont été créées dans l'objectif de contribuer au développement économique et social de l'économie nationale.

Section 1 : Présentation de l'ENIEM

Cette section présentera l'ENIEM en mettant en avant son historique, ses missions, ses objectifs etc.

1-1 L'historique de l'ENIEM

1-1-1- Création de l'ENEIM

Le complexe d'appareils ménagers résulte d'un contrat « produit en main » établi dans le cadre du premier plan quadriennal, et signé le 21 Août 1971 avec un groupe d'entreprises allemandes représentées par le chef de file D.I.A.G (groupe allemand de construction de génie civil) pour une valeur de 400 millions de dinars. Les travaux de génie civil ont été entamés en 1972, la réception des bâtiments avec tous les équipements nécessaires a eu lieu en juin 1977, et ce dans la zone industrielle d'Oued Aissi à une dizaine de kilomètres à l'Est du chef lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou.

La superficie totale est de 55 hectares dont 12 ,5 hectares couverts, il est entré en production le 16-06-1977.

1-1-2- La forme juridique et le capital social

Le 08 /10/1989, l'ENIEM a été transformée juridiquement en société par actions, avec un capital de 40.000.000.00 DA. Celui-ci a été augmenté à 70.000.000.00 DA dans le cadre des mesures d'assainissement arrêtées par la direction centrale du trésor public.

Le capital social actuel est de 10 279 800 000 ,00 DA, détenu en totalité (100 %) par la société gestion et de participation.

1-2- Missions de l'ENIEM

La mission essentielle de l'entreprise est la production, le développement et la recherche dans le domaine de l'électroménager. L'ENIEM a une gamme extrêmement large, elle produit tout type de réfrigérateurs, cuisinières, climatiseurs. Elle assure aussi la sous-traitance (usinage, outillage). Ses activités sont :

- La transformation de tôles ;
- le traitement des revêtements de surface (peinture, plastification) ;
- l'injection plastique et polystyrène ;
- le rétablissement du déséquilibre financier ;
- la réduction du découvert bancaire ;
- la réorganisation des créances ;
- la réorganisation du circuit de distribution ;
- l'augmentation des parts de marche.

1-3- Les objectifs de l'ENIEM

L'ENIEM s'est assignée plusieurs objectifs afin d'assurer un impact plus performant au niveau de ses fonctions. Pour atteindre ces objectifs et vérifier le degré de leur réalisation, elle a mis en œuvre un certain nombre d'outils de contrôle.

1-3-1- Objectifs à atteindre

L'ENIEM a fixé des objectifs importants pour l'année 2017 à savoir :

- L'accroissement de la satisfaction des clients ;
- la diversification des produits ;
- l'amélioration des compétences du personnel ;
- la réduction des rebuts et l'amélioration de la gestion des déchets ;
- l'amélioration du chiffre d'affaires ;
- développement des compétences et de la communication ;
- l'amélioration en continue de l'efficacité du système de management qualité ;
- la prévention des risques de pollution et la mesurer des rejets atmosphériques ;
- la valorisation des ressources humaines ;
- l'augmentation du volume de production en corrélation avec les variations de la demande (marché local, externe) ;
- la réduction des charges de structure ;

- la formation du personnel sur l'environnement ;
- le placement de son produit à l'échelle internationale.

1-3-2- Les outils de contrôle de l'ENIEM d'atteinte de ses objectifs

Pour assurer un contrôle continu de sa gestion courante ainsi qu'une vérification d'atteinte de ses objectifs fixés, l'ENIEM dispose de différents types d'outils de contrôle efficaces et indispensables.

1-3-2-1 Les tableaux de bord de gestion

Ils sont orientés sur le fonctionnement de l'entreprise et leur horizon est sur le court terme.

Ils sont établis pour permettre aux responsables d'agir rapidement en cas de problème par des actions correctives. L'ENIEM dispose des tableaux de bord annuels, trimestriels, mensuels et hebdomadaires.

1-3-2-2 Les rapports de gestion

Ce sont des documents légaux élaborés annuellement. Ils comportent des bilans des activités et des présentations des résultats comptables des exercices.

Le rapport de gestion se présente sous forme d'une synthèse générale qui montre les réalisations par rapport aux objectifs fixés par l'entreprise.

1-3-2-3 Les budgets prévisionnels et les rapports d'activité

Les budgets prévisionnels sont des documents dans lesquels sont dressées les prévisions des activités de l'entreprise en termes d'objectifs à atteindre. Ces budgets prévisionnels sont suivis des rapports d'activités, qui sont préparés mensuellement et qui visent à fournir toutes les informations nécessaires sur l'activité de l'ENIEM.

1-4- Situation géographique

« Industrie électron-domestique » (INDELEC) son siège est à Tizi-Ouzou depuis 1998, L'ENIEM est organisée en unités et à cette année que l'entreprise est certifiée par l'organisation internationale (AFAQ) : « Association Financière de l'Assurance Qualité ».

L'entreprise nationale des industries de l'électroménager est implantée à TiziOuzou, où elle a bénéficié de plusieurs avantages en infrastructures externes consistants en les routes, dont la route nationales 12 et la voie ferrée Alger – Tizi Ouzou.

Le siège social de l'entreprise mère se situe au chef lieu de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Les unités de production froid, cuisson et climatisation sont implantées à la zone industrielle AissatIdir de Oued Aissi à 7 Kms du chef lieu de la wilaya.

L'entreprise dispose de deux filiales : la filiale sanitaire EIMS est installée à Méliana, Wilaya de Ain Defla depuis 2005, et la filiale lampe FILAMP à Mohammadia, Wilaya de Mascara.

1-5- Mode d'organisation de l'ENIEM

La structure de l'ENIEM comporte :

1-5-1- L'unité siège

La direction générale est chargée de définir la stratégie globale de l'entreprise (administration financière, investissement, politique sociale et organisationnelle).

Elle gère le portefeuille stratégique de l'entreprise et procède à l'élaboration des ressources financières d'ensemble, ainsi qu'elle fournit aux autres structures un certain nombre de services communs (fiscalité, assurances ...etc.)

La direction s'assure de contrôler le personnel, elle nomme et remplace les directeurs centraux et d'unités et elles approuvent aussi les propositions de nomination des cadres supérieurs.

La direction générale comprend six(06) directions centrales à savoir :

- Direction industrielle ;
- Direction du développement et de partenariat ;
- Direction des finances et comptabilité ;
- Direction des ressources humaines ;
- Direction de planification et de contrôle de gestion ;
- Direction de marketing et communication.

1-5-2- Les unités de l'ENIEM

L'ENIEM est composée de trois (03) unités de production, une unité commerciale et une unité prestation technique.

1-5-2-1- Les unités de production

Les unités de production sont celles chargées de la fabrication. Elles sont spécialisées par produits et consistent-en :

- unité froid ;
- unité cuisson ;
- unité de climatisation.

1-5-2-2- Unité commerciale

Elle est chargée de la commercialisation des produits fabriqués par les unités de production.

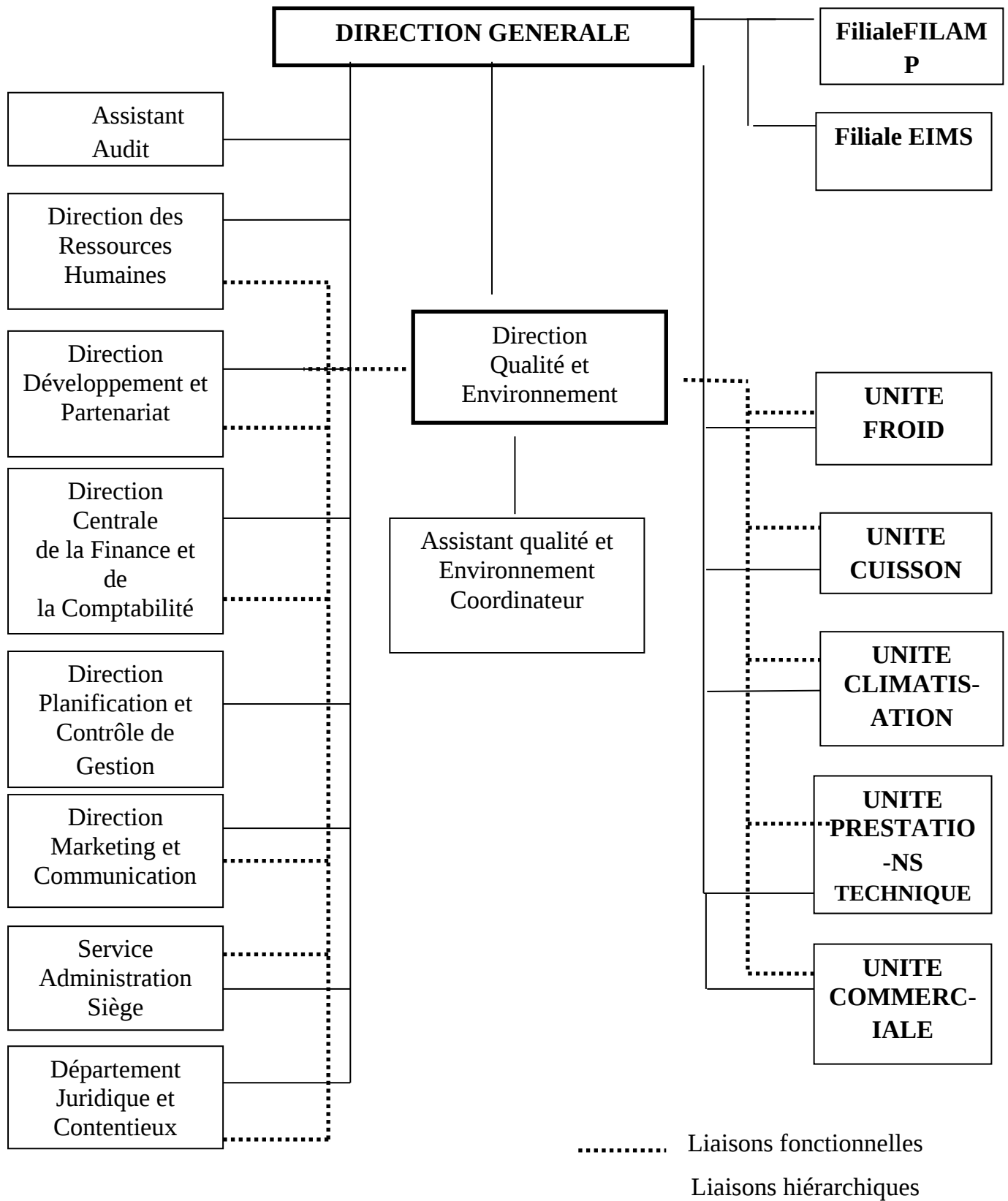
1-5-2-3 Unité prestations techniques

Elle réalise des travaux ou prestations techniques pour le compte des autres unités ou pour des clients externes.

Chapitre III : Présentation de l'entreprise Nationale des industries de l'électroménager ENIEM

L'organisation générale de l'ENIEM est représentée par la figure suivante :

Figure n°04 : Organigramme de l'ENIEM



Source : Document interne de l'ENIEM.

Section 2 : les indicateurs économiques de l'ENIEM

Cette deuxième section est composée de trois points essentiels :

- L'environnement de l'ENIEM ;
- Le secteur d'activité ;
- Le marché.

2-1- L'environnement de l'ENIEM

Pour approfondir notre analyse, nous avons jugé utile de présenter les facteurs internes et externes influençant l'environnement de l'ENIEM.

2-1-1- Les facteurs internes

L'environnement interne de l'ENIEM est composé principalement de son personnel et de ses gammes de produits.

2-1-1-1- Le personnel de l'entreprise

Il représente son capital humain. L'ENIEM dispose d'un personnel qualifié apte à maîtriser toute technologie nouvelle grâce à son degré de qualification élevé et son aptitude à s'adapter et peut-être développé comme un facteur clé de succès pour l'entreprise.

Il est composé de plusieurs catégories socioprofessionnelles : de cadres supérieurs et d'agents de maîtrise au niveau des postes de responsabilité, tout comme un personnel d'exécution au niveau des unités de production.

La composition du personnel de l'ENIEM selon les catégories socioprofessionnelles pour les exercices 2013-2014 et 2015 est représentée dans le tableau N°.

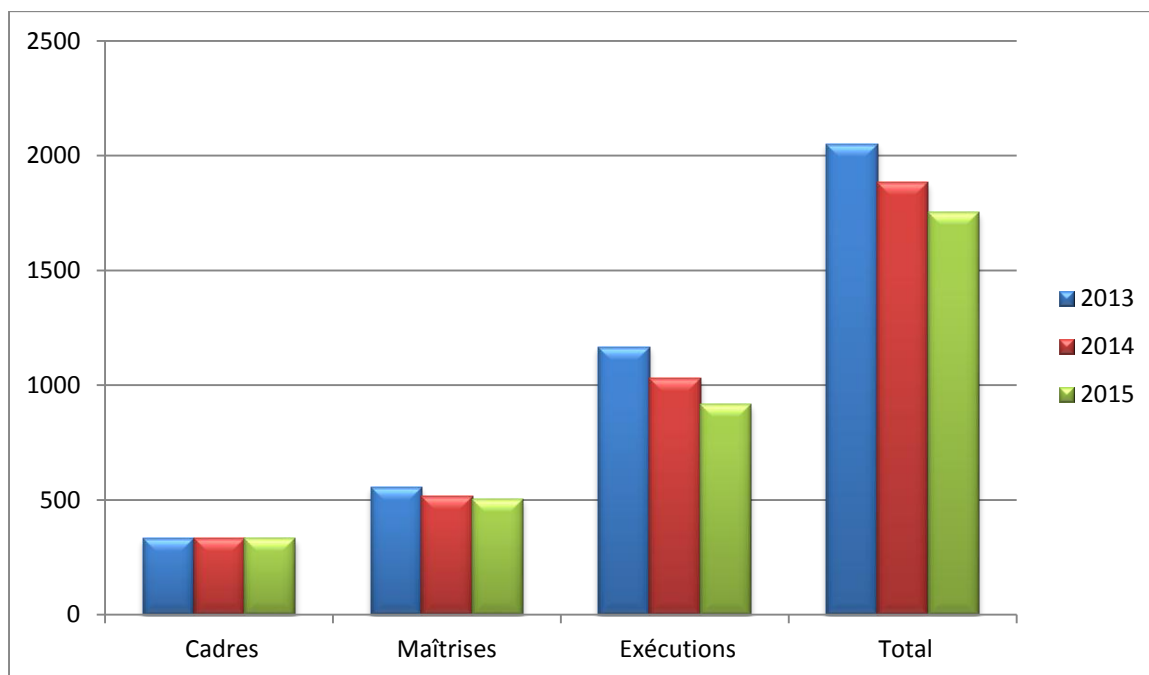
Tableau N°07 : la composition du personnel de l'ENIEM/2013-2014-2015

Catégories socioprofessionnelles	Effectif en 2013	Effectif en 2014	Mouvements de l'exercice 2015		Effectif au 31/12/2015
			Entrées	sorties	
Cadres	331	335	11	38	331
Maîtrises	553	517	24	114	505
Exécutions	1167	1032	100	115	916
Total	2051	1884	135	267	1752

Source: rapports de gestion de l'ENIEM 2013-2014-2015.

Graphes N° 01 : l'organigramme de la composition du personnel de l'ENIEM par catégories socioprofessionnelles

Composition du personnel de l'ENIEM par catégories socioprofessionnelles



Source: établi par nous-mêmes à partir des données du tableau ci-dessus.

L'effectif inscrit en 2015 s'établit à 1.752 contre 1.884 en 2014, soit une baisse de 132 agents et 2051 en 2013, soit une baisse de 299 agents. Cette tendance s'explique par des départs en retraite massifs (267 travailleurs contre 135 nouvelles recrues).

- **Le taux d'absentéisme**

Le taux d'absentéisme enregistré au niveau de l'ENIEM est en augmentation continue. A titre d'exemple, le taux d'absentéisme moyen enregistré par l'unité froid durant l'année 2014 est de 2.91%, soit 50843 heures sont comptabilisées en absence, représentées en moyenne 26 absents par jour. Ce qui influe négativement sur le rendement de l'activité de l'entreprise.

• La formation du personnel

L'identification des besoins en formation au sein de l'ENIEM est une étape très importante. Le service ressources humaines suit des procédures propres à l'entreprise et ses besoins sont recensés en partenariat avec les responsables des structures sur la base :

- Des objectifs de l'entreprise ;
- D'un constat des responsables de structures ;
- D'une demande individuelle du travailleur.

Ces besoins doivent répondre aux soucis d'améliorer le savoir, le savoir être des travailleurs.

Le coût de la formation est supporté en totalité par celle-ci par le billet de la commission budgétaire que font les responsables de la formation. Le budget de la formation ne doit dépasser 01% de la masse salariale annuelle comme l'exige la réglementation.

Le budget prévisionnel de la formation est établi par le chargé de la formation sur la base des données de plans de la formation de l'année écoulée.

2-1-1-2- Les gammes de produits

L'ENIEM offre une gamme de produits de l'électroménager variée et composée de plusieurs modèles de réfrigérateurs, de cuisinières, de climatiseurs et d'autres produits mais qui reste insuffisamment diversifiée pour permettre à l'entreprise de faire face à la concurrence des leaders de l'électroménager internationaux.

Les différents produits de la gamme de l'ENIEM sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau N° 08 : les différents produits de l'ENIEM par unité

Les unités	Les produits	Les modèles
Froid	Réfrigérateurs « petit modèle »	• Une porte 160 L PB • Une porte 240 L PB
	Réfrigérateurs « Grand Modèle »	• 300 D P/B • 350S PB PEINTURE • 320 L PB • Combiné 290 L • 520 L SDE P/B

		• SIDE BY SIDE • No Frost 4506 K • Armoire vitrée VBG 1597 N
	Congélateurs	• 220F PB • BAHUT 1301 • BAHUT 1686
	Conservateurs	• FR 1400 VB • FR 1600 VB
Cuisson	Cuisinières	• 04 Feux 6120 • 04 Feux 6520 Luxe • 04 Feux 6540 INOX • 05 Feux 6535 INOX • 5 Feux 8210
Climatisation	Climatiseurs	• Split système 7000 BTU • Split système 9000 BTU • Split système 12000 BTU • Split système 18000 BTU • Split système 24000 BTU • Armoire de clim 48000/50000 BTU • Armoire de clim 58000/60000BTU
	Machines à laver	• MAL Linge 7 Kg F 1011
	Chauffe-eau/bain	• 10 L GB/GN
	Radiateur	• Gaz naturel • Gaz naturel M 127

Source : documentation interne de l'ENIEM

Il faut signaler que l'ENIEM a lancé un investissement dans le cadre d'amélioration et de développement de ses gammes de produits, notamment les cuisinières et les réfrigérateurs grand modèle, pour améliorer le rapport qualité/prix et réduire les coûts de production et d'augmenter ainsi la marge bénéficiaires.

2-1-2- Les facteurs externes

Ces facteurs externes sont composés des clients, des fournisseurs et des concurrents.

2-1-2-1- Les clients

La clientèle de l'ENIEM montre une satisfaction envers ses produits grâce au niveau de qualité reconnu, à la gamme assez larges des produits offerts, et, ainsi qu'au rapport qualité/prix appréciable. Mais malgré ces avantages, le marché de l'électroménager est très concurrentiel à travers des politiques prix concurrentielles, la qualité d'emballages et des services après vente offerts, ce qui met l'entreprise au risque de perte de clientèle.

2-1-2-2- Les fournisseurs

En vue de satisfaire ses besoins d'acquisition nécessaires pour son activité, et vue son ancienneté et son expérience dans le domaine de l'électroménager qui remonte à plus de 30 ans, l'ENIEM a pu entretenir des relations solides avec de nombreux fournisseurs locaux et étrangers parmi lesquels on peut citer :

- Général emballages pour les cartons emballages ;
- SARPER pour les robinetteries à gaz.

2-1-2-3- Les concurrents et la concurrence

Depuis 1990, le marché algérien est inondé de différents types de produits provenant de pays étrangers. Tous les secteurs, pratiquement, sont touchés par la concurrence que ce soit directement ou indirectement.

Le secteur de l'électroménager en est le plus touché. Plusieurs marques étrangères (Samsung, Fagor, LG, Arthur Martin, etc) et d'autres locales (Frigor, Condor, Essalem,.....) Opèrent sur le marché algérien par l'offre de leurs produits.

Ceci montrera une forte concurrence par laquelle se caractérise le marché de l'électroménager.

En effet, l'ouverture du marché à la concurrence fait que l'ENIEM se trouve confrontée face à plusieurs producteurs nationaux et étrangers à savoir: Essalemélectronics. Samha, Cristor: groupe ABBABOU, Continental, Sodinco: Haier, Flames blue, Electro star, SGEA: Whirlpool. Parmi les principaux concurrents de l'ENIEM on cite : LG, Samsung.

2-1-3 Comportement des Produits de l'ENIEM face à la concurrence

Nous allons exposer ici le comportement de chacun des produits de l'ENIEM face à la concurrence.

- **Produits Froid** : composés de :
 - **Réfrigérateurs P.M**

Ces produits restent compétitifs sur leur segment respectif en dépit de la concurrence.

Ainsi, le réfrigérateur 160 litres a gardé sa clientèle spécifique constituée pour l'essentiel d'administrations. Le 240 litres est également performant en termes de capacités et de prix malgré la qualité des produits concurrents offrant des produits de design amélioré, d'une technologie de pointe et de capacités à grand éventail (allant de 200 à 250 litres).

- **Réfrigérateurs G.M**

Le nouveau réfrigérateur 320 litres lancé pour contrer la perte de compétitivité des réfrigérateurs 350S et 300D, n'a pas encore atteint le niveau escompté. Ses concurrents se vendent mieux parce que l'offre est plus différenciée en capacité et présentant un meilleur design. La demande émane de consommateurs aux revenus moyens et explique les niveaux de ventes enregistrés par ces modèles.

Quant aux autres modèles : les réfrigérateurs 520 litres, SBS et le No Frost sont compétitifs en raison d'un rapport qualité/prix favorable.

- **Cuisinières**

La cuisinière ENIEM jouit d'une bonne réputation, compétitive et l'engouement de la clientèle le démontre. Toutefois, l'état des équipements ne permet pas d'augmenter les capacités de production pour moduler l'offre à la demande.

Les modèles 6540 INOX et la 6520 sont compétitifs et profitent de la notoriété de la marque ENIEM, mais leur marché reste sous la menace des autres marques en raison de la diversité de l'offre.

- **Climatiseurs**

Ce marché connaît un certain dynamisme mais reste néanmoins soumis à une forte concurrence. Le produit de l'ENIEM est de bonne qualité et jouit de la notoriété de la marque ; le réseau de service après vente établi à travers le territoire national constitue un avantage.

Les principaux concurrents de ce produit sont Samsung, LG, AKIRA, Condor, BOSCH, SMAHA.

- **Machine à laver**

Le marché de la machine à laver est caractérisé par une offre diversifiée. L'offre locale est adossée à des marques de notoriété mondiale (Lotus, LG, Samsung...), disposant de produits de qualité.

En dépit de cette concurrence, les volumes de ventes sont en légère progression en 2014.

- **Radiateur à gaz naturel**

Ce produit est compétitif mais sa vente est saisonnière. Il sert d'appoint au reste de la gamme et jouit d'un rapport qualité/prix favorable. La caractéristique sensible de ce produit est la sécurité reconnue (sécurisé en cas de fuite de gaz).

2-2- Le secteur d'activité

La mission de l'ENIEM est la fabrication, le montage, les développements et la commercialisation des appareils ménagers, le développement et la recherche dans le domaine des branches clés de l'électroménager notamment :

- Appareils de réfrigération ;
- Appareils de climatisation ;
- Appareils de cuisson ;
- Petits appareils ménagers.

2-2-1- Les métiers de l'ENIEM

Avant 1998, les produits de l'ENIEM étaient regroupés dans un seul domaine d'activité, lors de la réorganisation de l'ENIEM en 1998 le complexe d'appareils ménagers (CAM) a été restructuré en trois centres d'activités stratégiques consistant en le froid, la cuisson et la climatisation.

2-2-1-1- Unité froid

L'unité froid est composée de 3 lignes de produits :

1^{ère} ligne : Réfrigérateur petit modèle dont la capacité de production est de 110.000 appareils par an réalisé en deux équipes.

2^{ème} ligne

- Réfrigérateur grand modèle dont les capacités installées sont de 390.000 appareils par an réalisé en deux équipes (4 modèles de réfrigérateur).

3^{ème} ligne

- Congélateur dont les capacités sont 60 000 appareils par an (3 modèles de fabrique)

Comme il compte les ateliers de fabrication suivants : la presse et soudure, le refendage et coupe en longueur de la tôle, les pièces métalliques et le traitement et revêtement de surface et le thermoformage et moussage.

2-2-1-2- Unité cuisson

Elle est composée de deux lignes de montage plus trois ateliers de fabrication qui sont : la tôlerie, la mécanique qui s'occupe de la fabrication de diverses pièces : les tubes gaz, pièces en tôle, brûleurs, ... et traitement et revêtement des surfaces.

Les capacités installées sont de 150.000 appareils par an en deux équipes (4 modèles de cuisinières sont fabriqués).

2-2-1-3- Unité de climatisation

Le métier principal dans ce domaine est le montage. Il est composé de trois lignes :

- Une ligne pour les climatiseurs ;
- Une ligne pour les chauffes - eau/bain ;
- Une ligne pour les machines à laver.

Et un atelier presse pour tôlerie.

2-3- La position de l'ENIEM sur le marché

L'ENIEM à travers sa commercialisation de ses produits, arrive à les vendre sur le marché local.

Nous allons donner une vision sur la situation actuelle du marché de l'électroménager.

2-3-1- Rappel du contexte actuel du marché

Le marché de l'électroménager est de taille moyenne, mature notamment pour ce qui est du réfrigérateur et de la cuisinière.

Le tableau ci-dessous donne une estimation approximative de la taille du marché domestique par famille de produits, et indique ainsi la position de l'ENIEM sur ce marché :

Tableau N° 09 : l'estimation approximative de la taille du marché domestique par famille de produits.

Produits	Capacité du marché	Vente de l'exercice 2015	Part de marché
réfrigérateurs	600000	67175	11%
Congélateurs/conservateurs			
Armoires vitrées			
Cuisinières	350000	45705	13%
Climatiseurs	300000	26497	9%
Machines à laver	250000	16215	6%
Chauffe eau/bain	375000	23115	6%
Radiateurs à gaz naturel	250000	14784	6%

Source: rapports de gestion de l'ENIEM 2013-2014-2015.

L'analyse de ces données montre des évolutions plutôt variables selon les segments. Si les parts de marché se maintiennent pour la machine à laver, le radiateur à gaz naturel et le chauffe eau/ bain, celles des produits froid, la cuisinière et le climatiseur sont en recul.

Dans le détail, le marché de l'électroménager et son évolution prévisible reste sur les tendances ci après :

- Existence d'un potentiel commercial pour les congélateurs/conservateurs, l'armoire vitrée et cuisinières, mais moyennant une disponibilité de l'ensemble des produits.
- Progression des ventes du réfrigérateur No Frost, la MAL, l'armoire vitrée et le RGN préfigurant. ainsi une perspective d'un bon ancrage de ces produits. Cette tendance sera confortée par la mise sur le marché de nouveaux produits (réfrigérateur solaire, 'MAL top' et de nouveaux modèles de congélateurs/conservateurs, armoire vitrée, table de cuisson...).
- Recul conjoncturel des ventes de climatiseurs et du Chauffe eau/bain. La baisse de la demande émanant des institutions et organismes publics expliquent ce recul ;

- Maintien des niveaux de ventes des réfrigérateurs PM (le 160L et le 240L) contrastant avec le recul des ventes des réfrigérateurs GM (le 350S et le 320Litres) confirmant leur perte de compétitivité.

Conclusion

D'après la présentation générale de l'entreprise ENIEM à travers son historique et ses missions nous avons souligné que sa mission principale est la production et le développement dans le domaine de l'électroménager. Ainsi que les Objectifs qu'elle s'est assignés dont l'amélioration du chiffre d'affaires, la modernisation et la diversification des produits et l'accroissement de la satisfaction des clients.

Donc, ce chapitre nous a permis de présenter toutes les informations collectées relatives à l'ENIEM et de prendre ainsi une connaissance générale sur son environnement interne et externe. Cette première phase de notre recherche va nous servir pour compléter l'étude de la structure financière et la performance de l'entreprise qu'on va traiter dans le chapitre suivant.

Chapitre IV

Analyse de la structure et
l'évaluation de la performance
financière de l'ENIEM

Introduction :

La mesure de la performance requiert des données qui s'inscrivent dans une dynamique de gestion. Elle peut se faire suivant une série chronologique, elle permettra d'obtenir une synthèse des états financiers et une série d'indicateurs dits de performance financière nécessaires pour une évaluation de la performance de l'entreprise.

Dans ce chapitre nous allons étudier et analyser la structure financière et l'évaluation de la performance de l'ENIEM à travers ses bilans financiers, indices d'équilibre, les différents ratios, ainsi que le tableau des soldes intermédiaires de gestion. Pour ce faire, nous avons choisis les périodes 2013, 2014, 2015 sur lesquelles sera portée notre étude.

Section 1 : étude de la structure financière de l'ENIEM

Dans cette section nous allons présenter les bilans financiers de l'ENIEM afin d'étudier sa structure financière et sa rentabilité, et ce à travers les bilans, les ratios, et les indicateurs de l'équilibre financier.

1-1 Analyse de la solvabilité par le biais des bilans financiers 2013, 2014, 2015 :

1-1-1 Bilan financier de l'ENIEM pour les années 2013, 2014, et 2015

Tableau N° 10 : les emplois des bilans financiers 2013, 2014, 2015

Désignation	2013	2014	2015
Valeurs immobilisées	9 386 044 005,49	9 352 451 536,07	9 668 281 274,67
immobilisations incorporelles	3 510 341,00	3 122 666,00	2 759 866,00
Immobilisations corporelles	8 182 024 522,79	8 067 069 005,27	7 88 719 035,28
Immobilisations en cours	47 470 660,60	76 488 291,25	198 376 121,81
Immobilisations financières	485 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
Autres Immobilisations financières	602 514 004,04	590 108 057,34	590 231 254,6
Impôts différés actif	65 524 477,06	130 663 516,21	403 194 996,94
Valeurs d'exploitation	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
Stocks et encours	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
Valeurs réalisables	1 610 872 806,66	1 539 633 916,17	2 083 055 411,53
Clients	922 306 777,25	788 298 320,60	1 061 407 096,52
Autres débiteurs	560 241 893,31	601 854 729,08	745 767 94368
Impôts et assimilés	112 895 439,62	140 275 534,20	275 880 371,33
Valeurs disponibles	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07
Banque, établissements financiers	237 439 231,25	237 512 449,61	405 033 148,07
Caisse	571 544,00	616 277,00	599 982,00
Régies d'avances et accréditifs	10 000,00	10 000,00	
Total des emplois	16 200 954 138,38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01

Source : établi par nous mêmes à partir des bilans 2013, 2014, 2015

Tableau N° 11 : Les ressources des bilans financiers 2013, 2014, 2015 :

Désignation	2013	2014	2015
Capitaux propres	13 669 346 281.23	13 352 267 843.84	12 336 578 543,86
Capital émis	13 114 531 337,69	13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
Réserves légale	270.150.057,49	285. 632 .230, 67	285. 632 .230, 67
Écart de réévaluation	141 023 109,51	138 799 574,48	137 475 497,97
Résultat net - Résultat net part du groupe (1)	35.822.173,18	-263 195 494,16	-910 482 042,40
Autres capitaux pro - Report à nouveau	107 819 603,36	76 500 195,16	-290 578 480,07
Dettes à moyen et à long terme	1 358 926 880.89	1 409 850 228.14	1 928 421 752,54
Emprunts et dettes financières	762 441 995.69	938 951 592.33	1 315 461 188,98
Impôts (différés et provisionnés)	144 411 123.90	124 371 279.81	109 778 089,05
Provisions et produits comptabilisé d'avance	452 073 761.30	346 527 356.00	503 182 474,51
Dettes à court terme	1 172 680 976.26	1 531 668 958.61	2 560 876 084,61
Fournisseurs et comptes rattachés	522 731 922 .48	420 176 296.29	551 702 773,70
Impôts	219 651 448.60	92 793 673 .96	2017 372 607,10
Autres dettes	320 928 383.00	341 105 634.50	401 032 701,01
Banque, établissement financiers et assimilés	109 369 222.18	677 593 353 .86	1 390 768 002,80
Total des ressources	16 200 954 138.38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01

Source : établi par nous mêmes à partir des bilans 2013, 2014, 2015

1-1-2 Présentation des bilans financiers condensés 2013, 2014, 2015 :

Tableau N° 12 : Bilan financier condensé au 31.21.2013

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9 386 044 005,49	57,94 %	Fonds propres	13 669 346 281,23	84,37 %
v. d'exploitation	4 966 016 550,98	30,65 %			
v. réalisables	1 610 872 806,66	9,94 %	DLMT	1 358 926 880,89	8,39 %
v. disponible	238 020 775,25	1,47 %	DCT	1 172 680 976,26	7,24 %
Total	16 200 954 138,38	100 %	Total	16 200 954 138,38	100 %

Source : établi par nous mêmes à partir du bilan financier 2013.

Tableau N° 13 : Bilan financier condensé au 31.12.2014

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9 352 ,451 536,07	57,40 %	Fonds propres	13 352 267 843,84	81,95 %
v. d'exploitation	5 163 562 851,74	31,69 %			
v. réalisables	1 539 633 916,17	9,45 %	DLMT	1 409 850 228,14	8,65 %
v. disponible	238 138 726 ,61	1,46 %	DCT	1 531 668 958, 61	9,40 %
Total	16 293 787 030,59	100%	Total	16 293 787 030,59	100 %

Source : établi par nous mêmes à partir du bilan financier 2014.

Tableau N° 14 : Bilan financier condensé au 31.12.2015

Actif	Montants	%	Passif	Montants	%
v. immobilisées	9 668 281 274,67	57,46 %	Fonds propres	12 336 578 543,86	73,31 %
v. d'exploitation	4 668 906 564,74	27,75 %	DLMT	1 928 421 752,54	11,46%
v. réalisables	2 083 055 411,53	12,38 %	DCT	2 560 876 084,61	15,22 %
v. disponible	405 633 130,07	2,41 %			
Total	16 825 876 381,01	100 %	Total	16 825 876 381,01	100 %

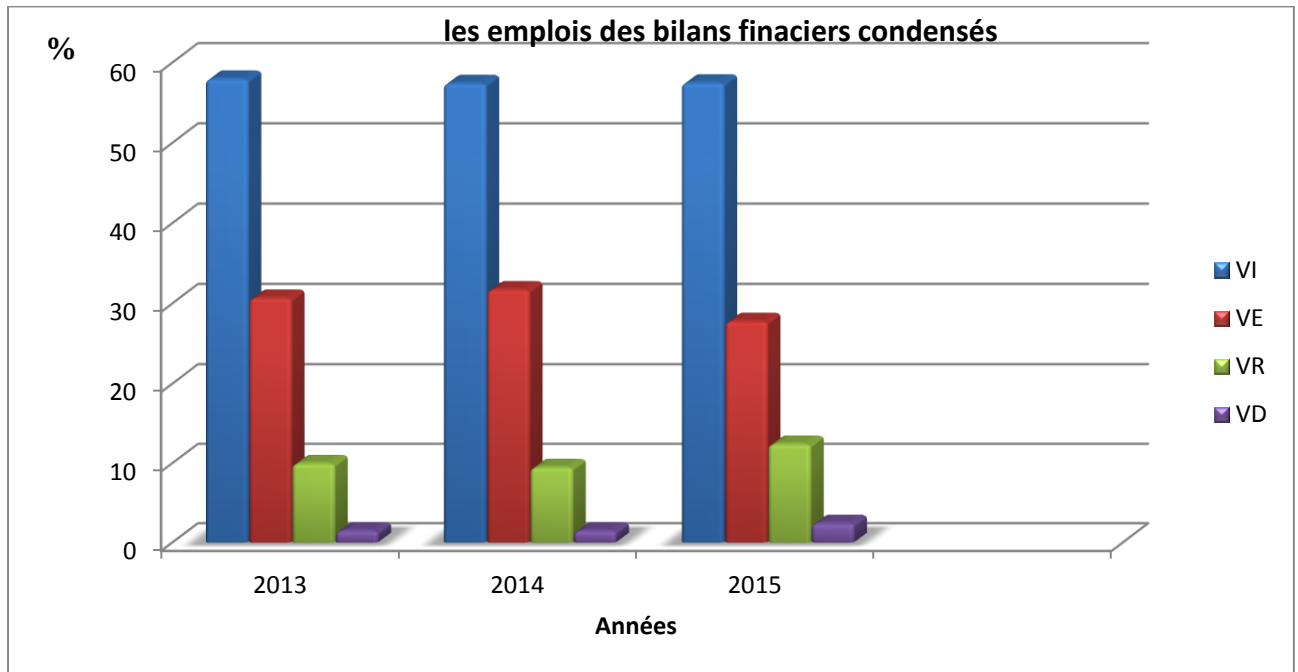
Source : établi par nous mêmes à partir du bilan financier 2015.

1-1-3 Analyse des bilans financiers condensés 2013-2014-2015 :

L'analyse des bilans financiers condensés va se faire à l'aide des proportions représentatives de chaque rubrique du bilan. Pour faciliter la lecture et la compréhension des bilans, nous sommes appuyés de la représentation graphique ci-dessous.

1-1-3-1 Analyse de la structure des emplois :

Graph N° 02 : Représentation graphique des emplois des bilans condensés 2013-2014-2015



Source : établi par nous-mêmes à partir des bilans financiers condensés 2013-2014-2015

A partir des bilans financiers condensés et la représentation graphique ci-dessus nous allons entamer l'analyse de la structure des emplois.

- **Les valeurs immobilisées (VI) :**

La norme stipule que les valeurs immobilisées VI doivent être supérieure à 50% du total de l'actif :

Après avoir calculé le ratio **VI / EMPLOIS**, ce dernier représente 57% pour les trois années 2013, 2014, et 2015. On constate donc que les valeurs immobilisées sont supérieures à 50% ce qui signifie que l'entreprise est à vocation industrielle. Ceci est plus confirmé par les VE qui sont composées de matières premières, marchandises, produits finis. Ainsi l'entreprise exerce une activité secondaire qui est la commercialisation qui nous permet de conclure sur sa vocation mixte (industrielle et commerciale).

- **Les valeurs d'exploitation (VE) :**

Les valeurs d'exploitation représentent 30,65 % en 2013. Elles ont connu une augmentation en 2014 de 31,69 % et une baisse jusqu'à 27,75 % en 2015 ceci revient au fait que l'entreprise ne dispose pas d'un bon réseau de distribution lui permettant d'épuiser à temps ses produits finis.

- **Les valeurs réalisables (VR) :**

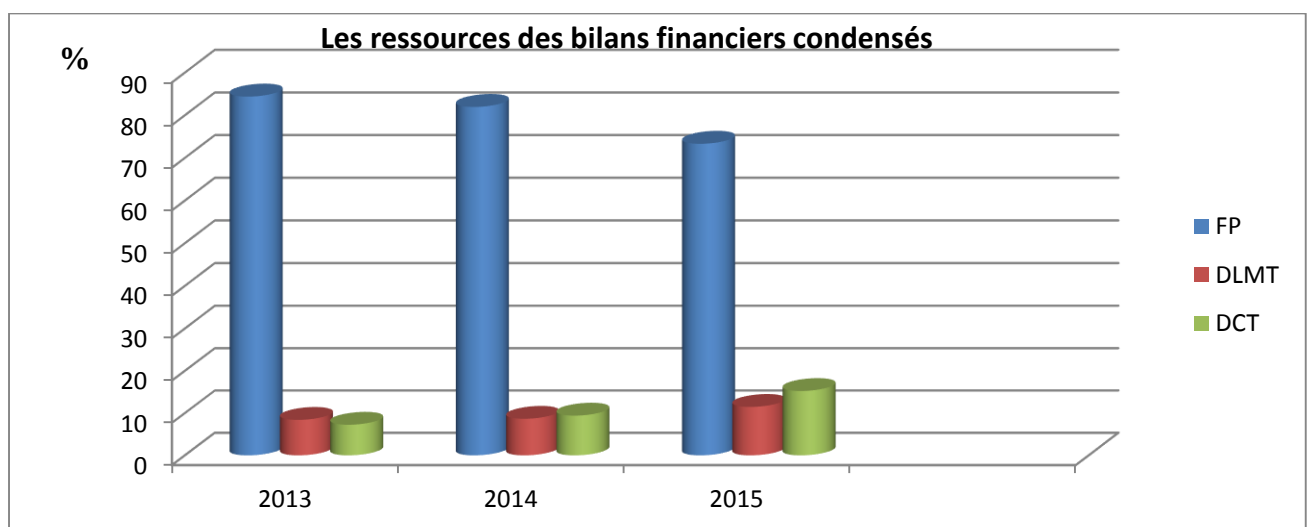
Les valeurs réalisables de l'entreprise sont stables sur la période, soit 9,94 % en 2013, 9,45% en 2014, et 12,38 % en 2015. Une légère augmentation des créances est constatée durant l'année 2015. Cette stabilité des valeurs réalisables est expliquée par les ventes au comptant.

- **Les valeurs disponibles (VD) :**

On remarque que durant les trois exercices 2013, 2014, 2015, les valeurs disponibles sont de l'ordre de : 1,47% , 1,46% et 2,41 % donc inférieures à 5% ce qui signifie que l'entreprise gère ses liquidités d'une manière rationnelle.

1-1-3-2 Analyse de la structure des ressources :

Graphes N° 03 : Représentation graphique des ressources des bilans condensés 2013-2014-2015



Source : établi par nous-mêmes à partir des bilans financiers condensés 2013-2014-2015

A partir des bilans financiers condensés et la représentation graphique ci-dessus nous allons étudier la structure des ressources.

- **Les fonds propres (FP) :**

L'entreprise ENIEM détient des fonds propres de valeurs positives qui représentent 84,37 % en 2013, 81,95 % en 2014, et 73,31 % en 2015 de la totalité des ressources. Sachant que la norme des fonds propres (FP) doit être supérieure à 50 %, L'entreprise est donc en situation d'autonomie financière.

- **Les dettes à long et à moyen terme (DLMT) :**

Les DLMT sont insignifiantes par rapport au total des ressources , avec des taux de 8,39 % en 2013, 8,65 % en 2014, et 11,46 % en 2015. Le pourcentage des DLMT est donc très faible, ce qui signifie que le recours de l'entreprise aux emprunts pour investir est faible. Ce qui est remarquable aussi au niveau des valeurs immobilisées qui n'ont pas subi d'augmentation durant les trois années.

- **Les dettes à court terme (DCT) :**

Les DCT représentent également un taux faible qui est de 7,24 % en 2013, 9,4 % en 2014, et 15,22 % en 2015. Cette situation est liée à l'assainissement des dettes par le trésor public décidé et mis en œuvre depuis 2009, malgré le fait que plus de 80% des achats de l'ENIEM proviennent des importations qu'elle réalise avec son fournisseur étranger qui n'accorde pas de long délai de règlement.

1-2 Analyse de l'équilibre financier à long terme :

L'analyse de l'équilibre financier à long terme se fait sur la base des indicateurs financiers tirés du bilan financier à savoir principalement le fond de roulement (FR).

1-2-1 Détermination du fonds de roulement net (FRN) :

La détermination du fond de roulement se fait par le haut et pas le bas du bilan.

- Par le haut du bilan :

$$\text{FRN} = \text{Capitaux permanents (FP+DLMT)} - \text{Valeurs immobilisées (VI)}$$

Tableau N° 15 : Calcul du fonds de roulement par le haut du bilan

Désignation	2013	2014	2015
Fond propre (1)	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
DLMT (2)	1 358 926 880,89	1 409 850 228,14	1 928 421 752,54
V. immobilisées (3)	9 386 044 005,49	9 352 541 536,07	9 668 281 274,67
FRN = (1) + (2) – (3)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021,73

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des Bilans de l'ENIEM.

- Par le bas du bilan :

$$\text{FRN} = \text{Actif circulant} - \text{DCT}$$

Tableau N° 16 : Calcul du fond de roulement par le bas du bilan

Désignation	2013	2014	2015
V. d'exploitation (1)	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
V. Réalisables (2)	1 610 872 806,66	1 539 633 916,17	2 083 055 411,53
V. Disponibles (3)	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07
DCT (4)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
FRN= (1) + (2) + (3) - (4)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021.73

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir des Bilans de l'ENIEM.

Interprétation :

- D'après les résultats trouvés ci-dessus, nous remarquons que les fonds de roulement pour ces trois années sont positifs. Ces résultats nous permettent de dire que l'entreprise arrive à financer ses immobilisations grâce au fonds propres qu'elle détient, ainsi que l'actif courant (AC) qui est financé par le passif courant (DCT) de l'entreprise. Donc on peut dire qu'il existe un équilibre financier à long terme pour toute la période.

1-2-2 Détermination des fonds de roulement propres (FRP) :

Le fonds de roulement propre est égal au fonds de roulement net moins les dettes à long et moyen terme.

$$\text{FRP} = \text{FRN} - \text{DLMT}$$

Tableau N° 17 : Calcul des fonds de roulement propres (FRP)

Désignation	2013	2014	2015
FRN (1)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021,73
DLMT (2)	1 358 926 880,89	1 409 850 228,14	1 928 421 752,54
FRP = (1) – (2)	4 283 302 275,74	3 999 816 307,77	2 668 297 269,19

Source : établi par nous mêmes à partir des Bilans de l'ENIEM.

Interprétation :

- Nous constatons que l'entreprise a dégagé un fond de roulement propre positif durant toute la période grâce à l'intervention de l'Etat à l'effacement des dettes et l'existence d'un fonds propre positif, ainsi que les DLMT qui ne représentent pas de valeurs importantes pouvant peser sur le FRN.

1-3 Analyse de l'équilibre financier à court terme et immédiat :

L'analyse de l'équilibre financier à court terme est assuré par l'indicateur Besoin en fonds de roulement (BFR), et l'équilibre à très court terme ou immédiat est approché par l'analyse de la situation de la trésorerie (T).

1-3-1 Besoin en fonds de roulement (BFR) :

Le BFR est déterminé par la relation suivante :

$$\text{BFR} = \text{Actifs circulants} - \text{DCT}$$

Tableau N° 18 : Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)

Désignation	2013	2014	2015
VE (1)	4 966 016 550,98	5 163 562 851,74	4 668 906 564,74
VR (2)	1 610 872 806,66	1 539 633 916,17	2 083 055 411,53
DCT (3)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
BFR = (1) + (2) - (3)	5 404 208 381,38	5 171 527 809,3	4 191 085 891,66

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du TSIG de l'ENIEM.

Interprétation :

- D'après les résultats obtenus ci-dessus, nous constatons que le besoin en fonds de roulement est positif > 0 durant les trois années 2013, 2014, 2015 c'est à dire que les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources de la même nature. Ce qui signifie que les dettes à court terme (DCT) n'arrivent pas à financer les valeurs d'exploitation (VE) et les valeurs réalisables (VR). « L'entreprise doit donc financer ses besoins à court terme soit par son fonds de roulement, soit par dettes financière à court terme (concours bancaires ou découverts bancaires).¹ »

¹ <https://www.compta-facile.com/besoin-en-fond-de-roulement-bfr/>

1-3-2 La trésorerie nette (TN) :

C'est la différence entre la somme des ressources dont dispose l'entreprise et la somme des besoins à couvrir. Elle renseigne sur la solvabilité de l'entreprise. La trésorerie nette (TN) peut être calculée par deux méthodes différentes. Dans ce qui suit nous allons utiliser ces deux méthodes successivement.

- **Première méthode :**

$$TN = FRN - BFR$$

Tableau N° 19 : Calcul de la trésorerie nette (TN)

Désignation	2013	2014	2015
FRN (1)	5 642 229 156,63	5 409 666 535,91	4 596 719 021,73
BFR (2)	5 404 208 381,38	5 171 527 809,3	4 191 085 891,66
TN = (1) - (2)	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07

Source : Elaboré par nous-mêmes

- **Deuxième méthode :**

$$TN = \text{Valeurs disponibles} - \text{concours bancaires}$$

Tableau N° 20 : Calcul de la trésorerie nette (TN)

Désignation	2013	2014	2015
VD (1)	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07
CB (2)	0,00	0,00	0,00
TN = (1) - (2)	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07

Source : Elaboré par nous-mêmes

Interprétation :

- Selon les deux tableaux élaborés ci-dessus, nous constatons que durant les trois années 2013, 2014, 2015, l'entreprise a enregistré une trésorerie nette (TN) positive ($TN > 0$), ce qui signifie que cette dernière assure un équilibre financier immédiat. C'est à dire qu'elle peut exploiter toute opportunité qui se présente sur le marché.
- A travers notre analyse de l'équilibre financier durant les exercices (2013, 2014, 2015), nous avons déduit que la situation financière de l'ENIEM est équilibrée grâce aux résultats positifs qu'elle a réalisées. ($FRN > BFR$, $TN > 0$).

1-4 Analyse de l'activité et situation financière de l'ENIEM par la méthode des ratios :

Après avoir fait l'analyse des bilans et l'analyse des équilibres financiers, nous allons entamer l'analyse de la situation financière à partir des différents ratios.

1-4-1 Le ratio d'autonomie financière :

« Le ratio d'autonomie financière est un indicateur utilisé par l'analyse financière pour déterminer le niveau de dépendance d'une entreprise vis - à - vis des financements extérieurs, notamment les emprunts bancaires. Plus ce ratio est élevé, plus l'entreprise est indépendante des banques.

Il existe deux modes de calcul utilisés par les analystes financiers pour déterminer l'autonomie financière d'une entreprise.² »

- 1^{ère} méthode :

$$\text{Ratio d'autonomie financières} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Total des dettes}} > 1$$

²

<https://comptabilite.ooreka.fr/astuce/voir/629457/ratio-d-autonomie-financiere>

Tableau N° 21 : Calcul du ratio d'autonomie financière

Désignation	2013	2014	2015
Capitaux propres (1)	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
Total des dettes (2)	2 531 607 857,15	2 941 519 186,75	4 489 297 837,15
Autonomie financière = (1) / (2)	5,4	4,54	2,75

Source : Elaboré par nous-mêmes

Sachant que : Total des dettes = DLMT + DCT

Interprétation :

- Le ratio d'autonomie financière de l'ENIEM est supérieur à 1 durant les trois années, cela signifie que les capitaux propres de l'entreprise sont plus importants que les dettes financières. Elle peut donc couvrir ses emprunts bancaires par ses capitaux propres. Ce qui permet de dire qu'elle est financièrement autonome.

- 2^{ème} méthode :

$$\text{Ratio Autonomie financière} = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Capitaux permanents}} > 0,5$$

Tableau N° 22 : Calcul du ratio d'autonomie financière

Désignation	2013	2014	2015
Capitaux propres (1)	13 669 346 281,23	13 352 267 843,84	12 336 578 543,86
Capitaux permanents (2)	15 028 273 162,1	14 762 118 072	14 265 000 296,4
Autonomie financière= (1) / (2)	0,91	0,90	0,86

Source : Elaboré par nous-mêmes

Sachant que : Capitaux permanents = FP + DLMT

Interprétation :

- Le ratio d'autonomie financière est supérieur à 0,5 pendant la période 2013-2015, il répond donc à la norme. Cela signifie que les capitaux propres représentent plus de la moitié des capitaux permanents, ce qui permet à l'entreprise de couvrir ses dettes par ses capitaux permanents.

1-4-2 Le Ratio de Solvabilité :

Le ratio de solvabilité exprime la capacité de l'entreprise de faire face à ses dettes par le total de ses actifs. Ce ratio doit être supérieur à 1. Il se calcule selon la formule suivante :

$$\text{Ratio de solvabilité} = \frac{\text{Total actifs}}{\text{Total des dettes}} > 1$$

Tableau N° 23 : Calcul du ratio de solvabilité

Désignation	2013	2014	2015
Total actifs (1)	16 200 954 138,38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01
Total des dettes (2)	2 531 607 857,15	2 941 519 186,75	4 489 297 837,15
Solvabilité = (1) / (2)	6,4	5,54	3,75

Source : Elaboré par nous-mêmes

Interprétation :

- Nous constatons que ce ratio est largement supérieur à 1. C'est-à-dire que la part des actifs est beaucoup plus importante que celle des dettes pour les trois exercices.

- L'analyse de ce ratio de solvabilité montre que l'entreprise est solvable. Cela signifie qu'elle est capable de payer ses dettes à long et moyen terme par le total de ses actifs.

1-4-3 La Capacité d'autofinancement (CAF) :

La capacité d'autofinancement désigne l'ensemble des ressources internes générées par l'entreprise dans le cadre de son activité qui permettent d'assurer son financement.

Elle peut être calculée selon deux méthodes :

- **La méthode additive :**

$$\text{CAF} = \text{Résultat de l'exercice} + \text{dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur}$$

Tableau N° 24 : Calcul de la CAF par la méthode additive

Désignation	2013	2014	2015
Résultat de l'exercice (1)	30 439 156,51	- 375 754 471,98	-1 212 298 602,49
Dotations aux amortissements, provisions et perte de valeur (2)	272 860 382,85	390 123 035,86	700 093 329,28
CAF = (1) + (2)	303 299 539,36	14 368 563,88	-512 205 273,21

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du TCR 2013, 2014, 2015 de l'ENIEM

- **La méthode soustractive :**

$$\begin{aligned} \text{CAF} = & \text{EBE} + \text{reprise d'exploitation} + \text{produits financiers} + \text{autres produits} \\ & - \text{charges financières} - \text{autres charges} \end{aligned}$$

Tableau N° 25 : Calcul de la CAF par la méthode soustractive

Désignation	2013	2014	2015
EBE (1)	266 963 613,76	152 255 500,62	-379 758 755,98
Reprise d'exploitation (2)	362 848 153,22	304 281 561,88	285 551 044,24
Produits financiers (3)	21 389 116,09	34 130 064,48	67 754 834,93
Autres produits (4)	109 078 506,59	67 046 293,43	69 169 979,62
Charges financières (5)	41 536 193,68	49 217 905,09	123 964 554,75
Autres charges (6)	415 443 656,62	494 126 951,44	430 957 821,27
CAF= (1) + (2) + (3)+ (4) -(5) - (6)	303 299 539,36	14 368 563,88	-512 205 273,21

Source : Elaboré par nous-mêmes à partir du TCR 2013, 2014, 2015 de l'ENIEM

Interprétation :

- Durant l'exercice 2013, la CAF est positive grâce au résultat positif qu'elle a réalisé. Celle-ci a connu une forte dégradation en 2014 à cause du résultat négatif obtenu. Cette CAF positive exprime l'aptitude de l'entreprise à financer elle même ses besoins de financement, contrairement à l'année 2015 où le résultat été négatif ainsi que l'augmentation des charges d'amortissement qui ont donné une CAF négative.

1-4-4 L'autofinancement (AF) :

L'autofinancement est le financement des investissements par les propres moyens de l'entreprise. Il se calcul selon la formule suivante :

$$\text{Autofinancement} = \text{CAF} - \text{Dividendes}$$

Tableau N° 26 : Calcul de l'autofinancement.

Désignation	2013	2014	2015
CAF (1)	303 299 539,36	14 368 563,88	-512 205 273,21
Dividendes (2)	0,00	0,00	0,00
Autofinancement = (1)- (2)	303 299 539,36	14 368 563,88	-512 205 273,21

Source : établi par nous-mêmes

Interprétation :

- L'entreprise a assuré son autofinancement (AF) uniquement en 2013 et 2014 grâce à la CAF positive qu'elle a réalisé durant la même période, contrairement à l'année 2015 où la CAF était négative ce qui ne lui avait pas permis de réaliser son autofinancement .

1-4-5 Ratio de l'endettement :

Le ratio d'endettement est une estimation du niveau de l'endettement, c'est-à-dire le rapport entre la dette totale et le total de l'actif.

$$\text{Ratio d'endettement} = \frac{\text{Total des dettes}}{\text{Total de l'actif}} \times 100$$

Tableau N° 27 : Calcul du ratio d'endettement.

Désignation	2013	2014	2015
Total Dettes (1)	2 531 607 857,15	2 941 519 186,75	4 489 297 837,15
Total actifs (2)	16 200 954 138,38	16 293 787 030,59	16 825 876 381,01
Endettement = (1) / (2)	15,63	18,05	26,68

Source : établi par nous-mêmes

Interprétation :

- Le ratio d'endettement est faible durant les trois années, il n'a même pas atteint 50 %, c'est-à-dire que l'entreprise possède trois fois plus d'actifs que de dettes, ce qui nous permet de dire que celle-ci est peu endettée.
- Plus ce ratio est faible, plus il indique que l'entreprise possède une capacité de souscrire de nouveau x prêts et donc investir.

1-4-6 Ratios de liquidité :

Ils sont utilisés afin d'étudier l'aptitude de l'entreprise à faire face à ses obligations à court terme.

❖ Ratio de liquidité générale :

Le ratio de liquidité générale est égal au rapport entre l'actif circulant et les DCT, il se calcule comme suit :

$$\text{Ratio de liquidité générale} = \frac{\text{Actif circulant}}{\text{DCT}} \geq 1$$

Sachant que : L'actif circulant = VE + VR + VD

Tableau N° 28 : Calcul du ratio de liquidité générale

Désignation	2013	2014	2015
Actif circulant (1)	6 814 910 132,89	6 941 335 494,52	7 157 595 106,34
DCT (2)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
RLG³ = (1) / (2)	5,81	4,53	2,79

Source : établi par nous-mêmes à partir des bilans

³ Ratio de liquidité générale

Interprétation :

- Le ratio de liquidité est supérieur à 1 durant les trois exercices 2013, 2014, 2015. Ce qui signifie que les actifs courants sont plus importants que les dettes à court terme (DCT). On déduit donc que l'entreprise a la capacité d'honorer ses échéances grâce à ses actifs circulants.

❖ **Ratio de liquidité relative :**

$$\text{Ratio de liquidité relative} = \frac{VR+VD}{DCT} > 1$$

Tableau N° 29 : Calcul du ratio de liquidité relative

Désignation	2013	2014	2015
VR + VD (1)	1 848 893 581,91	1 777 772 642,78	2 488 688 541,6
DCT (2)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
RLR⁴ = (1) / (2)	1,58	1,16	0,97

Source : établi par nous-mêmes à partir des bilans

Interprétation :

- Le ratio de liquidité relative est supérieur à 1 pendant l'année 2013 et 2014, ce qui permet à l'entreprise de faire face à ses obligations immédiates sans procéder à la vente de ses stocks. Contrairement à l'année 2015 où ce dernier était inférieur à 1.

⁴

Ratio de liquidité relative

❖ Ratio de liquidité immédiate :

Ce ratio permet de calculer la capacité d'une entreprise à rembourser ses dettes à court terme, et donc de mesurer sa solvabilité immédiate.

$$\text{Ratio de liquidité immédiate} = \frac{VD}{DCT} > 1$$

Tableau N° 30 : Calcul du ratio de liquidité immédiate

Désignation	2013	2014	2015
VD (1)	238 020 775,25	238 138 726,61	405 633 130,07
DCT (2)	1 172 680 976,26	1 531 668 958,61	2 560 876 084,61
RLI ⁵ = (1) / (2)	0,20	0,16	0,16

Source : établi par nous-mêmes à partir des bilans

Interprétation :

- Les résultats obtenus par ce ratio ne répondent pas à la norme (ils sont inférieurs à 1) , ce qui veut dire l'entreprise ne peut pas faire face à ses dettes à court terme (DCT) dans l'immédiat avec ses disponibilités (VD).

⁵ Ratio de liquidité immédiate

1-4-7 Ratios de rentabilité :

Tableau N° 31 : Calcul des ratios de rentabilité

Ratio	Formule	2013	2014	2015
Rentabilité financière	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Capitaux propres}} \times 100$	0,26	-1,97	-7,38
Rentabilité économique	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Total actif}} \times 100$	0,22	-1,62	-5,41
Rentabilité Commerciale	$\frac{\text{Résultat net}}{\text{Chiffre d'affaires}} \times 100$	0,61	-5,26	-16,92

Source : établi par nous-mêmes à partir du TCR 2013, 2014, 2015

Interprétation :

- D'après le calcul des ratios de rentabilité, nous constatons que l'entreprise est rentable durant l'année 2013 grâce au résultat d'exploitation et au résultat net positif qu'elle a réalisé.
- Par contre en 2014 et 2015 les ratios de rentabilité obtenus sont négatifs, ce qui signifie que l'entreprise n'est pas rentable durant cette période à cause de ses résultats négatifs.

Nous venons de voir et examiner dans cette section les éléments nécessaires des documents de base qui permettent d'étudier la situation financière de l'entreprise ainsi que son équilibre financier.

Section 2 : Analyse des résultats de l'ENIEM

Dans cette seconde section nous allons procéder à l'analyse de l'exploitation et des différents résultats de l'ENIEM par le biais des indicateurs de soldes intermédiaires de gestion qui permettent d'apprécier la performance financière de l'entreprise.

2-1 Analyse d'exploitation de l'ENIEM :

L'analyse de l'exploitation portera sur le tableau des soldes intermédiaires de gestion (TSIG) qui nous permettra d'étudier la répartition de la valeur ajoutée et la constatation du résultat et la rentabilité de l'entreprise.

2-1-1 Présentation du tableau des soldes intermédiaires de gestion (TSIG) :

Tableau N° 32 : tableau des soldes intermédiaires de gestion

Désignation	2013	2014	Evo %	2015	Evo %
Produc.vendue	5 802 380 717,74	5 000 555 284,19	-13,81	5 381 308 657,82	7,61
Produc.stockée	341 151 846,81	739 773 884,53	116,84	-288 790 988 ,80	-139,04
Produc.immobilisée	4 019 856,99	1 930 379,06	-51,98	8 313 643,89	330,67
Produc de l'exercice	6 147 552 421,54	5 742 259 547,78	-6,59	5 100 831 312,91	-11,17
Production	6 147 552 421,54	5 742 259 547,78	-6,59	5 100 831 312,91	11,17
Consommation de l'exercice	4 194 320 235,13	3 855 567 395,84	-8.08	3 902 041 486,40	1,21
Valeur ajoutée (VA)	1 953 232 186,41	1 886 692 151,94	-3,39	1 198 789 826,51	-36,46
Sub. D'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges de personnel	1 584 579 284,29	1 656 834 450,53	4,56	1 488 238 339,33	-10,18
Impôts, taxes	101 689 288,36	77 602 200,79	-23,69	90 310 243,16	16,38
EBE/IBE	266 963 613,76	152 255 500,62	-42,97	-379 758 755,98	-349,42
Dot aux amortissements	272 860 382,85	390 123 035,86	42,98	700 093 329,28	79,45
Rep d'amortissements	362 848 153,22	304 281 561,88	-16,14	285 551 044,24	-6,16
Autres produits	109 078 506,59	67 046 293,43	-38,53	69 169 979,62	3,17
Autres charges	415 443 656,62	494 126 951,44	18,94	430 957 821,27	-12,78
Résultat d'exploitation (REX)	50 586 234,10	-360 666 631,37	-821,97	-1 156 088 882,67	220,54

(REX)	50 586 234,10	-360 666 631,37	-821,97	-1 156 088 882,67	220,54
Produits financiers	21 389 116,09	34 130 064,48	59,57	67 754 834,93	98,52
Charges financières	41 536 193,68	49 217 905,09	18,49	123 964 554,75	151,87
Résultat avant impôts	30 439 156,51	-375 754 471,98	-1334,4	-1 212 298 602,49	222,63
Impôts différés	-5 383 016,67	-112 558 977,82	1991	-301 816 560,09	168,14
Résultat courant	35 822 173,18	-263 195 494,16	-834,73	-910 482 042,40	245,93
Résultat exceptionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Particip des salariés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
IBS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultat de l'exercice	35 822 173,18	-263 195 494,16	-834,73	-910 482 042,40	245,93

Source : établi par nous mêmes à partir du tableau compte de résultats TCR

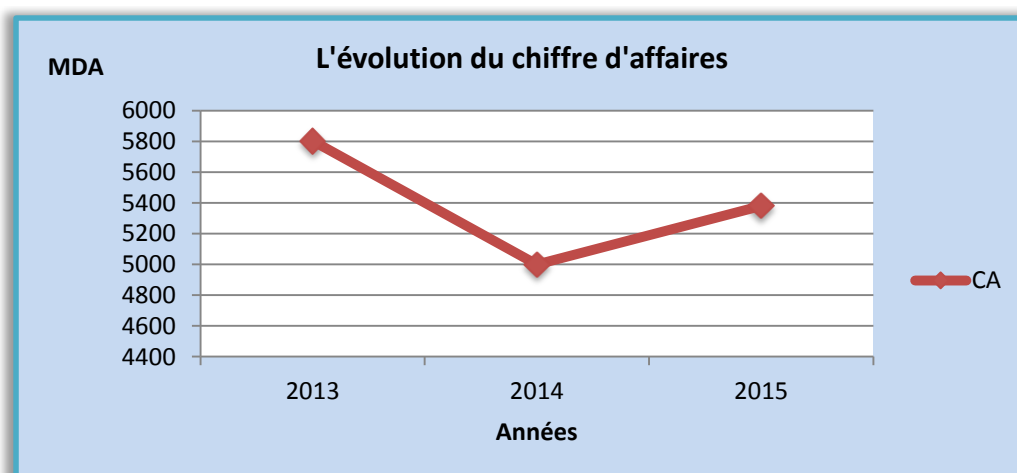
2-1-2 Analyse du tableau des soldes intermédiaires de gestion (TSIG):

Le TSIG nous permet de comprendre la construction du résultat en mettant en valeur les différents ratios d'exploitation. il permet également d'analyser les variations par rapport aux exercices précédents et la comparaison des statistiques de l'activité.

- **Le chiffre d'affaires (CA):**

Afin de mieux comprendre l'évolution du chiffre d'affaires, nous nous sommes appuyés sur la représentation graphique ci-dessous.

Graphe N° 04 : représentation graphique de l'évolution du CA

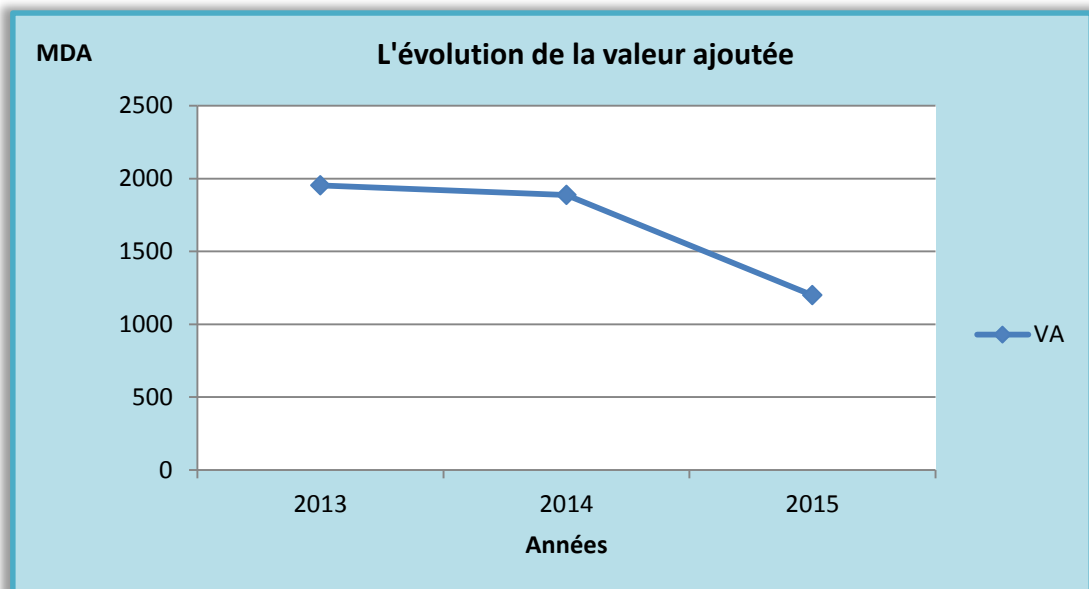


Source : établi par nous mêmes à partir du TCR

Interprétation :

- D'après la représentation graphique et les informations du TSIG, nous constatons que le CA a diminué de -13% en 2014 par rapport à 2013. Puis il a augmenté de 7 % en 2015. Cette augmentation confirme la croissance enregistrée au cours de cette année, ainsi que l'augmentation des ventes des différents produits.
- La valeur ajoutée (VA) :

Graphes N° 05 : Représentation graphique de l'évolution de la (VA)



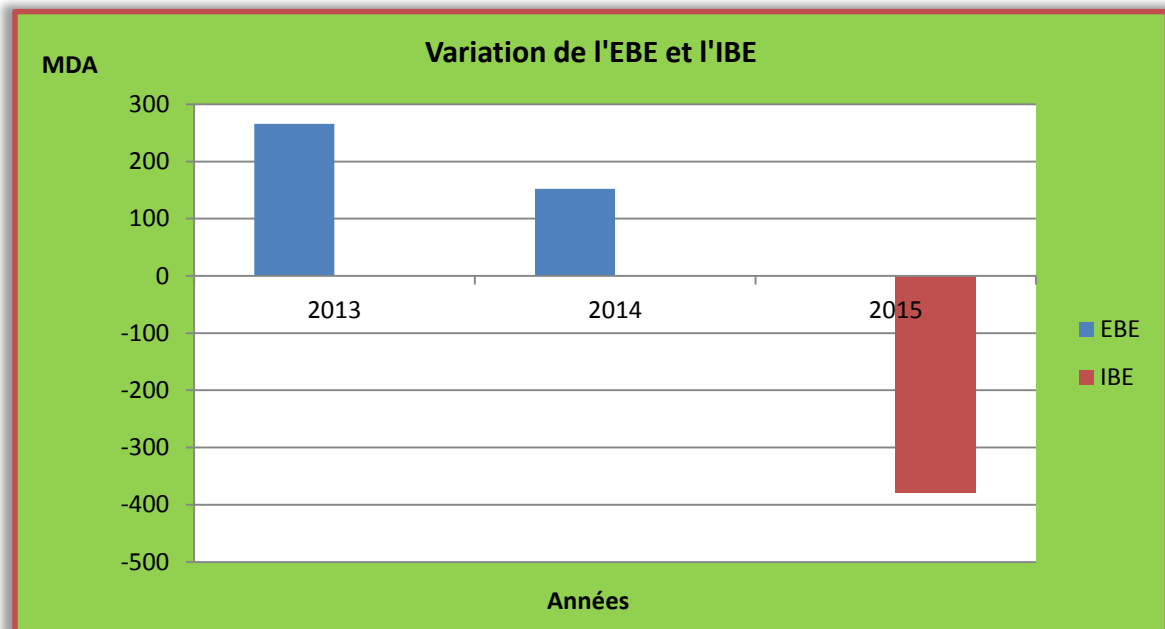
Source : établi par nous mêmes à partir du TCR

Interprétation :

La valeur ajoutée créée par l'entreprise est positive durant les trois années. Malgré la diminution remarquable de -3 % de 2013 à 2014 cela n'empêche qu'elle a pu couvrir la totalité des frais de personnel ainsi que les impôts et taxes, ce qui a donné lieu à un excédent brut d'exploitation (EBE) pendant cette période. Contrairement à l'année 2015 où la diminution de la VA était beaucoup plus importante (-36%) ce qui ne lui a pas permis de couvrir la totalité de ses charges. Ce qui a conduit à réaliser une insuffisance brute d'exploitation (IBE).

- L'excédent brut d'exploitation (EBE) et l'insuffisance brute d'exploitation (IBE):

Graph N° 06 : Représentation graphique de l'EBE et l'IBE :



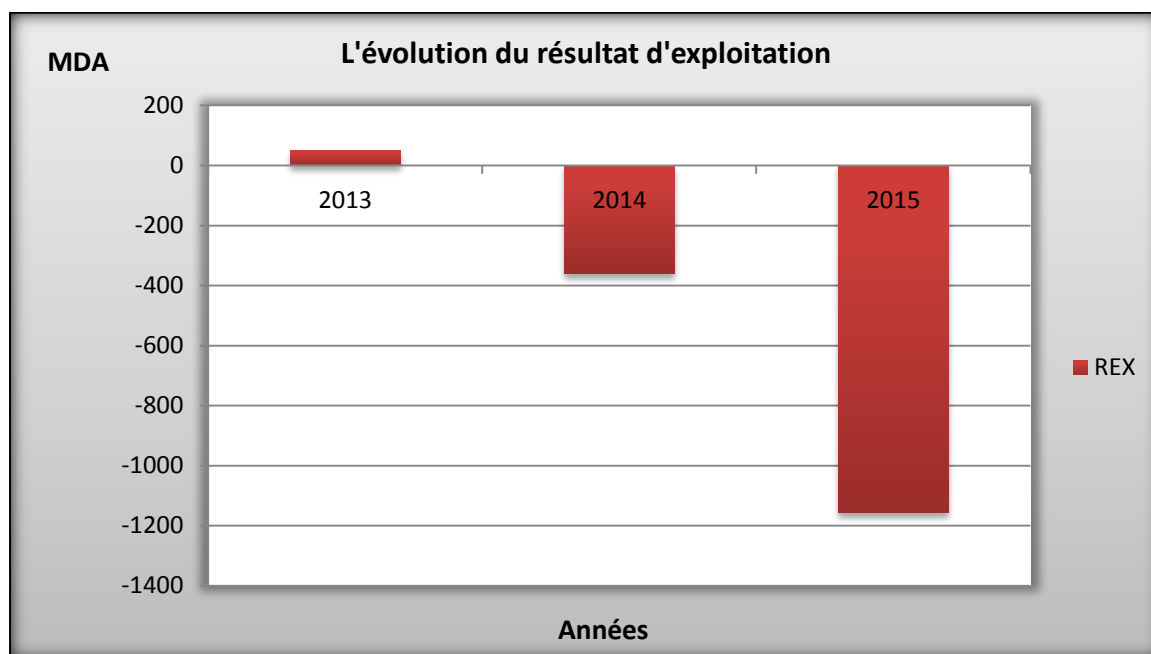
Source : établi par nous mêmes à partir du TCR

Interprétation :

- L'excédent brut d'exploitation affiche une baisse de 114 MDA (-42%) en 2014 par rapport à 2013, cette variation s'explique principalement par la diminution de la valeur ajoutée de 67 MDA (-3%) et l'augmentation des charges du personnel de 72 MDA (+4,5%), c'est aussi le cas de l'année 2015 qui a dégagée une insuffisance brute d'exploitation (IBE) de 531 MDA (-349%), ce qui signifie que l'entreprise n'arrive pas à couvrir les frais divers et les dotations aux amortissements durant l'année 2015. Cela veut dire que l'ENIEM n'assure pas vraiment sa performance économique.

- **Le Résultat d'exploitation (REX) :**

Graph N° 07: Représentation graphique de l'évolution du (REX)



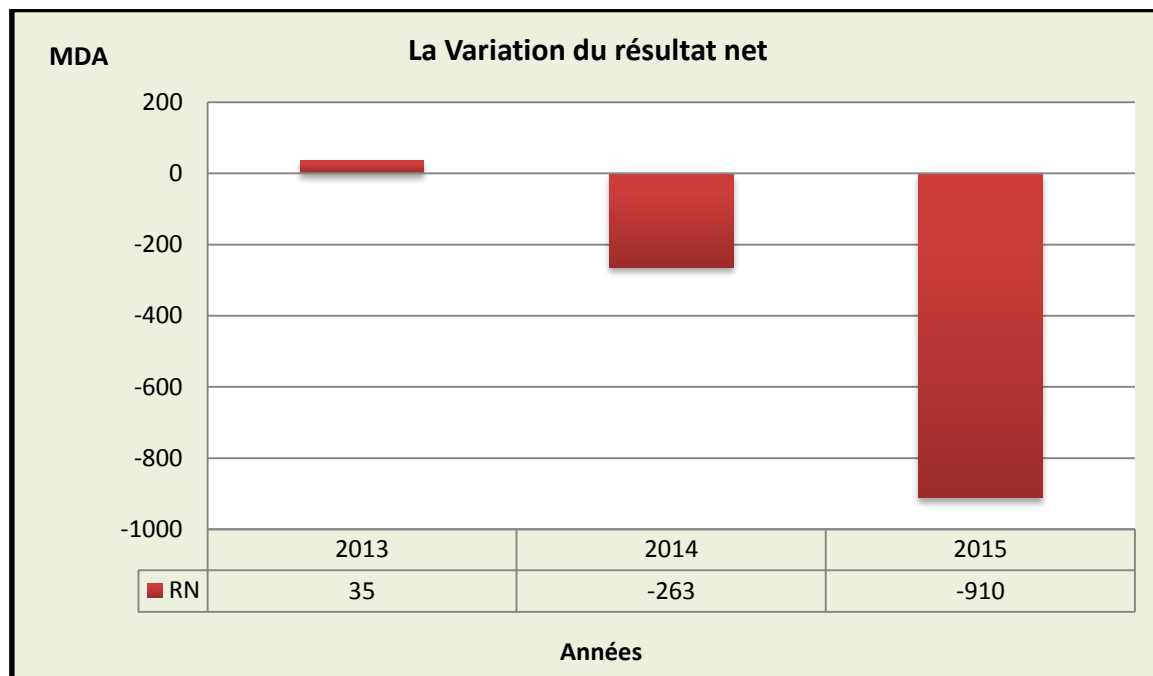
Source : établi par nous mêmes à partir du TSIG

Interprétation :

- Nous remarquons que le résultat d'exploitation a marqué une forte diminution de 2013 à 2014 qui est de 411 MDA (-821%) et plus de 1500 MDA (220%) de 2014 par rapport à 2015. Cela est dû à l'augmentation des divers charges et la diminution des produits.

- **Le Résultat net (RN) :**

Graph N° 08 : Représentation graphique de la variation du RN.



Source : établi par nous mêmes à partir du TSIG

Interprétation :

- Nous remarquons que le résultat net de l'exercice est positif de 35 MDA en 2013. Ce dernier a subi une baisse importante qui est de 298 MDA (-834%) en 2014. Ce résultat a encore chuté en 2015 de 1173 MDA (245%).

Dans cette section nous avons analysé le tableau des soldes intermédiaires de gestion par ses différents indicateurs. Nous avons aussi calculé et interprété les résultats de l'entreprise qui ont pour vocation de permettre d'avoir un jugement sur la rentabilité et la stabilité de l'entreprise.

Section 03 : Appréciation de la performance financière de l'ENIEM

La performance financière d'une entreprise peut être appréciée en analysant certains indicateurs financiers liés à son activité et à sa structure financière telle que la rentabilité, le chiffre d'affaires, le fonds de roulement etc. ...

Dans cette dernière section nous allons tenter d'apprécier la performance financière de l'ENIEM à travers les résultats et les différents indicateurs financiers qu'on a déjà calculé dans les sections précédentes.

3-1 Analyse et interprétation de l'activité des exercices 2014,2015 de l'ENIEM :

3-1-1 Analyse de l'activité industrielle et commerciale de l'exercice 2014 :

L'activité de l'exercice 2014 a été réalisé dans un contexte contraignant qui a influé négativement sur l'activité industrielle et commerciale. Ainsi, que sur la rentabilité de l'entreprise d'une manière globale.

Le bilan de 2014, analysé à travers les différents paramètres, donne des résultats plutôt acceptables au regard surtout des contraintes environnementales liées à l'évolution du secteur de l'électroménager, à savoir un marché innovant et actif auxquelles l'ENIEM est tenue de s'adapter pour assurer sa pérennité.

Si, en interne, la stabilité du climat social a contribué à l'amélioration du cadre du travail, les départs en retraite massifs, enregistrés en 2014, ont perturbé le cycle de production et conduit l'entreprise à réaménager le programme de production (en priorisant la fabrication de produit à fort potentiel commercial) et à recouvrir au redéploiement des effectifs existants pour optimiser, au mieux, les ressources disponibles. C'est ainsi que la production de l'exercice à atteint globalement **85%** des objectifs.

Quant à l'activité commerciale, le chiffre d'affaires est réalisé à **76 %** de l'objectif. Il est en baisse de **14% (Ou -889 MDA)** par rapport à son niveau de 2013.

Cette situation s'explique essentiellement par le recul de la demande sur les climatiseurs et les réfrigérateurs GM (le 350 S et 320 L). En plus du recul des ventes, la trésorerie à été fortement grevé par des décaissements importants, liés aux indemnités de départs en retraite

pour un montant de **513 MDA** et de **202 MDA** comme effet direct de l'augmentation salariale (soit un total de 715 MDA pour un seul exercice 2014).

Cet état de fait a déséquilibré la trésorerie de l'entreprise qui, pour faire face à des besoins en fonds de roulement sans cesse en augmentation, la rend dépendante de sa banque. Les besoins en financement de l'exploitation ont nécessité la mobilisation de **2.706 MDA** d'emprunts bancaires.

La dévaluation de la monnaie Nationale n'est pas en reste dès lors que les engagements à l'importation, l'entreprise a subi une perte de change de **19 MDA** sur les opérations effectuées dans la zone dollar.

Pour contrer la concurrence et gagner de nouvelles parts de marché, il y lieu de rappeler la mise en œuvre d'un plan de développement qui s'articule essentiellement autour de :

- La mise à niveau des équipements et la modernisation des produits froid (notamment les réfrigérateurs 350 S, 300 D, FB1, FB2).
- La reconversion de l'installation de l'émaillage pour l'unité cuisson.

Le climat social, peut être qualifié de bon. Il y a lieu de noter toutefois que l'entreprise a procédé à une augmentation de salaire **3.800 DA** par travailleur. Cette augmentation salariale a généré une hausse des frais de personnel de l'ordre de **202 MDA** sans compter l'effet direct sur les primes de départs qui ont augmenté en conséquence. Ceci a contribué fondamentalement au déséquilibre du résultat de l'exercice 2014.

3-1-2 Analyse de l'activité industrielle et commerciale de l'exercice 2015 :

L'activité de l'exercice 2015 a été menée dans un contexte marqué par la mise en œuvre du plan de développement de l'entreprise, notamment dans ses volets mise à niveau des équipements et modernisation des réfrigérateurs et cuisinières. A ce contexte, s'ajoutent des contraintes, telle que la dévaluation de la monnaie Nationale, les départs en retraite engendrent des situations de sous effectifs conjecturelles, et une concurrence rude sur le marché de l'électroménager. Ainsi, ces contraintes ont fortement impacté le fonctionnement de l'activité de l'entreprise au double plan :

- De la trésorerie d'abord, avec une dévaluation de la monnaie Nationale de **23%** par rapport au dollar US.

- De la production en suite perturbée par le fait de départs massifs en retraite.

Malgré ces contraintes, la production de l'exercice 2015 a atteint **81%** des objectifs, et le programme réalisé et orienté prioritairement vers les produits demandés sur le marché. Mais cette réalisation est néanmoins en baisse de **168 MDA (Ou -3%)** par rapport à celle de l'exercice 2014, Et se justifie surtout par les quatre mois d'arrêt de production de l'unité cuisson (Période nécessaire à la mise en place des nouveaux équipements de l'émaillage), et qui a engendré une sous activité valorisée à **228 MDA** par rapport au niveau de production atteint en 2014.

En ce qui concerne l'activité commerciale, le chiffre d'affaires réalisé a atteint un taux de **80%** en nette amélioration de **380 MDA (Ou +8%)** par rapport à l'exercice 2014. Malgré cette relative amélioration de l'activité commerciale, la trésorerie demeure toujours fortement affectée par des décaissements importants aggravés par un glissement conséquent du dinar. Ainsi pour le compte de l'exercice 2015, l'entreprise a enregistré : **425 MDA** de dépenses au titre d'indemnités de départs en retraite, et **440 MDA** de surcoûts d'approvisionnements induit par cette dévaluation.

Cet état de fait a déséquilibré la trésorerie de l'entreprise qui, pour faire face à des besoins en fonds de roulement toujours en augmentation la rend dépendante de sa banque. Les besoins en financement de l'exploitation ont nécessité la mobilisation de **3.307 MDA** d'emprunts bancaires en augmentation de **852 MDA** par rapport à l'exercice 2014.

Ces emprunts bancaires sont générateurs de frais financiers qui, couplés au renchérissement des coûts de la matière première, fragilisent la rentabilité et la performance de l'entreprise. De même pour l'exercice 2015, les frais financiers dus sur emprunts se sont élevés à **124 MDA** contre **49 MDA** en 2014, et les coûts de matières consommées ont augmenté de **290 MDA** sous l'effet de la dévaluation.

Nous tenons toutefois à souligner que l'exercice 2015 consacre l'année de lancement des projets de modernisation par la mise en œuvre de ces projets , et les contraintes imposées par l'environnement externe expliquent la faiblesse des résultats, à travers une valeur ajoutée de **1.199 MDA**, un EBE négatif de **-380 MDA**, et un résultat de l'exercice déficitaire de **-910 MDA**.

Après avoir analysé l'activité de l'ENIEM et les différents indicateurs financiers nous avons déduit qu'elle a atteint environ **80%** de ses objectifs avec la minimisation des moyens mis en œuvre, ainsi que l'équilibre financier à long et moyen terme qu'elle a réalisé durant cette période. Pourtant, les résultats des exercices 2014,2015 qu'elle a obtenue sont déficitaires et qui sont justifié principalement par le lancement des nouveaux projets d'amélioration de produits froid (Réfrigérateurs haut de gamme 350 S, 300 D, FB1, FB2) et la modernisation de l'unité cuisson afin d'assurer sa part de marché et gardé sa pérennité.

Ces changements ont permis à l'entreprise un nouveau lancement et une augmentation des ventes. D'ailleurs, cette dernière a réalisé un résultat positif au premier semestre de cette année 2017.

3-2 Recommandations relatives à l'amélioration de la performance financière :

Dans une entreprise où les conditions changent continuellement, gérer la performance consiste à s'assurer que tous les intervenants font les bonnes choses, de la bonne façon, rapidement, au bon moment, et aux moindres coûts afin de produire de bons résultats répondant aux objectifs de l'organisation et aux besoins et attentes des clients.

Ces recommandations sont spécifiques aux résultats déficitaires constatés après évaluation. En effet la situation financière de l'ENIEM reste marquée par des déséquilibres entre les besoins de financement à court et moyen terme et les ressources financières disponibles. Pour remédier à cela nous proposons les solutions suivantes :

- Améliorer l'information financière ;
- Notion du traitement préventif ou un système d'alerte permettant la détection précoce des différentes potentielles. Et la mise en œuvre des mesures de redressement ;
- La réduction des charges de l'entreprise par une gestion rationnelle des achats et de frais de personnel ;
- Augmentation du capital de l'entreprise en faisant appel à des fonds privés et de nouveaux associés ;
- Une meilleure gestion de l'information qui ouvre un accès rapide, général et synthétique aux données de l'entreprise. Les applications logicielles facilitent le suivi de l'activité, à tout instant et offrent, en temps réel une vue sur des indicateurs de performance comme : Les ventes, les dépenses, les clients, la production, l'évolution des parts de marché ;

- Le contrôle des produits et l'amélioration de leur qualité qui est un impact direct sur la satisfaction et la fidélisation des clients ;
- Le maintien de sa position concurrentielle sur le marché national en améliorant la qualité de ses produits et en s'adaptant à l'évolution du marché.

Cette dernière section nous a permis d'identifier les différentes contraintes liées à l'activité et l'évolution de la performance de l'entreprise et les précautions élaborées par l'ENIEM afin de résister à ces difficultés de développement, ainsi que l'appréciation de sa performance grâce aux critères, indicateurs financiers, et les informations fournies par le chef de service comptable et financier de l'ENIEM.

Conclusion :

Ce dernier chapitre a eu pour objectif d'évaluer la valeur de l'entreprise et d'apprécier sa performance financière au regard des éléments objectifs déterminés à partir des données financières.

En effet, nous avons mis en application les enseignements tirés du cadre théorique et les informations et les documents fournis par les dirigeants de l'entreprise à travers l'analyse de l'activité, la structure financière, et l'évaluation de la performance de l'entreprise.

Cependant, nous avons constaté que la règle de l'équilibre financier de l'entreprise est respectée, et les objectifs fixés ont été réalisés à environ 80% malgré les contraintes imposées par l'environnement interne et externe.

Conclusion générale

Conclusion générale :

L'objet ultime de toute entité économique est la réalisation du profit. Pour atteindre cet objectif, l'entreprise ne doit pas seulement disposer des ressources humaines qualifiées mais aussi les moyens financiers suffisants pour assurer sa performance.

Tout d'abord, nous avons pris connaissance de l'entreprise, ce qui a permis d'effectuer une présentation des informations identifiant l'ENIEM, composées de son mode d'organisation, ses objectifs, et ses outils de contrôle. Ensuite nous avons tenté d'effectuer une analyse de la structure bilancielle (2013, 2014, 2015), et d'identifier les méthodes de calculs des différents indicateurs financiers à son niveau.

A travers notre recherche et l'évaluation de la performance financière de l'ENIEM, nous avons relevé que la performance est un concept polysémique, qui est différemment appréhendé selon les auteurs et les angles de vue.

Nous avons aussi souligné que l'examen des informations comptables et financières est un ensemble de méthodes et d'instruments qui permettent de formuler une appréciation relative à la situation financière de l'entreprise et la prise des décisions.

L'information financière reflétant la performance d'une entreprise est présentée selon les systèmes de comptabilité et de l'analyse financière en utilisant les différentes méthodes dont l'examen des états financiers et le calcul des ratios qui nous ont permis d'établir une analyse sur la structure financière de l'entreprise.

Sur la base des informations comptables et financière fournies par l'ENIEM à propos de ses comptes pour les exercices successifs 2013, 2014, 2015, nous avons déduit, après analyse des tableaux comptes résultats (**TCR**), des bilans financiers condensés, et de la solvabilité que :

- Le calcul des ratios de solvabilité fait ressortir que l'ENIEM est en situation de solvabilité durant toute la période, c'est à dire qu'elle est capable de faire face à ses dettes par le total de ses actifs ;

Conclusion générale

- L'entreprise a réalisé son autonomie financière grâce à l'importance des capitaux propres qu'elle détient qui sont en mesure de couvrir ses dettes financières, notamment les emprunts bancaires. Ce qui signifie qu'elle est indépendante des financements extérieurs ;
- Elle gère convenablement ses liquidités, étant donné que le ratio de liquidité générale obtenu durant les trois exercices est supérieur à 1. Ce qui signifie que l'entreprise est capable d'honorer ses obligations à court terme (**DCT**) grâce à ses actifs circulants.

L'ENIEM a réalisé également un équilibre financier à long terme du fait que ses fonds de roulements nets (**FRN**) et ses fonds de roulement propres (**FRP**) sont positifs, et les (**DLMT**) qui ne représentent pas de valeurs importantes. Ce qui permet de dire qu'elle arrive à financer ses immobilisations grâce aux fonds propres qu'elle détient.

Contrairement à l'équilibre financier à court terme qui n'a pas été réalisé par l'entreprise, d'après les résultats obtenus par le calcul du besoin en fonds de roulement (**BFR**) qui a été positif pendant les trois exercices 2013, 2014, 2015. C'est à dire que les emplois d'exploitation sont supérieurs aux ressources d'exploitation. En d'autres termes les dettes à court terme (**DCT**) n'arrive pas à financer les valeurs d'exploitation (**VE**) et les valeurs réalisables (**VR**).

Nous n'avons constaté par ailleurs que la valeur ajoutée (**VA**) créée par l'entreprise a connue une dégradation remarquable (**1 953 MDA** en 2013, **1 886 MDA** en 2014, et **1 198 MDA** en 2015), ce qui ne lui a pas permis de couvrir la totalité des frais de personnel et des impôts et taxes de l'exercice 2015 ce qui a donné lieu à une insuffisance brute d'exploitation (**IBE**).

D'une manière générale, la description financière de l'entreprise permet de calculer de façon normale les différents ratios. Il ressort des résultats après évaluation que la plupart des ratios calculés ont subi une décroissance remarquable durant les trois exercices (2013, 2014, 2015), c'est le cas des ratios de liquidité, de solvabilité, d'endettement, et de la capacité d'autofinancement (**CAF**).

Conclusion générale

En parlant de rentabilité financière, économique, et commerciale, l'entreprise est rentable durant l'exercice 2013 grâce au résultat d'exploitation et résultat net positif qu'elle a réalisé. Contrairement à la période (2014, 2015) où elle n'était pas rentable à cause de ses résultats défavorables, justifié principalement par l'augmentation des charges, notamment les frais de personnel engendrer par le départ massif des retraités, ainsi que le lancement de son nouveau projet d'amélioration des produits et la modernisation de ses unités de production.

Malgré ces contraintes, l'entreprise a réalisé son équilibre financier à long terme, ce qui nous permet d'affirmer notre première hypothèse.

En s'en rapportant à d'autres recherches, nous avons déduit que l'environnement économique de l'entreprise est incertain et que cette dernière est incapable de faire évoluer ses structures et ses composants, ce qui la mise en situation de difficulté.

Cette difficulté se résume sur, le plan financier par :

- Les valeurs importantes des stocks engendrés par la baisse des ventes de produits finis ;
- l'excès des approvisionnements en matière première ;
- l'augmentation des frais financiers (découverts bancaires).

Sur le plan commercial, par :

- Une concurrence rude qui a causé la baisse de ses parts de marché.
- augmentation des coûts. ;
- la baisse du volume de l'activité commerciale qui a provoqué une diminution au niveau des ventes.

Après cette période de détérioration et de difficulté, les dirigeants de l'ENIEM ont décidé de mener un diagnostic interne et de mettre en place un plan stratégique de redressement qui porte sur la situation actuelle de l'entreprise, les résultats du diagnostic interne, ainsi que les mesures retenues en vue de redresser la situation de l'entreprise et garantir sa pérennité.

Conclusion générale

Cependant, ce plan de redressement qui couvre l'ensemble des fonctions de l'entreprise, reste tout de même conditionner par l'intervention des pouvoirs publics pour l'effacement total des découverts bancaires, la régulation du marché national des produits électroménagers, et de se séparer des filiales et des activités non rentable.

Il comprend également des mesures internes qui consistent en :

- La rationalisation de la gestion des stocks ;
- la réduction des coûts des matières ;
- l'amélioration de la qualité des produits ;
- la modernisation des produits de forte valeur ajoutée (réfrigérateurs) ;
- le Développement et la diversification de la gamme de produits pour gagner de nouvelles parts de marché ;
- réduire les délais de recouvrement des créances ;
- rationaliser les effectifs ;
- la réduction des frais de personnel ;
- lancement de nouveau programme de formation.

Nous concluons que l'appréciation de la performance de l'entreprise qui est déterminée par un suivi régulier des indicateurs financiers reste mitigée.

Enfin, toute entreprise voulant rester compétitive et efficace par rapport à l'environnement doit pouvoir améliorer sa performance, et faire face à la concurrence en augmentant son chiffre d'affaires et en améliorant la qualité de ses produits qui est en relation directe avec la satisfaction et la fidélisation des clients afin d'assurer sa part de marché et gardé sa pérennité.

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages:

- 1- ALFONSI, Gerard et PAUL, Grandjean , « pratique de gestion et analyse financière », Paris, éd° d'organisation, 1984, 848 P.
- 2- BENAIBOUCHE, Mohand Cid, « La comptabilité générale aux normes du SCF », 3 édition, Alger, 2013, 283 P.
- 3- BENISSAD, Hocine, « restructuration et réformes économiques (1980-1993) », éditions OPU, Algérie, 1994, 224 P.
- 4- BOUQUIN, Henri, « le contrôle de gestion », 8e Edition, presse universitaire de France, Paris, 2008, 526 P.
- 5- BRUNO, Bachy et Sion, MICHEL, « Analyse financière des comptes consolidés normes IFRS » , 2° ed, Dunod, 2009, 270 P.
- 6- COHEN, Elie, « analyse financière », 5° édition Economica, Paris, 2004, 608 P.
- 7- CLAUDE-ANNIE, Duplat , « Analyser et maîtriser la situation financière de son entreprise », Vuibert, 2004, 186 P.
- 8- CORHAY, Albert et Mapapa; MBANGALA, « Fondements de Gestion financière », les éditions de l'université de Liège, Belgique, 2007, 314 P.
- 9- DEFFAINS, Crapsky , « comptabilité générale », 5e édition, Bréal, 2009, 224 P.
- 10- FRANCK, Nicolas, « Finance pour non-financier », Dunod , 100% pratique d'entreprise , 2012, 250 P.
- 11- GINGLINGER, Edith, « Gestion financière de l'entreprise », Edition Dalloz, Paris, 1991, 153 P.
- 12- HOAREAU, Christian, « Maitriser le diagnostic financier », 3e édition, Revue fiduciaire, 2008, 214 P.
- 13- HUBERT, de la Bruserie, « analyse financière », 4^{ème} édition, Dunod, Paris, 2010, 528 P.
- 14- KALIKA, Michel, « structure de l'entreprise, réalités, déterminants et performances », édition Economica, Paris, 1988, 428 P.
- 15- MALO, Jean-Louis et Jean CHARLES, « l'essentiel du contrôle de gestion », éd d'organisation, Paris, 1998, 308 P.
- 16- MARMUSE, Christian, « politique générale : Langage, Intelligence, Modèles et choix stratégiques », 2° éd, Economica, 1996, 646 P.
- 17- MASSIERA, Alain, « finance d'entreprise et finance de marché en zone franc », Harmattan, Paris, 2001, 431 P.
- 18- PINTO, Paul, « La performance durable », Dunod, Paris, 2003, 152 P.
- 19- SELMER, Caroline, « construire et défendre son budget : outils comportements », Dunod, Paris, 2003, 253 P.
- 20- THIBAUT, Jean Pierre, « analyse financière de la P.M.E ». Edition les liaisons, 1994, 127 P.

- 21- VIZZAVONA, Patrice, « Gestion financière et marchés financiers », 10^e édition, ATOL, 1996, 944 P.
- 22- VOYER, Pierre, « tableau de bord de gestion et indicateurs de performance », 2^e édition, Presse de l'université du Québec, Québec, 1999, 446 P
- 23- WILLIAM Deming Edwards, « hors de la crise », 3^e édition Economica paris, 2002, 350 P.

Revue :

- 1- BOURGUIGNON, Annick, « Peut-on définir la performance », revue française de comptabilité, (269), 1995, P.62-66.
- 2- KHOURY, Paul, « la maîtrise des Etats financiers », syscoa , Dakar, (462), 1999, P 174- 175.
- 3- LEBAS, Michel, « Oui, il faut définir la performance », revue française de comptabilité (269), 1995, P 66-71.
- 4- SAHUT Jean Michel, JS Lantz , « La création de valeur et performance financière dans les telecoms », La revue du financier, 2003, P 28.

Sites internet :

- 1- <http://www.compta-facile.com/annexe-comptable/> ==> 28.05.2017
- 2- www.crefige.dauphine.fr/cahiers/per-berland.pdf ==> 31.05.2017
- 3- <https://www.compta-facile.com/besoin-en-fond-de-roulement-bfr/> ==> 09.07.2017
- 4- <https://comptabilite.ooreka.fr/astuce/voir/629457/ratio-d-autonomie-financiere> ==> 09.07.2017
- 5- <https://comptabilite.savoir.fr/bilan-financier/> ==> 31.07.2017
- 6- <http://www.journaldunet.com/business/pratique/dictionnaire-economique-et-financier/15124/ratio-definition.html> ==> 07.08.2017
- 7- <https://www.petite-entreprise.net/P-3178-88-G1-definition-de-l-autofinancement.html> ==> 09-08-2017
- 8- <http://www.maxicours.com/soutien-scolaire/comptabilite-et-finance-des-entreprises/terminale-stg/214572.html> ==> 15.08.2017

Dictionnaire :

- BOISLNADELLE (H.M) : « dictionnaire de gestion, vocabulaire, concepts et outils », Ed Economica, Paris, 1998, P 517.

Norme :

- Norme ISO 9000 :2005 F, Système de management de la qualité - Principes essentiels et vocabulaire, AFNOR, France, P 30

Liste des tableaux

Liste des tableaux

Tableau N° 01 : Bilan comptable	21
Tableau N° 02 : TCR	23
Tableau N° 03 : Eléments de calcul de la valeur ajoutée (VA)	35
Tableau N° 04 : Ratios de structure financière	37
Tableau N° 05 : Ratios de liquidité	38
Tableau N° 06 : Ratios de rentabilité	39
Tableau N° 07 : La composition du personnel de l'ENIEM	58
Tableau N° 08 : Les différents produits de l'ENIEM par unité	60
Tableau N° 09 : L'estimation approximative de la taille du marché domestique par famille de produits	66
Tableau N° 10 : Les emplois des bilans financiers 2013, 2014, 2015	69
Tableau N° 11 : Les ressources des bilans financiers 2013, 2014, 2015	70
Tableau N° 12 : Bilan financier condensé au 31.12.2013	70
Tableau N° 13 : Bilan financier condensé au 31.12.2014	71
Tableau N° 14 : Bilan financier condensé au 31.12.2015	71
Tableau N° 15 : Calcul du fonds de roulement par le haut du bilan	75
Tableau N° 16 : Calcul du fonds de roulement par le bas du bilan	75
Tableau N° 17 : Calcul du fonds de roulement propres (FRP)	76
Tableau N° 18 : Calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)	77
Tableau N° 19 : Calcul de la trésorerie nette (TN)	78
Tableau N° 20 : Calcul de la trésorerie nette (TN)	78
Tableau N° 21 : Calcul du ratio d'autonomie financière	80

Tableau N° 22 : Calcul du ratio d'autonomie financière	80
Tableau N° 23 : Calcul du ratio de solvabilité	81
Tableau N° 24 : Calcul de la CAF par la méthode additive	82
Tableau N° 25 : Calcul de la CAF par la méthode soustractive	83
Tableau N° 26 : Calcul de l'autofinancement	84
Tableau N° 27 : Calcul de l'endettement	84
Tableau N° 28 : Calcul du ratio de liquidité générale	85
Tableau N° 29 : Calcul du ratio de liquidité relative	86
Tableau N° 30 : Calcul du ratio de liquidité immédiate	87
Tableau N° 31 : Calcul de rentabilité	88
Tableau N° 32 : Tableau des soldes intermédiaires de gestion	89

Liste des graphes et figures

Liste des graphes et figures

Graphe N° 01 : Composition du personnel de l'ENIEM	55
Graphe N° 02 : Représentation graphique des emplois des bilans condensé	67
Graphe N° 03 : Représentation graphique des ressources des bilans condensé	68
Graphe N° 04 : Représentation graphique de l'évolution du chiffre d'affaires	85
Graphe N° 05 : Représentation graphique de la valeur ajoutée	86
Graphe N° 06 : Représentation graphique de l'EBE et l'IBE	87
Graphe N° 07 : Représentation graphique de l'évolution du (REX)	88
Graphe N° 08 : Représentation graphique de la variation du (RN)	89
Figure N° 01 : Problématique générale de la performance	10
Figure N° 02 : Les quatre piliers de la performance	11
Figure N° 03 : Bilan financier en grande masses	27
Figure N° 04 : Organigramme de l'ENIEM	53

Annexes

2013

ENIEM SOCIETE MERE						
BILAN						
Exercice clos le 31/12/2013						
ACTIF						
N° DE CPT	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2013	Montant Net au 31/12/2012
	ACTIF NON COURANT					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	13 563 505,17	3 510 341,00	971 262,94
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 091 654,45	3 064 575,00	525 496,94
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 352 651 851,53	11 170 627 328,74	8 182 024 522,79	8 282 288 610,85
211	Terrains		5 291 900 857,00		5 291 900 857,00	5 291 900 857,00
212	Agencements et aménagements de terrain		34 819 579,59	28 608 279,73	6 211 299,86	8 329 519,07
213	Batiments		7 705 834 263,58	5 026 836 822,36	2 678 997 441,22	2 879 874 853,23
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6 079 239 309,11	5 891 211 438,62	188 027 870,49	84 301 599,67
218	Autres immobilisations corporelles		240 857 842,25	223 970 788,03	16 887 054,22	17 881 781,88
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		47 470 660,60		47 470 660,60	131 636 904,46
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres Immobilisations financières		602 514 004,04	0,00	602 514 004,04	415 441 768,16
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		602 514 004,04	0,00	602 514 004,04	415 441 768,16
275	Dépôts et cautionnements versés		37 369 134,53		37 369 134,53	29 756 778,35
276	Autres créances immobilisées		565 144 869,51		565 144 869,51	385 684 989,81
133	Impôts différés actif		65 524 477,06		65 524 477,06	120 467 047,48
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 556 234 839,40	12 170 190 833,91	9 386 044 005,49	9 435 805 593,89
	ACTIF COURANT					
3	Stocks et encours		5 096 162 911,66	130 146 360,68	4 966 016 550,98	4 842 828 300,94
30	Stocks de marchandises		18 825 793,37		18 825 793,37	1 538 021,02
31	Matières premières et fournitures		1 833 179 462,37	75 233 511,59	1 757 945 950,78	1 790 817 909,79
321	Fournitures consommables		436 106 294,03	22 770 478,20	413 335 815,83	335 571 741,65
322	Matières consommables		51 158 151,42	1 644 815,93	49 513 335,49	50 677 083,78
331	Produits en cours		320 508 490,54		320 508 490,54	240 458 546,27
351	Produits intermédiaires		50 121 500,67	14 178 914,96	35 942 585,71	29 953 028,69
355	Produits finis		2 339 445 680,70	16 318 640,00	2 323 127 040,70	2 147 987 735,01
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 235 898,59		2 235 898,59	1 476 169,22
37	Stocks à l'extérieur		44 581 639,97		44 581 639,97	244 348 065,51
	Créances et emplois assimilés		2 202 740 478,44	591 867 671,78	1 610 872 806,66	1 465 939 714,08
	Créances clients		1 333 946 159,86	396 210 686,13	937 735 473,73	911 867 464,38
411	Clients		922 306 777,25		922 306 777,25	894 924 869,11
413	Clients, effets à recevoir		15 428 696,48		15 428 696,48	16 942 595,27
416	Clients douteux		396 210 686,13	396 210 686,13	0,00	
	Autres débiteurs		755 898 878,96	195 656 985,65	560 241 893,31	501 712 587,69
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		300 340 910,15	124 428 484,06	175 912 426,09	135 404 260,27
45	Groupe et associés		454 736 366,96	71 228 501,59	383 507 865,37	366 299 160,77
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		821 601,85		821 601,85	
486	Charges constatées d'avances				0,00	9 166,65
44	Impôts et assimilés		112 895 439,62	0,00	112 895 439,62	52 359 662,01
444	Etat, impôts sur les résultats		112 895 439,62		112 895 439,62	52 238 561,59
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				0,00	121 100,42
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Disponibilités et assimilés		238 020 775,25	0,00	238 020 775,25	643 719 513,66
	Placements autres actifs financiers courants		0,00	0,00	0,00	0,00
	Trésorerie		238 020 775,25	0,00	238 020 775,25	643 719 513,66
51	Banque, établissements financiers et assimilés		237 439 231,25		237 439 231,25	643 302 789,66
53	Caisse		571 544,00		571 544,00	406 724,00
54	Régies d'avances et accreditifs		10 000,00		10 000,00	10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 536 924 165,35	722 014 032,46	6 814 910 132,89	6 952 487 528,68
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 093 159 004,75	12 892 204 866,37	16 200 954 138,38	16 388 293 122,57

16 200 954 138,38 16 388 293 122,57
0,00 0,00

BILAN

Exercice clos le 31/12/2013

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
101	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		2 834 731 337,69	895 012 054,47
102	Autres fonds propres			1 939 719 283,22
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		270 150 057,49	206 544 059,70
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglementée)		270 150 057,49	206 544 059,70
105	Écart de réévaluation		141 023 109,51	143 248 155,34
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		35 822 173,18	60 696 275,56
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		107 819 603,36	96 251 302,55
110	Résultat en instance d'affectation			59 494 722,23
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		107 819 603,36	36 756 580,32
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 669 346 281,23	13 621 271 130,84
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		762 441 995,69	790 932 399,05
16	Emprunts et dettes assimilés		762 441 995,69	790 932 399,05
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		144 411 123,90	127 410 728,79
134	Impôts différés passif		144 411 123,90	127 410 728,79
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		452 073 761,30	748 374 095,97
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		423 177 160,26	717 411 315,61
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations			
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		19 506 856,12	18 952 380,12
131	Subventions d'équipement		8 755 687,13	12 010 400,24
132	Autres subventions d'investissements		634 057,79	
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 358 926 880,89	1 666 717 223,81
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		522 731 922,48	508 662 696,18
401	Fournisseurs de stocks et services		458 748 168,72	449 147 168,60
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 263 479,19	15 115 051,87
408	Fournisseurs factures non parvenues		48 071 020,83	43 751 221,97
	Impôts		219 651 448,60	23 816 581,78
444	Etat, impôts sur les résultats			
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		199 172 925,16	23 812 312,78
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		20 478 523,44	4 269,00
	Autres dettes		320 928 383,00	208 895 952,43
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		3 849 972,05	5 844 117,24
42	Personnel et comptes rattachés		124 048 796,98	35 404 106,98
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		152 191 455,06	126 662 436,05
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		26 739 690,82	23 523 269,09
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques			4 073,02
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		5 682 208,12	
46	Débiteurs divers et créiteurs divers			9 030 399,28
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		8 416 259,97	8 427 550,77
	Trésorerie passif		109 369 222,18	358 929 537,53
519	Concours bancaires courants		83 333 333,32	333 333 333,34
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26 035 888,86	25 596 204,19
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 172 680 976,26	1 100 304 767,92
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 200 954 138,38	16 388 293 122,57

16 200 954 138,38
0,00

16 388 293 122,57
0,00

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)**Période du 01/01/2013 au 31/12/2013**

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2013	Montants au 31/12/2012
70	Ventes et produits annexes		5 802 380 717,74	5 795 966 678,49
72	Variation stocks produits finis et en cours		341 151 846,81	-36 672 548,33
73	Production immobilisée		4 019 856,99	1 930 424,23
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		6 147 552 421,54	5 761 224 554,39
60	Achats consommés		3 948 383 222,41	3 774 894 947,40
	Services extérieurs et autres consommations		245 937 012,72	221 063 186,83
61	Services extérieurs		76 709 968,26	75 655 333,95
62	Autres services extérieurs		169 227 044,46	145 407 852,88
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		4 194 320 235,13	3 995 958 134,23
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 953 232 186,41	1 765 266 420,16
63	Charges de personnels		1 584 579 284,29	1 439 806 562,67
64	Impôts, taxes et versements assimilés		101 689 288,36	95 402 054,70
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		266 963 613,76	230 057 802,79
75	Autre produits opérationnels		109 078 506,59	147 182 948,42
65	Autres charges opérationnelles		415 443 656,62	230 435 480,68
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		272 860 382,85	266 167 324,40
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		362 848 153,22	187 262 734,01
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		50 586 234,10	67 900 680,14
76	Produits financiers		21 389 116,09	24 465 531,72
66	Charges financières		41 536 193,68	33 153 755,02
	VI - RESULTAT FINANCIER		-20 147 077,59	-8 688 223,30
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		30 439 156,51	59 212 456,84
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-5 383 016,67	-1 483 818,72
692	Imposition différée actif		-4 977 316,76	-1 078 118,81
693	Imposition différée passif		-405 699,91	-405 699,91
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 640 868 197,44	6 120 135 768,54
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 605 046 024,26	6 059 439 492,98
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		35 822 173,18	60 696 275,56
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		35 822 173,18	60 696 275,56
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

Annexes

2014

ENIEM SOCIETE MERE

BILAN Exercice clos le 31 / 12 / 2014

ACTIF						
N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2014	Montant Net au 31/12/2013
	<u>ACTIF NON COURANT</u>					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	13 951 180,17	3 122 666,00	3 510 341,00
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 479 329,45	2 676 900,00	3 064 575,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 361 168 133,62	11 294 099 128,35	8 067 069 005,27	8 182 024 522,79
211	Terrains		5 291 199 040,00		5 291 199 040,00	5 291 900 857,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7 068 543,51	6 096 926,02	971 617,49	6 211 299,86
213	Batiments		7 735 194 562,45	5 248 577 350,19	2 486 617 212,26	2 678 997 441,22
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6 085 283 605,69	5 830 293 367,09	254 990 238,60	188 027 870,49
218	Autres immobilisations corporelles		242 422 381,97	209 131 485,05	33 290 896,92	16 887 054,22
22	Immobilisations en concession		0,00		0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		76 488 291,25		76 488 291,25	47 470 660,60
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres Immobilisations financières		590 108 057,34		590 108 057,34	602 514 004,04
	Autres titres immobilisés		0,00		0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		590 108 057,34		590 108 057,34	602 514 004,04
275	Dépôts et cautionnements versés		25 083 901,92		25 083 901,92	37 369 134,53
276	Autres créances immobilisées		565 024 155,42		565 024 155,42	565 144 869,51
133	Impôts différés actif		130 663 516,21		130 663 516,21	65 524 477,06
	TOTAL ACTIF NON COURANT		21 646 501 844,59	12 294 050 308,52	9 352 451 536,07	9 386 044 005,49
	<u>ACTIF COURANT</u>					
3	<u>Stocks et encours</u>		5 247 632 931,38	84 070 079,64	5 163 562 851,74	4 966 016 550,98
30	Stocks de marchandises		37 216 216,80		37 216 216,80	18 825 793,37
31	Matières premières et fournitures		1 291 448 612,50	28 669 257,86	1 262 779 354,64	1 757 945 950,78
321	Fournitures consommables		432 329 493,78	38 647 502,99	393 681 990,79	413 335 815,83
322	Matières consommables		50 391 954,81	2 574 403,83	47 817 550,98	49 513 335,49
331	Produits en cours		318 806 810,88		318 806 810,88	320 508 490,54
351	Produits intermédiaires		28 445 490,19	14 178 914,96	14 266 575,23	35 942 585,71
355	Produits finis		3 000 486 998,66		3 000 486 998,66	2 323 127 040,70
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 648 778,95		2 648 778,95	2 235 898,59
37	Stocks à l'exterieur		85 858 574,81		85 858 574,81	44 581 639,97
	<u>Créances et emplois assimilés</u>		2 138 767 172,89	599 133 256,72	1 539 633 916,17	1 610 872 806,66
	<u>Créances clients</u>		1 200 979 923,96	403 476 271,07	797 503 652,89	937 735 473,73
411	Clients		788 298 320,60		788 298 320,60	922 306 777,25
413	Clients, effets à recevoir		9 205 332,29		9 205 332,29	15 428 696,48
416	Clients douteux		403 476 271,07	403 476 271,07	0,00	0,00
	<u>Autres débiteurs</u>		797 511 714,73	195 656 985,65	601 854 729,08	560 241 893,31
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		352 775 347,77	124 428 484,06	228 346 863,71	175 912 426,09
45	Groupe et associés		444 736 366,96	71 228 501,59	373 507 865,37	383 507 865,37
46	Débiteurs divers et créditeurs divers				0,00	821 601,85
44	Impôts et assimilés		140 275 534,20		140 275 534,20	112 895 439,62
444	Etat, impôts sur les résultats		140 275 534,20		140 275 534,20	112 895 439,62
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00		0,00	0,00
	<u>Disponibilités et assimilés</u>		238 138 726,61		238 138 726,61	238 020 775,25
	Placements autres actifs financiers courants		0,00		0,00	0,00
	Trésorerie		238 138 726,61		238 138 726,61	238 020 775,25
51	Banque, établissements financiers et assimilés		237 512 449,61		237 512 449,61	237 439 231,25
53	Caisse		616 277,00		616 277,00	571 544,00
54	Régies d'avances et accreditifs		10 000,00		10 000,00	10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 624 538 830,88	683 203 336,36	6 941 335 494,52	6 814 910 132,89
	TOTAL GENERAL ACTIF		29 271 040 675,47	12 977 253 644,88	16 293 787 030,59	16 200 954 138,38

16 293 787 030,59
0,00

16 200 954 138,38
0,00

ENIEM SOCIETE MERE

BILAN Exercice clos le 31 / 12 / 2014

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2014	Montants au 31/12/2013
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
101	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
1011	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		2 834 731 337,69	2 834 731 337,69
102	Autres fonds propres			
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285 632 230,67	270 150 057,49
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglémentée)		285 632 230,67	270 150 057,49
105	Écart de réévaluation		138 799 574,48	141 023 109,51
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-263 195 494,16	35 822 173,18
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		76 500 195,16	107 819 603,36
110	Résultat en instance d'affectation			
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		76 500 195,16	107 819 603,36
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		13 352 267 843,84	13 669 346 281,23
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		938 951 592,33	762 441 995,69
16	Emprunts et dettes assimilés		938 951 592,33	762 441 995,69
	Impôts (différés et provisionnés)		124 371 279,81	144 411 123,90
134	Impôts différés passif		124 371 279,81	144 411 123,90
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		346 527 356,00	452 073 761,30
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		315 269 590,07	423 177 160,26
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		23 578 772,74	19 506 856,12
131	Subventions d'équipement		7 575 658,82	8 755 687,13
132	Autres subventions d'investissements		103 334,37	634 057,79
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 409 850 228,14	1 358 926 880,89
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		420 176 296,29	522 731 922,48
401	Fournisseurs de stocks et services		370 471 885,59	458 748 168,72
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		15 676 674,99	15 263 479,19
408	Fournisseurs factures non parvenues		33 378 481,97	48 071 020,83
	Impôts		92 793 673,96	219 651 448,60
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		92 786 471,96	199 172 925,16
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		7 202,00	20 478 523,44
	Autres dettes		341 105 634,50	320 928 383,00
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		4 415 629,36	3 849 972,05
42	Personnel et comptes rattachés		225 208 135,88	124 048 796,98
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		62 424 568,71	152 191 455,06
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		36 791 415,24	26 739 690,82
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques		4 190 474,01	0,00
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		7 548 067,55	5 682 208,12
46	Débiteurs divers et créditeurs divers		462 540,17	0,00
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		64 803,58	8 416 259,97
	Trésorerie passif		677 593 353,86	109 369 222,18
519	Concours bancaires courants		650 000 000,00	83 333 333,32
518	Banque, établissements financiers et assimilés		27 593 353,86	26 035 888,86
	TOTAL PASSIF COURANT III		1 531 668 958,61	1 172 680 976,26
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 293 787 030,59	16 200 954 138,38

16 293 787 030,59

0,00

16 200 954 138,38

0,00

COMPTE DE RESULTATS (Par nature)**Période du 01/01/2014 au 31/12/2014**

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2014	Montants au 31/12/2013
70	Ventes et produits annexes		5 000 555 284,19	5 802 380 717,74
72	Variation stocks produits finis et en cours		739 773 884,53	341 151 846,81
73	Production immobilisée		1 930 379,06	4 019 856,99
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 742 259 547,78	6 147 552 421,54
60	Achats consommés		3 641 809 442,01	3 948 383 222,41
	Services extérieurs et autres consommations		213 757 953,83	245 937 012,72
61	Services extérieurs		66 272 358,88	76 709 968,26
62	Autres services extérieurs		147 485 594,95	169 227 044,46
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3 855 567 395,84	4 194 320 235,13
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 886 692 151,94	1 953 232 186,41
63	Charges de personnels		1 656 834 450,53	1 584 579 284,29
64	Impôts, taxes et versements assimilés		77 602 200,79	101 689 288,36
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		152 255 500,62	266 963 613,76
75	Autre produits opérationnels		67 046 293,43	109 078 506,59
65	Autres charges opérationnelles		494 126 951,44	415 443 656,62
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		390 123 035,86	272 860 382,85
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		304 281 561,88	362 848 153,22
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-360 666 631,37	50 586 234,10
76	Produits financiers		34 130 064,48	21 389 116,09
66	Charges financières		49 217 905,09	41 536 193,68
	VI - RESULTAT FINANCIER		-15 087 840,61	-20 147 077,59
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-375 754 471,98	30 439 156,51
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires			
698	Autres impôts sur les résultats			
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-112 558 977,82	-5 383 016,67
692	Imposition différée actif		-112 558 977,82	-4 977 316,76
693	Imposition différée passif			-405 699,91
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 147 717 467,57	6 640 868 197,44
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 410 912 961,73	6 605 046 024,26
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-263 195 494,16	35 822 173,18
77	Eléments extraordinaires (produits)			
67	Eléments extraordinaires (charges)			
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-263 195 494,16	35 822 173,18
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

Annexes

2015

ENIEM SOCIETE MERE						
BILAN						
Exercice clos le 31/12/2015						
ACTIF						
N° DE CPTE	DESIGNATION	NOTE	Montant Brut	Amort. ou Provisions	Montant Net au 31/12/2015	Montant Net au 31/12/2014
	ACTIF NON COURANT					
20	Immobilisations incorporelles		17 073 846,17	14 313 980,17	2 759 866,00	3 122 666,00
204	Logiciels informatiques et assimilés		8 156 229,45	5 842 129,45	2 314 100,00	2 676 900,00
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences		8 917 616,72	8 471 850,72	445 766,00	445 766,00
21	Immobilisations corporelles		19 489 500 532,90	11 500 781 497,62	7 988 719 035,28	8 067 069 005,27
211	Terrains		5 291 199 040,00		5 291 199 040,00	5 291 199 040,00
212	Agencements et aménagements de terrain		7 068 543,51	6 276 301,02	792 242,49	971 617,49
213	Batiments		7 741 572 124,45	5 448 674 947,77	2 292 897 176,68	2 486 617 212,26
215	Installations techniques, matériel et outillage indust		6 195 365 624,34	5 825 127 550,62	370 238 073,72	254 990 238,60
218	Autres immobilisations corporelles		254 295 200,60	220 702 698,21	33 592 502,39	33 290 896,92
22	Immobilisations en concession		0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours		198 376 121,81		198 376 121,81	76 488 291,25
26	Immobilisations financières		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
261	Titres de filiales		1 471 000 000,00	986 000 000,00	485 000 000,00	485 000 000,00
27	Autres Immobilisations financières		590 231 254,64	0,00	590 231 254,64	590 108 057,34
	Autres titres immobilisés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Prêts et autres actifs financiers non courants		590 231 254,64	0,00	590 231 254,64	590 108 057,34
275	Dépôts et cautionnements versés		25 207 099,22		25 207 099,22	25 083 901,92
276	Autres créances immobilisées		565 024 155,42		565 024 155,42	565 024 155,42
133	Impôts différés actif		403 194 996,94		403 194 996,94	130 663 516,21
	TOTAL ACTIF NON COURANT		22 169 376 752,46	12 501 095 477,79	9 668 281 274,67	9 352 451 536,07
	ACTIF COURANT					
3	Stocks et encours		4 779 348 475,44	110 441 910,70	4 668 906 564,74	5 163 562 851,74
30	Stocks de marchandises		22 495 268,56		22 495 268,56	37 216 216,80
31	Matières premières et fournitures		1 285 949 462,17	43 391 123,42	1 242 558 338,75	1 262 779 354,64
321	Fournitures consommables		404 507 090,29	34 079 684,86	370 427 405,43	393 681 990,79
322	Matières consommables		54 235 914,18	1 976 091,06	52 259 823,12	47 817 550,98
331	Produits en cours		342 920 119,35		342 920 119,35	318 806 810,88
351	Produits intermédiaires		27 692 592,98	14 178 914,96	13 513 678,02	14 266 575,23
355	Produits finis		2 599 449 582,23	16 816 096,40	2 582 633 485,83	3 000 486 998,66
358	Produits résiduels ou mat. de récupération (déchets, rebuts)		2 858 992,30		2 858 992,30	2 648 778,95
37	Stocks à l'exterieur		39 239 453,38		39 239 453,38	85 858 574,81
38	Achats stockés					
	Créances et emplois assimilés		2 678 750 067,64	595 694 656,11	2 083 055 411,53	1 539 633 916,17
	Créances clients		1 461 444 766,98	400 037 670,46	1 061 407 096,52	797 503 652,89
411	Clients		1 061 407 096,52		1 061 407 096,52	788 298 320,60
413	Clients, effets à recevoir					9 205 332,29
416	Clients douteux		400 037 670,46	400 037 670,46	0,00	
	Autres débiteurs		941 424 929,33	195 656 985,65	745 767 943,68	601 854 729,08
409	Four.-débit.: avanc. et acompt. versés,RRR		464 150 374,60	124 428 484,06	339 721 890,54	228 346 863,71
42	Personnel et comptes rattachés		7 324 181,68		7 324 181,68	
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		266 986,62		266 986,62	
45	Groupe et associés		464 685 366,96	71 228 501,59	393 456 865,37	373 507 865,37
46	Débiteurs divers et créiteurs divers		4 967 644,47		4 967 644,47	
486	Charges constatées d'avances		30 375,00		30 375,00	
44	Impôts et assimilés		275 880 371,33	0,00	275 880 371,33	140 275 534,20
444	Etat, impôts sur les résultats		159 446 881,11		159 446 881,11	140 275 534,20
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		116 433 490,22		116 433 490,22	
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés					
48	Autres créances et emplois assimilés		0,00	0,00	0,00	0,00
	Disponibilités et assimilés		405 633 130,07	0,00	405 633 130,07	238 138 726,61
	Placements autres actifs financiers courants		0,00	0,00	0,00	0,00
	Trésorerie		405 633 130,07	0,00	405 633 130,07	238 138 726,61
51	Banque, établissements financiers et assimilés		405 033 148,07		405 033 148,07	237 512 449,61
52	Instruments financiers dérivés					
53	Caisse		599 982,00		599 982,00	616 277,00
54	Régies d'avances et accreditifs					10 000,00
	TOTAL ACTIF COURANT		7 863 731 673,15	706 136 566,81	7 157 595 106,34	6 941 335 494,52
	TOTAL GENERAL ACTIF		30 033 108 425,61	13 207 232 044,60	16 825 876 381,01	16 293 787 030,59

BILAN

Exercice clos le 31/12/2015

PASSIF				
N° DE CPTÉ	DESIGNATION	NOTE	Montants au 31/12/2015	Montants au 31/12/2014
	<u>CAPITAUX PROPRES</u>			
101	Capital émis		13 114 531 337,69	13 114 531 337,69
1011	Capital social		10 279 800 000,00	10 279 800 000,00
1016	Dotations définitives		2 834 731 337,69	2 834 731 337,69
102	Autres fonds propres			
108	Compte d'exploitation			
109	Capital non appelé			
	Primes et réserves - Réserves consolidées (1)		285 632 230,67	285 632 230,67
104	Écart d'évaluation			
106	Réserves (légale, statutaire, ordinaire,réglémentée)		285 632 230,67	285 632 230,67
105	Écart de réévaluation		137 475 497,97	138 799 574,48
107	Écart d'équivalence (1)			
12	Résultat net - Résultat net part du groupe (1)		-910 482 042,40	-263 195 494,16
11	Autres capitaux propres - Report à nouveau		-290 578 480,07	76 500 195,16
110	Résultat en instance d'affectation		-263 195 494,16	
115	Ajustement pour changement de méthode comptable		-27 382 985,91	76 500 195,16
	Part de la société consolidante (1)			
	Part minoritaires (1)			
	TOTAL CAPITAUX PROPRES I		12 336 578 543,86	13 352 267 843,84
	<u>PASSIF NON COURANT</u>			
	Emprunts et dettes financières		1 315 461 188,98	938 951 592,33
16	Emprunts et dettes assimilés		1 315 461 188,98	938 951 592,33
17	Dettes rattachées à des participations			
	Impôts (différés et provisionnés)		109 778 089,05	124 371 279,81
134	Impôts différés passif		109 778 089,05	124 371 279,81
155	Provisions pour impôts			
229	Autres dettes non courantes			
	Provisions et produits comptabilisés d'avance		503 182 474,51	346 527 356,00
153	Provisions pour pensions et obligations similaires		463 499 464,52	315 269 590,07
156	Provisions pour renouvellement des immobilisations			
158	Autres provisions pour charges - passifs non courants		33 063 276,27	23 578 772,74
131	Subventions d'équipement		6 619 733,72	7 575 658,82
132	Autres subventions d'investissements			103 334,37
	TOTAL PASSIF NON COURANT II		1 928 421 752,54	1 409 850 228,14
	<u>PASSIF COURANT</u>			
	Fournisseurs et comptes rattachés		551 702 773,70	420 176 296,29
401	Fournisseurs de stocks et services		429 840 224,45	370 471 885,59
403	Fournisseurs, effets à payer		649 253,74	649 253,74
404	Fournisseurs d'immobilisations		18 249 096,92	15 676 674,99
405	Fournisseurs d'immobilisations, effets à payer			
408	Fournisseurs factures non parvenues		102 964 198,59	33 378 481,97
	Impôts		217 372 607,10	92 793 673,96
444	Etat, impôts sur les résultats			
445	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		214 474 025,10	92 786 471,96
447	Autres impôts, taxes et versements assimilés		2 898 582,00	7 202,00
	Autres dettes		401 032 701,01	341 105 634,50
419	Clients crédit. avances reçues, RRR à accor.autres avoirs à établir		2 248 474,85	4 415 629,36
509	Vers. restant à effect.sur val.mobilières de placement non libérées			
42	Personnel et comptes rattachés		302 161 961,51	225 208 135,88
43	Organismes sociaux et comptes rattachés		44 614 274,57	62 424 568,71
441	Etat, et autres collect. publiques, subventions à recevoir			
442	Etat, impôts et taxes recouvrables sur des tiers		25 317 874,68	36 791 415,24
443	Opérations particulières avec l'Etat et les collectiv. Publiques			4 190 474,01
448	Etat, charges à payer et produits à recevoir (hors impôts)		8 068 755,40	7 548 067,55
45	Groupe et associés		18 479 000,00	
46	Débiteurs divers et créditeurs divers			462 540,17
48	Charges ou produits constatés d'avance et provisions		142 360,00	64 803,58
	Trésorerie passif		1 390 768 002,80	677 593 353,86
519	Concours bancaires courants		1 364 000 000,00	650 000 000,00
518	Banque, établissements financiers et assimilés		26 768 002,80	27 593 353,86
52	Instruments financiers dérivés			
	TOTAL PASSIF COURANT III		2 560 876 084,61	1 531 668 958,61
	TOTAL GENERAL PASSIF I + II + III		16 825 876 381,01	16 293 787 030,59

16 825 876 381,01
0,0016 293 787 030,59
0,00

ENIEM SOCIETE MERE
COMPTE DE RESULTATS (Par nature)
Période du 01/01/2015 au 31/12/2015

N° DE CPTE	DESIGNATION	Note	Montants au 31/12/2015	Montants au 31/12/2014
70	Ventes et produits annexes		5 381 308 657,82	5 000 555 284,19
72	Variation stocks produits finis et en cours		-288 790 988,80	739 773 884,53
73	Production immobilisée		8 313 643,89	1 930 379,06
74	Subventions d'exploitation			
	I - PRODUCTION DE L'EXERCICE		5 100 831 312,91	5 742 259 547,78
60	Achats consommés		3 704 299 351,00	3 641 809 442,01
	Services extérieurs et autres consommations		197 742 135,40	213 757 953,83
61	Services extérieurs		89 140 384,21	66 272 358,88
62	Autres services extérieurs		108 601 751,19	147 485 594,95
	II - CONSOMMATION DE L'EXERCICE		3 902 041 486,40	3 855 567 395,84
	III - VALEUR AJOUTEE D'EXPLOITATION (I - II)		1 198 789 826,51	1 886 692 151,94
63	Charges de personnels		1 488 238 339,33	1 656 834 450,53
64	Impôts, taxes et versements assimilés		90 310 243,16	77 602 200,79
	IV - EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-379 758 755,98	152 255 500,62
75	Autre produits opérationnels		69 169 979,62	67 046 293,43
65	Autres charges opérationnelles		430 957 821,27	494 126 951,44
68	Dotations aux amortissements, Provisions et pertes de valeur		700 093 329,28	390 123 035,86
78	Reprise sur pertes de valeur et provisions		285 551 044,24	304 281 561,88
	V - RESULTAT OPERATIONNEL		-1 156 088 882,67	-360 666 631,37
76	Produits financiers		67 754 834,93	34 130 064,48
66	Charges financières		123 964 554,75	49 217 905,09
	VI - RESULTAT FINANCIER		-56 209 719,82	-15 087 840,61
	VII - RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔTS (V + VI)		-1 212 298 602,49	-375 754 471,98
	Impôts exigibles sur résultats ordinaires		0,00	0,00
695	Impôts sur les bénéfices basés sur le résultat des activités ordinaires		0,00	0,00
698	Autres impôts sur les résultats		0,00	0,00
	Impôts différés (variations) sur résultats ordinaires		-301 816 560,09	-112 558 977,82
692	Imposition différée actif		-301 816 560,09	-112 558 977,82
693	Imposition différée passif			
	TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		5 523 307 171,70	6 147 717 467,57
	TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITES ORDINAIRES		6 433 789 214,10	6 410 912 961,73
	VIII - RESULTAT NET DES ACTIVITES ORDINAIRES		-910 482 042,40	-263 195 494,16
77	Eléments extraordinaires (produits)		0,00	0,00
67	Eléments extraordinaires (charges)		0,00	0,00
	IX - RESULTAT EXTRAORDINAIRE		0,00	0,00
	X - RESULTAT NET DE L'EXERCICE		-910 482 042,40	-263 195 494,16
	Part dans les résultats nets des sociétés mises en équivalence (1)			
	XI - RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE (1)			
	Dont part des minoritaires (1)			
	Part du groupe (1)			

Table des matières

Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Sommaire

Liste des abréviations

Introduction générale 02

Chapitre I. Présentation générale des documents comptables et la notion de la performance financière 08

Introduction 08

Section 1. Définition et différents types de performances 08

1.1. Les types de performances 08

1.1.1. La performance globale 08

1.1.2. La performance économique 09

1.1.3. La performance financière 09

1.1.4. La performance sociale 10

1.1.5. La performance organisationnelle 10

1.2. Le concept de performance 11

1.2.1. Définition de la performance 11

1.2.2. Les piliers ou déterminants de la performance d'une entreprise 12

1.3. La performance financière d'entreprise 14

1.3.1. Définition de la performance financière 14

1.3.2. Les critères de la performance financière 14

1.3.2.1. L'efficacité 15

1.3.2.2. L'efficience 16

1.3.2.3. L'économie des ressources 16

1.3.2.4. La qualité 17

1.3.3. Les indicateurs de la performance financière 17

1.3.3.1. La rentabilité 17

1.3.3.2. La profitabilité 18

1.3.3.3. L'autofinancement	19
Section 2. Présentation des documents comptables et financiers	20
2.1. Le Bilan Comptable	20
2.1.1. Définitions	20
2.1.2. Finalités du bilan comptable	20
2.1.3. Présentation schématique du bilan comptable	21
2.2. Le compte résultat	22
2.2.1. Définition	22
2.2.2. Structure du tableau des comptes des résultats	22
2.2.3. Présentation schématique du tableau de compte de résultat (T.C.R)	23
2.3. Les annexes	24
2.3.1. Les informations figurant dans l'annexe comptable	24
2.3.1.1. Les informations obligatoires de l'annexe comptable	24
2.3.1.2. Les informations d'importance significative	24
Conclusion	25
Chapitre II. Outils et méthodes d'évaluation de la performance financière	27
Introduction	27
Section 1. Les outils de pilotage de la performance financière	27
1.1. Le budget	27
1.2. Les états financiers	28
1.2.1. Le bilan	28
1.2.1.1. Le passage du bilan comptable au bilan financier	28
1.2.1.1.1. Définitions du bilan financier	28
1.2.1.1.2. Principes du classement des postes du bilan financier	28
1.2.1.1.3. Les grandes masses du bilan financier	29
1.2.1.1.4. Schématisation du bilan financier en grande masse	30
1.2.1.2. Le reclassement des postes du Bilan	31
1.2.1.2.1. Le reclassement des postes de l'actif	31
1.2.1.2.2. Le reclassement des postes du passif	32

1.2.2. Le compte résultat (TCR)	33
Section 2. Analyse par la méthode des ratios	37
2.1. Définition d'un ratio	37
2.2. Les différents types de ratios	37
2.2.1. Les ratios de structure financière	37
2.2.2. Les ratios de liquidité	38
2.2.3. Les ratios de rentabilité	39
2.3. La capacité d'autofinancement (CAF)	39
2.3.1. Définitions	39
2.3.2. Les composants de la capacité de l'autofinancement	40
2.3.3. Le mode de calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)	40
2.3.3.1. La méthode soustractive	40
2.3.3.2. La méthode additive	40
2.4. L'autofinancement (AF)	41
2.4.1. Définition	41
2.4.2. Le mode de calcul de l'autofinancement	41
2.4.3. Le rôle de l'autofinancement	41
Section 3. Les agrégats de l'équilibre financier	42
3.1. L'équilibre financier à long terme : fonds de roulement (FR)	42
3.1.1. Définition fonds de roulement (FR)	42
3.1.2. L'intérêt du fonds de roulement	42
3.1.3. Les différents types de fonds de roulement et leurs modes de calcul	43
3.1.3.1. Le fonds de roulement net (FRN)	43
3.1.3.2. Le fonds de roulement propre (FRP)	44
3.1.3.3. Le fonds de roulement étranger (FRE)	44
3.1.3.4. Le fonds de roulement global (FRG)	45
3.1.4. Les situations du fonds de roulement (FR)	45
3.1.5. Les facteurs de variation du fonds de roulement	46
3.2. L'équilibre financier à court terme : Besoin en fonds de roulement (BFR)	47

3.2.1. Définition du besoin en fonds de roulement (BFR)	47
3.2.2. Le mode de calcul du besoin en fonds de roulement (BFR)	47
3.2.3. Les situations du besoin en fonds de roulement (BFR)	48
3.3. L'équilibre financier à très court terme (immédiat) : Trésorerie (T)	48
3.3.1. Définition de la trésorerie	49
3.3.2. Le mode de calcul de la trésorerie	49
3.3.3 Les situations de la trésorerie nette (TN)	49
Conclusion	50
Chapitre III : Présentation de l'entreprise Nationale des industries de l'électroménager ENIEM	52
Introduction	52
Section 1. Présentation de l'ENIEM	52
1.1. L'historique de l'ENIEM	52
1.1.1. Création de l'ENEIM	52
1.1.2. La forme juridique et le capital social	52
1.2. Missions de l'ENIEM	53
1.3. Les objectifs de l'ENIEM	53
1.3.1. Objectifs à atteindre	53
1.3.2. Les outils de contrôle de l'ENIEM d'atteinte de ses objectifs	54
1.3.2.1. Les tableaux de bord de gestion	54
1.3.2.2. Les rapports de gestion	54
1.3.2.3. Les budgets prévisionnels et les rapports d'activité	54
1.4. Situation géographique	54
1.5. Mode d'organisation de l'ENIEM	55
1.5.1. L'unité siège	55
1.5.2. Les unités de l'ENIEM	56
1.5.2.1. Les unités de production	56
1.5.2.2. Unité commerciale	56
1.5.2.3. Unité prestations techniques	56
Section 2. Les indicateurs économiques de l'ENIEM	58
2.1. L'environnement de l'ENIEM	58

2.1.1. Les facteurs internes	58
2.1.1.1. Le personnel de l'entreprise	58
2.1.1.2. Les gammes de produits	60
2.1.2. Les facteurs externes	62
2.1.2.1. Les clients	62
2.1.2.2. Les fournisseurs	62
2.1.2.3. Les concurrents et la concurrence	62
2.1.3. Comportement des Produits de l'ENIEM face à la concurrence	63
2.2. Le secteur d'activité	64
2.2.1. Les métiers de l'ENIEM	64
2.2.1.1. Unité froid	64
2.2.1.2. Unité cuisson	65
2.2.1.3. Unité de climatisation	65
2.3. La position de l'ENIEM sur le marché	65
2.3.1. Rappel du contexte actuel du marché	65
Conclusion	67
Chapitre IV : Analyse de la structure et l'évaluation de la performance financière de l'ENIEM	69
Introduction	69
Section 1. Étude de la structure financière de l'ENIEM	69
1.1. Analyse de la solvabilité par le biais des bilans financiers 2013, 2014, 2015	69
1.1.1. Bilan financier de l'ENIEM pour les années 2013, 2014, 2015	69
1.1.2. Présentation des bilans financiers condensés 2013, 2014, 2015	70
1.1.3. Analyse des bilans financiers condensés 2013-2014-2015	71
1.1.3.1. Analyse de la structure des emplois	72
1.1.3.2. Analyse de la structure des ressources	72
1.2. Analyse de l'équilibre financier à long terme	74
1.2.1. Détermination du fonds de roulement net (FRN)	74
1.2.2. Détermination des fonds de roulement propres (FRP)	76
1.3. Analyse de l'équilibre financier à court terme et immédiat	77
1.3.1. Besoin en fonds de roulement (BFR)	77
1.3.2. La trésorerie nette (TN)	78

1.4. Analyse de l'activité et situation financière de l'ENIEM par la méthode des ratios	79
1.4.1. Le ratio d'autonomie financière	79
1.4.2. Le Ratio de Solvabilité	81
1.4.3. La Capacité d'autofinancement (CAF)	82
1.4.4. L'autofinancement (AF)	83
1.4.5. Ratio de l'endettement	84
1.4.6. Ratios de liquidité	85
1.4.7. Ratios de rentabilité	88
Section 2. Analyse des résultats de l'ENIEM	89
2.1. Analyse d'exploitation de l'ENIEM	89
2.1.1. Présentation du tableau des soldes intermédiaires de gestion (TSIG)	89
2.1.2. Analyse du tableau des soldes intermédiaires de gestion (TSIG)	90
Section 03. Appréciation de la performance financière de l'ENIEM	95
3.1. Analyse et interprétation de l'activité des exercices 2014,2015 de l'ENIEM	95
3.1.1. Analyse de l'activité industrielle et commerciale de l'exercice 2014	95
3.1.2. Analyse de l'activité industrielle et commerciale de l'exercice 2015	96
3.2. Recommandations relatives à l'amélioration de la performance financière	98
Conclusion	99
Conclusion générale	101
Bibliographie	106
Liste des tableaux	108
Annexes	
Table des matières	